



Assemblée Générale Ordinaire du 24 Juin 2010



Rapport Annuel 2009

# Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010

## Sommaire

### Eléments Financiers et Juridiques

#### Groupe Gévelot

Sociétés du Groupe	p. 2
Organigramme	p. 3
Administration Gévelot SA	p. 4
Ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire	p. 5
Panorama de l'exercice 2009	p. 7

#### Comptes 2009

Rapport de Gestion du Conseil d'Administration	p. 9
Attestation des Dirigeants sur le Rapport Financier	p. 19
Comptes consolidés au 31 décembre 2009	p. 21
- Rapport des Commissaires aux Comptes	p. 53
Comptes sociaux au 31 décembre 2009	p. 55
- Rapports des Commissaires aux Comptes	p. 74
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	p. 76

#### Rapport du Président aux Actionnaires

- Rapport des Commissaires aux Comptes	p. 79
--	-------

#### Rapport sur les Informations Sociales et Environnementales

p. 85

Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros  
Siège social, Direction et Administration :  
6, boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret  
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369

[www.gevelot-sa.fr](http://www.gevelot-sa.fr)

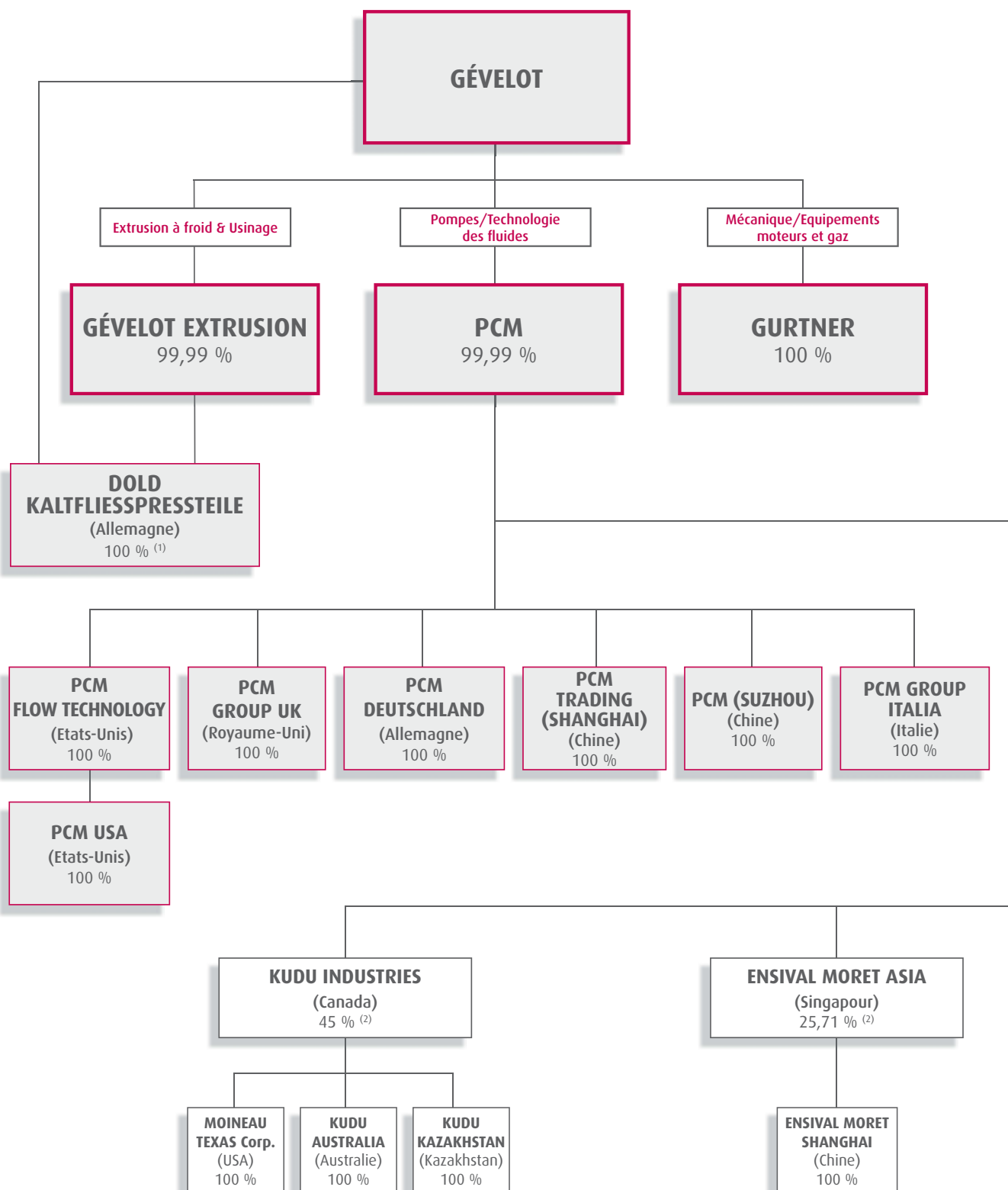
**Exercice 2009**

# Sociétés du Groupe Gévelot

## Adresses et Activités

Sociétés	Adresses	Téléphone Télécopie Internet	Activités
<b>SOCIETE HOLDING</b>			
<b>Gévelot S.A.</b>			
Président-Directeur Général <b>Paolo MARTIGNONI</b>	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	+33 (0)1 41 49 03 03 +33 (0)1 41 49 03 02 www.gevelot-sa.fr	Gestion de participations industrielles et services s'y rattachant
<b>SOCIETES FILIALES</b>			
<b>SECTEUR EXTRUSION A FROID &amp; USINAGE</b>			
<b>Gévelot Extrusion S.A.</b>			
Président-Directeur Général <b>Patrick LHUILLERY</b>	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	+33 (0)1 41 49 03 33 +33 (0)1 47 48 90 34 www.gevelot-extrusion.com	Extrusion à froid de pièces en acier Usinage et traitement thermique
<b>Dold K. GmbH</b>			
	Langenbacher Strasse 17/19 78147 Vöhrenbach (Allemagne)	+49 (0)7727/509-0 +49 (0)7727/509-166 www.doldgmbh.de	+Extrusion à froid de pièces en acier Usinage et traitement thermique
<b>SECTEUR POMPES/TECHNOLOGIE DES FLUIDES</b>			
<b>PCM S.A.</b>			
Président-Directeur Général <b>Jacques FAY</b>	17, rue Ernest Laval 92170 Vanves (France)	+33 (0)1 41 08 15 15 +33 (0)1 41 08 15 00 www.pcm.eu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Solutions en technologie des fluides</li> <li>Pompes volumétriques : à rotor excentré PCM Moineau, PCM Vulcain, à tube PCM Delasco, doseuses PCM Précipompe, à lobes PCM Ecolobe</li> <li>Marché de l'Industrie, de l'Agro-Alimentaire et de la Production Pétrolière</li> </ul>
<b>- PCM Group UK Ltd.</b>			
	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northants NN17 5YF (Royaume Uni)	+44 (0)1536 740200 +44 (0)1536 740201 www.pcm.eu	Fabrication, vente et services de pompes volumétriques Systèmes de dosage de réactifs et de solutions en technologie des fluides
<b>- PCM Deutschland GmbH</b>			
	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)	+49 (0)611/60977-0 +49 (0)611/60977-20 www.pcm.eu	Fabrication, commercialisation et services de pompes volumétriques
<b>- PCM Flow Technology Inc.</b>			
<b>- PCM USA Inc.</b>			
	11940 Brittmoore Park Drive Houston, Texas 77041 (Etats Unis)	+1 (713) 896 4888 +1 (713) 896 4806 www.pcmusa-inc.com	Gestion de participations industrielles et services s'y rattachant Fabrication, commercialisation et services de pompes volumétriques
<b>- PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.</b>			
	Unit 10A01, Shanghaimart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)	+86 (0)2162362521 +86 (0)2162362428	Commercialisation et services de pompes volumétriques
<b>- PCM (Suzhou) Co. Ltd.</b>			
	Zhonglu Ecological park - Usine 12 & 13 Pingwang Town - Wungjiang city 215221 Jiangsu Province (Chine)		Fabrication, commercialisation et services de pompes volumétriques
<b>- PCM Group Italia Srl.</b>			
	6, via Bergamo 20135 Milano (Italie)	+39 02 89 65 56 47 +39 02 92 88 49 50	Commercialisation et services de pompes volumétriques
<b>- Kudu Industries Inc.</b>			
	9112 - 40 th Street S.E. Calgary Alberta - T2C 2P3 (Canada)	+1 403 279 5838 +1 403 279 2192 www.kudupump.com	Fabrication, vente et services de pompes pétrole Conception et fabrication d'accessoires parapétroliers
<b>• Moineau Texas Corporation</b>			
	1112 S.Main Street Seminole Texas 79360 (Etats-Unis)	+1 (915) 698 0482 +1 (915) 698 11 55	Vente et services de pompes pétrole
<b>• Kudu Australia Pty Ltd.</b>			
	L3, 349 Coronation Drive Milton, QLD, 4064 (Australie)	+61 7 3842 3105 +61 7 3371 7300	Vente et services de pompes pétrole
<b>• Kudu Kazakhstan LLP</b>			
	50 Yablonevyyi Sad Street Bagahashi Village, Karasai District Almaty Oblast, 040907 (Kazakhstan)	+7 3272 993 092 +7 3272 993 119	Vente et services de pompes pétrole
<b>- Ensival Moret Asia Pte Ltd.</b>			
	9 Tai Seng Drive #02-02 Hesche Building 535227 Singapore (Singapour)	+65 281 06 67 +65 281 09 08	Gestion de participations industrielles et services s'y rattachant
<b>• Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.</b>			
	N° 1590, Li An Road Minhang District 201100 Shanghai (Chine)	+86 (0)2154889599 +86 (0)2154889399	Fabrication et commercialisation de pompes industrielles
<b>SECTEUR MECANIQUE/EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ</b>			
<b>Gurtner S.A.</b>			
Président-Directeur Général <b>Bruno TRACCO</b>	40, rue de la Libération 25300 Pontarlier (France)	+33 (0)3 81 46 70 22 +33 (0)3 81 39 29 50 www.gurtner.fr	Solutions pour la circulation des fluides dans les domaines des équipements moteurs et des équipements de gaz

# Organigramme du Groupe Gévelot



N.B. Les pourcentages indiqués sont les pourcentages de contrôle direct

(1) Société contrôlée à 70 % par Gévelot et 30 % par Gévelot Extrusion au 31 décembre 2009

(2) Sociétés mises en équivalence

# Administration Gévelot S.A.

au 24 juin 2010

## Conseil d'Administration

---

Président-Directeur Général

Paolo MARTIGNONI

---

Administrateurs

Roselyne MARTIGNONI

Claudine BIENAIMÉ

Charles BIENAIMÉ

Pascal HUBERTY

Philippe DESTOURS

Roberto BARABINO

Mario MARTIGNONI

---

## Direction

---

Directeur Général

Paolo MARTIGNONI

Directeur Général Délégué

Philippe BARBELANE

---

## Commissaires aux Comptes

---

Titulaires

PricewaterhouseCoopers Audit (PwC)  
représenté par Pierre RIOU

Cabinet ROUSSEL & ASSOCIES (CREA)  
représenté par Christophe BONTE

---

Suppléants

FIDEAC  
représenté par Jean MARIÉ

Philippe BAILLIN

---

# Ordre du jour

## de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010

---

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice 2009,
- Rapports des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Sociaux et Consolidés de cet exercice,
- Examen et approbation des Comptes Sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- Examen et approbation des Comptes Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- Approbation des Conventions visées à L'Article L.225-38 du Code de Commerce,
- Affectation des résultats de l'exercice 2009,
- Administrateur,
- Projet de modification des termes du rachat par Gévelot de ses propres actions,
- Projet de transfert de la cotation d'Euronext vers Alternext,
- Quitus aux Administrateurs,
- Pouvoirs,
- Questions diverses.



# Panorama

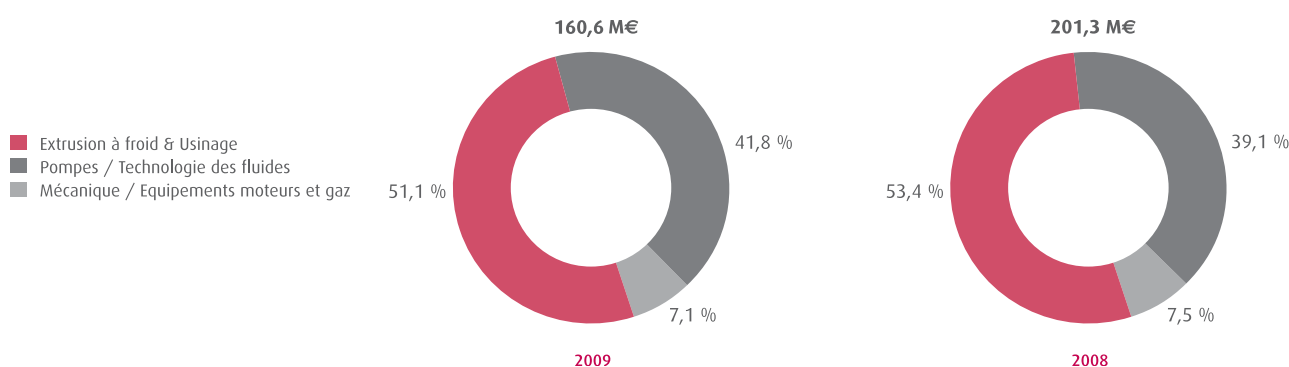
## de l'exercice 2009

### Chiffres clés

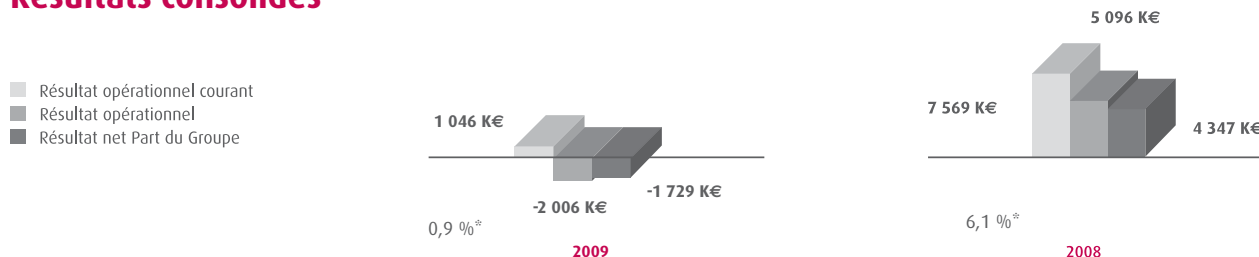
(en milliers d'euros)	2009	2008	Variation en %
<b>Groupe</b>			
Chiffre d'affaires hors taxes	160 620	201 271	(20,2)
Part réalisée hors France	89 926	115 720	(22,3)
EBITDA*	13 080	18 603	(29,7)
Résultat opérationnel courant	1 046	7 569	(86,2)
Résultat opérationnel	(2 006)	5 096	(139,4)
Résultat courant avant impôts	(2 812)	4 145	(167,8)
Résultat net Part du Groupe	(1 729)	4 347	(139,8)
Résultat net par actions (en euros)	(1,81)	4,54	(139,8)
Marge brute d'autofinancement	7 429	15 823	(53,0)
Capitaux propres	120 384	123 493	(2,5)
Endettement net / Capitaux propres (en %)	21,20	24,60	(13,8)
Effectifs	1 221	1 414	(13,6)
<b>Gévelot S.A.</b>			
Chiffre d'affaires hors taxes	3 667	3 603	1,8
Résultat courant avant impôts	3 223	3 165	1,8
Résultat exceptionnel	(2 316)	(2 142)	-
Résultat exceptionnel hors provision d'impôt	(289)	(397)	-
Résultat net	2 477	2 290	8,2
Marge brute d'autofinancement	5 064	4 604	10,0
Dividende net par action (en euros)	1,80	2,00	(10,0)
Effectifs	7	7	-

\* EBITDA : Résultat opérationnel courant, majoré des dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles.

### Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité



### Résultats consolidés



\* Les pourcentages correspondent au résultat opérationnel courant sur capitaux propres



# Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

**Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2009.**

Dans un contexte de crise économique impactant l'activité de nos filiales, particulièrement celles liées au Secteur automobile, les efforts ont porté en 2009 sur l'adéquation des structures aux volumes d'activité et sur la sécurisation de la liquidité.

Le Secteur Extrusion a poursuivi ses efforts d'adaptation dans un marché déprimé, particulièrement sur le premier semestre 2009, en raison des fortes baisses de programmes de ses donneurs d'ordres, Constructeurs et Equipementiers automobiles.

Le Secteur Pompes, tout en poursuivant ses investissements à l'international et ses efforts d'innovation, a veillé à maintenir sa compétitivité par la maîtrise de ses coûts de production et de ses frais généraux.

Enfin, en ce qui concerne le Secteur Mécanique, des actions d'abaissement des coûts de fonctionnement ont été menées afin de rétablir l'équilibre opérationnel à terme.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 160,6 M€ contre 201,3 M€ en 2008, soit une baisse de 20,2 %.

Le chiffre d'affaires du Secteur Extrusion, à 82,0 M€, est en baisse de 23,7 % sur 2008, le fort déstockage des principaux clients ayant particulièrement pénalisé les six premiers mois de l'exercice 2009 (- 42 %). Ce repli a cependant été atténué au dernier trimestre 2009 du fait d'une reprise des programmes des Constructeurs automobiles soutenus par les mesures d'accompagnement gouvernementales. La Filiale allemande Dold a également subi un net ralentissement d'activité durant l'année 2009 dû à la faiblesse de l'activité de son client principal.

Le chiffre d'affaires du Secteur Pompes à 67,1 M€ est en retrait de 14,7 % sur 2008. Le repli d'activité de ce Secteur a été plus marqué sur le deuxième semestre 2009 après les livraisons assurées en début d'année sur des commandes prises en 2008.

Le chiffre d'affaires du Secteur Mécanique à 11,4 M€ est en retrait de 24,7 % sur l'exercice 2008, retrait principalement dû à la baisse des ventes carburateurs première monte, partiellement compensé par le maintien d'activité sur les carburateurs rechange à l'export.

Le résultat opérationnel courant consolidé du Groupe reste positif mais en fort retrait, à 1,0 M€ contre 7,6 M€ en 2008.

Le résultat opérationnel consolidé, après prise en compte des mesures de restructuration, est négatif de 2,0 M€ contre 5,1 M€ positif en 2008.

Le résultat financier consolidé est négatif de 0,8 M€ contre 0,9 M€ également négatif en 2008.

Au final, le résultat net consolidé du Groupe en 2009 est déficitaire de 1,7 M€ contre 4,3 M€ bénéficiaire en 2008.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés.

Des aides de financement ponctuelles et des mesures de reports d'échéances ont pu être obtenues durant le premier semestre 2009, particulièrement pour le Secteur Extrusion le plus impacté. En fin d'année 2009, avec de meilleurs volumes d'activité retrouvés, la situation de la liquidité s'est rétablie.

En complément d'aides à l'innovation, des prêts bancaires à moyen terme ont été accordés à nos principales filiales, leur permettant de financer la reprise d'activité espérée et les développements futurs.

Les activités des sociétés incluses dans le périmètre du Groupe sont développées ci-après (les données chiffrées sont extraites des Comptes individuels de chaque société et s'entendent donc avant retraitement IFRS et éliminations de consolidation).

## Activités de la Société-Mère

### Gévelot S.A.

Le chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 3 667 K€, en hausse de 1,8 %.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 1 341 K€ contre 1 114 K€ en 2008.

Le résultat financier s'élève à 1 882 K€ contre 2 051 K€ intégrant la contribution de nos filiales en termes de dividendes qui se situe à 1 602 K€ contre 1 417 K€ en 2008.

Le résultat courant avant impôt s'établit à 3 223 K€ contre 3 165 K€ en 2008.

Le résultat exceptionnel est négatif de 2 317 K€ contre 2 142 K€ négatif en 2008. Il intègre une charge d'amortissements dérogatoires nets de 319 K€ et une provision intragroupe pour charges d'impôts futurs sur déficits reportables de nos filiales françaises pour 2 027 K€, provision limitée à l'économie d'impôt de la période. Divers produits nets sont par ailleurs constatés pour 29 K€.

Après une charge d'impôt Sociétés de 482 K€ et constatation de 2 053 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le bénéfice net social de Gévelot SA s'établit à 2 477 K€ contre 2 290 K€ en 2008. Aucun investissement n'a été réalisé en 2009 contre 1,4 M€ en 2008.

## Activités des Filiales

### Secteur Extrusion, Usinage

Les ventes consolidées de ce Secteur ont atteint 82,0 M€.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 5,0 M€ contre 6,7 M€ en 2008.

### Gévelot Extrusion S.A. (France)

Après une forte baisse de volume au premier trimestre 2009, l'activité s'est partiellement rétablie au dernier trimestre.

Le chiffre d'affaires 2009 s'élève à 50 997 K€ en baisse de 21,5 % sur 2008. L'effet baisse de volume est très conséquent et la production de l'exercice, après un fort déstockage, est de 46 311 K€, en repli de 28,1 % par rapport à 2008.

Le résultat d'exploitation est négatif de 4 025 K€ (1 480 K€ négatif en 2008) après une charge d'amortissements de 3 395 K€ (3 280 K€ en 2008) et de redevances de crédit-bail de 1 341 K€ (1 235 K€ en 2008). Ce très fort repli de résultat opérationnel est dû principalement à un volume de production insuffisant qui n'a pas pu être compensé par l'ajustement des dépenses de fonctionnement (contraction de la masse salariale, chômage partiel, licenciements économiques, réduction des frais généraux), dont certains effets sont différés.

Le résultat financier apparaît négatif de 131 K€ contre 391 K€ également négatif en 2008 malgré un repli de la contribution de la filiale allemande Dold (400 K€ contre 560 K€) et du fait des premiers effets positifs de la diminution de l'endettement financier.

Le résultat exceptionnel est négatif de 264 K€. Il intègre une plus-value de 1 651 K€ constatée sur la cession à Gévelot S.A. de 50 % des parts de la filiale allemande Dold. Il constate 1 261 K€ de coûts de restructuration et d'ajustement d'effectifs (PSE) conduites en février et juin 2009, 79 K€ de dotations nettes pour risques sociaux et 369 K€ de dotations nettes aux amortissements dérogatoires.

Après prise en compte d'un crédit impôt recherche, le résultat net de l'exercice 2009 s'élevé négatif à 3 979 K€ contre 3 465 K€ également négatif en 2008.

La capacité d'autofinancement est négative de 3 138 K€ contre 1 167 K€ positive en 2008.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'établit à 479 personnes (dont 17 en congés de reclassement ou préavis) dont 1 contrat à durée déterminée et 13 intérimaires, contre 547 personnes dont aucun intérimaire en décembre 2008, soit un repli de 15 %, hors reclassements en cours.

### **Dold Kaltfließpressteile GmbH (Allemagne)**

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 s'est élevé à 31 545 K€ contre 43 092 K€ en 2008, soit un retrait de 26,8 %.

La production de l'exercice, en repli de 32,2 %, se monte à 28 850 K€.

Dans ces conditions, le résultat d'exploitation est déficitaire de 122 K€ contre 1 376 K€ bénéficiaire en 2008.

Le résultat financier est négatif de 120 K€ contre 85 K€ en 2008.

Le résultat exceptionnel est négatif de 620 K€, contre 494 K€ en 2008, correspondant aux coûts de restructuration.

Le résultat net ressort déficitaire à 793 K€ contre 659 K€ positif en 2008 après un produit d'impôts de 69 K€.

La capacité d'autofinancement s'élève à 1 088 K€ contre 2 494 K€ en 2008.

A fin 2009, après cession de 50 % de ses parts à Gévelot SA par Gévelot Extrusion, Dold est désormais détenue à 70 % par Gévelot SA et 30 % par Gévelot Extrusion.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'élève à 285 personnes, dont 9 apprentis, contre 339 dont 9 apprentis au 31 décembre 2008 soit une baisse de 16 %.

### **Secteur Pompes, Technologie des Fluides**

Les ventes consolidées de ce secteur se sont élevées à 67,1 M€ contre 78,6 M€ en 2008 soit un repli de 14,7 %.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 3,9 M€ contre 5,6 M€ en 2008.

### **PCM S.A. (France)**

L'activité commerciale de PCM en 2009 a été marquée au premier semestre par un fort ralentissement de la prise de commande dans le Secteur Oil & Gas ainsi que par la chute brutale des ventes dans les Secteurs Food et Industry du fait de la crise économique mondiale.

Le chiffre d'affaires de cette société s'est élevé en 2009 à 60 714 K€ (dont 64,8 % réalisés à l'Export) contre 70 139 K€ en 2008, soit une baisse de 13,4 %.

Le chiffre d'affaires du Département Oil & Gas est en léger repli par rapport à 2008, la baisse du chiffre d'affaires affecte surtout les Départements Industry et Food.

Les Services, en baisse à 2,0 M€ représentent 3,5 % du global.

PCM dégage un résultat d'exploitation de 6 539 K€ contre 6 100 K€ en 2008, soit une progression de 7,2 % due, d'une part à l'amélioration du taux de marge et, d'autre part, aux mesures d'adaptation prises dès la fin 2008.

Le résultat financier est positif de 295 K€ contre 538 K€ en 2008. Il intègre des produits financiers de participation en provenance des filiales pour un montant global de 318 K€, des produits liés aux placements pour 21 K€ et une charge nette de 85 K€ due aux écarts de change.

Dans ces conditions, le résultat courant avant impôt s'établit à 6 834 K€ contre 6 638 K€ en 2008 soit une progression de 2,9 %.

Le résultat exceptionnel se traduit par une charge nette de 2 567 K€ contre 717 K€ en 2008 et dont les principaux éléments sont :

- une dotation aux amortissements et dépréciations exceptionnels immatériels pour 1 369 K€
- des charges nettes sur fermeture de Rambouillet et de PCM Venezuela pour 646 K€
- une dotation nette aux amortissements dérogatoires pour 605 K€.

La Participation des salariés s'élève à 264 K€ contre 350 K€ en 2008.

L'impôt sur les Sociétés s'élève à 1 297 K€ contre 1 394 K€ en 2008 après prise en compte d'un crédit d'impôt recherche de 273 K€.

L'exercice se solde par un résultat net bénéficiaire après impôt de 2 706 K€ contre 4 176 K€ en 2008, en repli de 35,2 %.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'établit à 288 personnes dont 8 intérimaires, contre 320 personnes dont 8 intérimaires au 31 décembre 2008, soit en baisse de 10 %.

La capacité d'autofinancement s'élève à 5 553 K€ contre 5 054 K€ en 2008.

Il sera proposé de servir un dividende de 1 279 K€ au titre de 2009.

### **PCM Group UK Ltd. (Grande-Bretagne)**

Le chiffre d'affaires de 2 611 KGBP contre 3 925 KGBP en 2008 est en repli de 33,5 %. Cette diminution s'explique principalement par la crise économique mondiale qui a fortement affecté les ventes et installations de systèmes pour l'industrie et le traitement des eaux, cœur de métier de cette société.

Le résultat net de cette société s'établit à 248 KGBP contre 236 KGBP en 2008. Ce maintien du résultat, malgré une diminution du chiffre d'affaires, s'explique par l'amélioration de la marge et la diminution des coûts de Personnel.

Un dividende de 400 KGBP a été décidé au titre des résultats de 2009 et sera versé en juin 2010.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 18 personnes contre 20 à fin 2008.

### **PCM Deutschland GmbH (Allemagne)**

Le chiffre d'affaires à 1 709 K€ est en baisse de 25,7 % par rapport à 2008 en raison de l'effet combiné de la forte diminution des ventes de pompes et de la diminution des ventes de pièces de rechange.

Le résultat net est bénéficiaire à 33 K€ contre 189 K€ en 2008. Ce résultat est lié à la baisse de l'activité, la structure des coûts n'ayant pas changé en 2009.

Un dividende de 250 K€ a été décidé et sera versé en avril 2010.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 9 personnes.

### PCM Flow Technology (Etats-Unis)

Cette Société, sans activité commerciale, Filiale à 100 % de PCM, créée en avril 2004, contrôle 100 % de l'activité de la Société PCM USA Inc.

Elle a fait l'objet, en octobre 2009, d'une augmentation de capital de 3 000 KUSD accordée sur décision du Conseil d'Administration de PCM du 30 juillet 2009 et destinée à sa filiale PCM USA Inc.

### PCM USA Inc. (Etats-Unis)

Le chiffre d'affaires 2009 s'est élevé à 3 954 KUSD contre 4 943 KUSD en 2008 soit une diminution de 20 %. Cette baisse est principalement liée à la forte diminution des ventes de rotors vers le client principal sur la zone Amérique, ceci étant la conséquence de la chute du cours du baril de pétrole sur la première partie de l'exercice 2009 et de la diminution des investissements des exploitants pétroliers.

Le résultat net, déficitaire de 475 KUSD contre 279 KUSD positif en 2008, a été impacté par la baisse du chiffre d'affaires et par les coûts de création de la succursale PCM Canada au second semestre 2009.

Cette filiale a bénéficié de la part de son actionnaire unique PCM Flow Technology Inc., d'une augmentation de capital de 3 000 KUSD réalisée en octobre 2009. Le Capital de la société a donc été porté à 6 501 KUSD. Cette augmentation a pour but de renforcer la structure capitalistique afin de poursuivre les investissements industriels nécessaires à la montée en puissance du hub Amérique.

En conséquence, l'avance en compte courant consentie par PCM qui s'élevait à 1 450 KUSD à fin 2008 a été entièrement remboursée sur l'exercice 2009.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 15 personnes, proche de celui de fin 2008 (14 personnes).

### PCM Trading (Shanghai) Co Ltd (Chine)

L'activité de cette société est en progression car la Chine a été nettement moins touchée par la crise économique que le reste du Monde.

En 2009, le chiffre d'affaires est de 23 487 KRMB contre 20 770 KRMB en 2008 soit une progression de 13,1 %.

Le résultat net s'établit à 1 320 KRMB contre 1 975 KRMB en 2008 en repli de 33,2 %. Compte tenu de la phase de démarrage dans laquelle la Société se trouve, cette évolution n'est pas significative.

Pour accompagner le développement de l'activité sur la zone Asie-Pacifique, une augmentation de capital de cette société, filiale à 100 % de PCM, a été décidée en mars 2009 pour un montant de 1 160 K€. Cette augmentation a été libérée partiellement à hauteur de 20 % en avril 2009, portant ainsi le capital de la société à 7 566 KRMB soit 777 K€. La libération des 80 % restants (928 K€) interviendra en mars 2010.

### PCM (Suzhou) Co Ltd (Chine)

Cette société, filiale à 100 % de PCM a été créée en décembre 2008 suite à l'obtention d'une licence d'exploitation pour une durée de 30 ans. Elle a pour but de développer l'activité industrielle sur la zone Asie-Pacifique pour ainsi devenir le 3<sup>ème</sup> hub mondial de PCM après les USA (Houston), et l'Europe (Champtocé-sur-Loire).

Le capital de cette société a été libéré partiellement à hauteur de 65 % en janvier 2009 pour un montant de 12 640 KRMB soit 1 423 K€. La libération des 35 % restants interviendra en juin 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé de juin à décembre 2009 s'est élevé à 432 KRMB en raison du démarrage tardif de l'activité (septembre 2009).

Le résultat net est une perte de 2 975 KRMB due aux coûts de structure non couverts par un niveau d'activité naissant.

### PCM Group Venezuela C.A. (Venezuela)

Cette société, filiale à 99,98 % de PCM, a été créée en mai 2008.

En raison des lenteurs administratives inhérentes au Venezuela qui ont empêché le démarrage des activités et d'un contexte politique local très incertain, la fermeture de cette société a été décidée. La dissolution de la société est intervenue en novembre 2009.

### PCM Group Italia Srl (Italie)

Cette société, détenue à 100 % par PCM, a été créée en mai 2008. Elle a pour but de développer l'activité commerciale de PCM en Italie.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2009 s'établit à 389 K€ contre 118 K€ en 2008 (six mois d'activité).

Le résultat net à fin 2009 est une perte de 70 K€ contre une perte de 43 K€ à fin 2008. Ce résultat s'explique par la mise en place de la structure de ventes et d'une année complète de coûts.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 3 personnes.

### Kudu Industries Inc. (Canada)

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 75 587 KCAD contre 84 214 KCAD en 2008, soit une baisse de 10,2 % due à la chute du cours du baril de pétrole sur la première partie de l'exercice et à la diminution des investissements des exploitants pétroliers.

En ce qui concerne la production classique, les produits se banalisent avec une concurrence accrue entraînant une baisse des marges et du volume.

Compte tenu du cours du baril sur les premiers mois de 2009, les projets d'extraction des huiles issues des sables bitumineux par injection de vapeur nécessitant l'utilisation de la pompe PCM Vulcain™ ont été gelés.

Le résultat consolidé de l'ensemble, ressort déficitaire à 263 KCAD contre 4 108 KCAD bénéficiaire en 2008.

Aucun dividende ne sera versé au titre de l'année 2009.

### Ensival Moret Asia (EMA) (Singapour)

Cette société, purement financière, qui contrôle 100 % de la société industrielle Ensival Moret Shanghai (EMS) (Chine) est détenue à 25,71 % par PCM depuis octobre 2002.

Le résultat net pour l'année 2009 est bénéficiaire de 39 KSGD, soit 19 K€.

### Ensival Moret Shanghai (EMS) (Chine)

L'activité principale d'EMS concerne la société Ensival Moret. Cette tendance s'est confirmée après la création de notre société PCM Suzhou en Chine.

Le chiffre d'affaires social d'EMS pour l'année 2009 s'est élevé à 85 867 KRMB (9 025 K€) contre 76 727 KRMB (7 504 K€) soit une progression de 11,9 %.

Le résultat net est bénéficiaire de 3 364 KRMB (354 K€) contre 744 KRMB (73 K€) en 2008. Cette augmentation du résultat est imputable à nos partenaires et directement liée à la croissance de leur activité en Chine. Après la création de notre propre structure, cette tendance s'accroîtra.

## Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

Le chiffre d'affaires de ce Secteur s'est élevé à 11,4 M€ en baisse de 24,7 % sur 2008.

Les investissements industriels se sont élevés à 0,3 M€ contre 0,6 M€ en 2008.

### Gurtner

Les ventes nettes se sont élevées en 2009 à 11 398 K€ contre 15 134 K€ en 2008, en retrait de 24,7 % sur 2008.

Pour l'activité Equipements Moteurs, le chiffre d'affaires des carburateurs première monte est en baisse de 44,6 %, les effets de la crise actuelle venant aggraver ceux de la baisse structurelle de ce marché. La fourniture des carburateurs rechange reste de même niveau qu'en 2008. Les nouveaux produits pour Equipementiers Automobiles (pompes doseuses) sont en progression de 7,4 % malgré un marché automobile affecté par la crise. Au global, l'activité Equipements Moteurs est en retrait de 34,8 %.

Pour l'activité Equipements Gaz, le chiffre d'affaires est en retrait de 17,1 % par rapport à 2008. Le chiffre d'affaires du Gaz Habitat, affecté par la crise de l'immobilier, est en baisse de 15,3 % et celui des Opérateurs Réseau Gaz de 24,6 %, du fait, notamment, de la perte d'un marché important en 2009.

La production est en baisse de 27,4 %.

Le résultat d'exploitation est négatif de 193 K€ contre 864 K€ négatif en 2008 année sur laquelle de nombreuses provisions sur actif circulant avaient été dotées.

Le résultat financier est négatif de 12 K€ contre 116 K€ en 2008.

Le résultat courant est ainsi négatif de 205 K€ contre 980 K€ également déficitaire en 2008.

Le résultat exceptionnel est négatif de 399 K€ et intègre principalement 320 K€ de coûts sociaux liés aux restructurations conduites sur le Site de Pontarlier et 57 K€ de provisions nettes réglementées ainsi que 65 K€ de provisions pour risques.

En termes d'impôts société, il a été constaté divers crédits fiscaux pour 190 K€.

Au final, le résultat net est déficitaire de 414 K€ contre une perte de 852 K€ en 2008.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'établit à 98 personnes contre 120 personnes en décembre 2008 soit une baisse de 18 %.

La capacité d'autofinancement redevient positive à 177 K€ contre 67 K€ négative en 2008.

## Activités du Groupe Gévelot

### Comptes consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'élève à 160,6 M€.

Le résultat opérationnel courant s'établit positif à 1,0 M€ contre 7,6 M€ en 2008. Il est impacté négativement par le Secteur Extrusion à hauteur de 4,0 M€ contre 1,9 M€ positif en 2008. La contribution du Secteur Pompes, malgré une baisse de 25 % reste positive. La contribution du Secteur Mécanique reste négative mais en amélioration de 50 %.

Le résultat opérationnel consolidé avant Impôt est déficitaire de 2,0 M€ après prise en compte des autres produits et charges opérationnels pour un montant net de 3,0 M€ correspondant principalement aux coûts de restructuration.

Après un produit d'impôt sur les bénéfices de 0,9 M€ et une contribution aux résultats des Sociétés mises en équivalence de 0,2 M€, le résultat net consolidé de l'exercice 2009 s'établit négatif de 1,7 M€ contre 4,3 M€ positif en 2008.

### Investissements du Groupe

Les investissements incorporels se sont élevés à 0,8 M€ et les corporels à 8,4 M€ soit au global 9,2 M€ contre 14,3 M€ en 2008. Ils correspondent principalement à des investissements industriels liés à la productivité et aux nouveaux marchés.

### Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2009, hors mesures en cours, hors personnels temporaires, s'établissent à 1 221 personnes (dont 424 hors de France), contre 1 414 personnes au 31 décembre 2008 soit un repli global de 14 %.

A fin 2009, Gévelot S.A., pour sa part, employait 7 personnes.

## Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de recherche et de développement se sont élevées à 4,2 M€. En termes de dépenses de développement, 0,5 M€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

### Gévelot Extrusion

Sur l'exercice 2009, 174 K€ ont été activés au titre des frais de développement sur un total de 803 K€.

Le programme 2009 a porté principalement sur le développement de nouvelles familles de pièces pour de nouveaux marchés (pignons, arbres de boîtes de vitesses, etc.).

Au regard du caractère innovant du process et de la prise en compte d'une réduction des impacts sur l'environnement de deux projets, Oséo a octroyé à Gévelot Extrusion une avance remboursable de 1,2 M€ dont 0,5 M€ ont été reçus sur l'exercice 2009.

### Dold

Sur l'exercice 2009, 202 K€ ont été activés au titre des frais de développement sur un total de frais engagés de 975 K€.

### PCM

Pour l'année 2009, 85 K€ ont été activés au titre des frais de développement sur un total de frais engagés de 1 767 K€.

En Oil & Gas, la technologie PCM Vulcain™ a conquis de nombreux clients mais la chute début 2009 du prix du baril de pétrole a ralenti les ventes. Les activités de recherche dans le domaine du multiphasique se sont poursuivies.

En ce qui concerne le département Industry, de nouveaux modules de la gamme de pompes industrielles EcoMoineau™ ont été développés.

Pour ce qui est du marché Food, de nombreuses études se sont poursuivies en 2009 pour améliorer la nettoyabilité et l'alimentarité des composants.

### Gurtner

Pour l'exercice 2009, il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de recherche et développement qui se sont élevés à 633 K€.

Les efforts de Gurtner en matière de Recherche et Développement ont principalement porté, dans le domaine des équipements moteurs, sur la mise au point et l'industrialisation du vapodétendeur GPLc modèle Midjet, et, dans le Domaine des équipements gaz, sur l'étude, le prototypage et les essais normatifs d'un nouveau robinet gaz naturel.

## Structure financière consolidée

Le total de l'actif s'établit à 194,6 M€ contre 219,5 M€ à fin 2008, soit une diminution de 24,9 M€.

L'actif non courant baisse de 2,6 M€ et l'actif courant diminue de 22,3 M€.

Les dettes (hors provisions pour risques et charges) diminuent de 19,8 M€ du fait de la baisse des dettes financières pour 4,3 M€, des dettes d'exploitation pour 12,6 M€, des dettes sur immobilisations pour 1,8 M€ et des passifs d'impôts différés pour 1,1 M€.

La structure financière nette consolidée (trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts établissements de crédit et des dettes financières diverses), toujours négative, s'établit à 3,0 M€, en amélioration de 7,6 M€ sur 2008 du fait de la hausse de la trésorerie nette pour 4,0 M€ et compte tenu de la baisse de l'endettement financier pour 3,6 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 87,6 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les tiers à moins d'un an, d'un montant de 49,5 M€.

En synthèse, le ratio «Endettement/Capitaux Propres» s'établit à 21,2 % contre 24,6 % à fin 2008.

Le ratio «Endettement/chiffre d'affaires» s'élève à 15,9 % contre 15,1 % à fin 2008.

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2009 à 919 K€ (0,6 % du chiffre d'affaires) contre 1 615 K€ en 2008 (0,8 %).

## Engagements de retraite

Voir Note N° 14 de l'Annexe des Comptes Consolidés.

## Capitaux Propres Consolidés

Voir Etats financiers consolidés (page 24).

## Perspectives du Groupe pour 2010

Après une année 2009 fortement impactée par la crise financière et économique, l'année 2010 apparaît comme une année de transition au cours de laquelle seront prolongés les efforts d'adaptation du Groupe au nouveau contexte économique mondial.

## Société-Mère

Le chiffre d'affaires de Gévelot S.A., est constitué de loyers et de prestations. Les loyers des sites industriels mis à disposition de Gévelot Extrusion ont été diminués pour tenir compte de la réalité actuelle du marché immobilier.

Le Résultat net restera bénéficiaire.

## Secteur Extrusion, Usinage

Le chiffre d'affaires consolidé de ce Secteur pourrait s'établir en légère progression sur 2009.

Sur la base des prévisions actuelles, ce Secteur pourrait retrouver l'équilibre opérationnel en 2010.

## Secteur Pompes, Technologie des Fluides

Le chiffre d'affaires consolidé pourrait s'établir en progression par rapport à 2009.

Les perspectives d'activité du Secteur sont en légère amélioration en 2010. Les développements à l'International seront poursuivis. Le niveau de résultat de 2009 devrait pouvoir être maintenu.

## Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

Pour 2010, un léger redressement du Chiffre d'Affaires est prévu.

La baisse structurelle des ventes de carburateurs pour le moyen terme, non compensée par les développements récents, imposera des efforts constants d'adaptation.

Dans ces conditions, le résultat net, hors coûts exceptionnels, devrait revenir à l'équilibre.

## Systèmes d'information et nouvelles technologies

### Gévelot Extrusion

En 2009, la refonte des systèmes de Gestion Financière et de Gestion des Ressources Humaines de l'entreprise a été finalisée. Ont été mis en service et sont désormais opérationnels :

- le remplacement des serveurs bureautiques et d'infrastructure pour améliorer la fiabilité et la flexibilité du système d'information,
- le logiciel financier en Allemagne au 1<sup>er</sup> juillet 2009,
- le site internet de Gévelot Extrusion dans une version orientée achats et bureaux d'études clients.

### PCM

La rénovation des systèmes d'information se poursuit afin de permettre le développement international de PCM :

- La nouvelle salle informatique de Champtocé-sur-Loire a été mise en service en 2009. La sécurisation du fonctionnement a été primordiale dans ce projet avec l'installation de protections vis-à-vis des risques d'incendie et la mise en place de secours énergétiques,
- Dans le domaine de la relation client, un projet a été déployé en 2009 pour PCM et ses filiales, filiales qui disposent désormais d'un logiciel multilingue fonctionnant en mode «web» et préservant les données de l'Entreprise,
- Le projet ERP Group a été validé dans sa phase préliminaire, ensuite les équipes dédiées au déploiement se sont consacrées à l'implémentation de ce même progiciel en Chine. Ce projet sera achevé au premier trimestre 2010.

### Gurtner

Les actions 2009 dans le domaine des Systèmes d'Information et des Nouvelles Technologies ont été les suivantes :

- mise en place et intégration du module de paie et comptabilité,
- déclenchement de la mise en place de l'EDI avec GrDF et d'autres Clients Grossistes pour intégration complète des échanges au 2<sup>ème</sup> semestre 2010.

## Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration, composé de huit Membres, s'est réuni quatre fois en 2009.

Le Comité d'Audit, composé de trois Membres, s'est réuni quatre fois en 2009 et a régulièrement rendu compte de ses travaux au Conseil d'Administration.

## Délégation en cours de validité

L'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009 a adopté la 9<sup>ème</sup> résolution à caractère ordinaire autorisant le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des Articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen N° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Cette autorisation a été donnée pour une période de dix huit mois à compter du jour de cette Assemblée.

Cette même Assemblée Générale Mixte a adopté la 11<sup>ème</sup> résolution à caractère extraordinaire, autorisant le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des Articles L.225-209, à annuler sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la société que cette dernière détient, ou détiendrait dans le cadre de l'Article L.225-209 susvisé et à réduire le capital social du montant nominal des actions ainsi annulées, dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt quatre mois.

Cette autorisation a été donnée pour une période de vingt six mois à compter du jour de l'Assemblée de Juin 2009.

Un ajustement du cours moyen de rachat et une prorogation de délai seront proposés à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

## Administrateurs

Il sera proposé à cette même Assemblée, le renouvellement du Mandat d'Administrateur de Monsieur Roberto BARABINO.

## Mandataires sociaux : Rémunérations et Fonctions

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des rémunérations et des avantages de toute nature versés en 2009, par la Société Gévelot SA, les Sociétés qu'elle contrôle ou celles qui la contrôlent à chacun des Mandataires sociaux de la Société Gévelot S.A., ainsi que des fonctions exercées au cours de l'exercice :

**Monsieur Paolo MARTIGNONI, Président-Directeur Général,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
- Rémunération brute fixe versée par la Société	160 004 €	160 004 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	20 900 €	20 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot  
Administrateur de Gévelot Extrusion  
Administrateur de PCM  
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Sopofam.

**Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
- Rémunération brute versée par la Société	183 820 €	183 820 €
- Avantages en nature émanant de la Société, évalués à	8 076 €	11 525 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 300 €	8 300 €
- Rémunération variable	15 000 €	15 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de PCM

Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe : Néant.

**Mademoiselle Claudine BIENAIMÉ, Administrateur,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	22 300 €	22 300 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Administrateur de PCM

Administrateur de Gurtner

Président du Comité d'Audit de Gévelot

Fonctions hors Groupe :

Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA

Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA

Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA

Director de :

- Publicis Groupe Investments BV (Pays-Bas)\*

- Publicis Holdings BV (Pays-Bas)\*

- Publicis Groupe Holdings BV (Pays-Bas)\*

Représentant permanent de Publicis Conseil SA dans Re:Sources 133 SAS

et par ailleurs :

Président-Directeur Général de :

- Société Immobilière du Boisdormant SA (France)

Directeur Général Délégué de :

- Rosclodan SA (France)

- Sopofam SA (France)

Gérant de :

- SCI Presbourg Etoile (France)

\*Fin de mandat au cours de l'exercice 2009

**Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	18 600 €	18 600 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Sopofam

Administrateur de Rosclodan

Administrateur de la S.A. Société Immobilière du Boisdormant

**Monsieur Philippe DESTOURS, Administrateur,**

a perçu, les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
Jetons de présence versés par la Société et les Sociétés contrôlées	19 900 €	19 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM

Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gévelot Extrusion

Membre du Comité d'Audit

Fonctions hors Groupe : Néant.

**Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	12 600 €	12 600 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion
- Fonctions Hors Groupe :
  - Président du Conseil d'Administration de Rosclodan
  - Membre du Directoire de Meeschaert Family Office
  - Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)
  - Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)
  - Administrateur de Meeschaert Family Office (Suisse)
  - Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

**Monsieur Roberto BARABINO, Administrateur,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	14 000 €	14 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM
- Fonctions hors Groupe :
  - Administrateur de Hofima spa
  - Administrateur de Omba Impianti & Engineering spa
  - Administrateur de ASG Superconductors spa
  - Administrateur de Sima & Tectubi spa
  - Administrateur de Paramed srl
  - Administrateur de Betazero srl
  - Administrateur de Malacalza Investimenti srl

**Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 000 €	8 000 €

et n'exerce au sein du Groupe Gévelot aucune autre fonction

Fonctions hors Groupe :

- Responsable Développement Commercial au sein de l'Organisation ALTERPACK depuis janvier 2009.
- Gérant de Sociétés

**Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur,**

a perçu les sommes suivantes :

	en 2009	Rappel 2008
- Rémunération brute versée par la Société	32 834 €	37 985 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	20 900 €	16 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion
- Administrateur de PCM
- Administrateur de Gurtner
- Président et Administrateur de PCM GROUP Italia Srl
- Administrateur de Kudu Inc.
- Fonctions hors Groupe :
  - Directeur Général Délégué et Administrateur de Sopofam.

## Informations diverses

Cette information porte sur les sommes versées tant par notre Société que par les Sociétés contrôlées par elle au sens de l'Article L 233-16 du Code de Commerce.

Les Sociétés Sopofam et Rosclodan (actionnaires de Gévelot SA) n'ont versé aucune rémunération aux Mandataires Sociaux de Gévelot SA.

Il n'y a pas eu en 2009, de dépenses engagées au titre des retraites des Dirigeants Sociaux.

## Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., publiera en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions initialement prévues par les Articles D 148-2 et 148-3 du Décret du 23 mars 1967, modifiées par le Décret n° 2002.221 du 20 février 2002.

## Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

### Risques Généraux

#### 1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

#### Le marché du Secteur Extrusion

Sur le marché de l'automobile du Secteur Extrusion, les risques «marchés» sont de deux natures :

- Tout d'abord, un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits «Low cost» avec deux conséquences, une perte de volumes lorsque des voitures ou sous ensembles sont effectivement fabriqués à l'étranger et une forte pression sur les prix de vente (et donc les marges) pour rester compétitif et éviter ces délocalisations et pertes de marché.

Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold).

- Par ailleurs la baisse des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire en Europe.

La crise actuelle touche fortement l'industrie automobile qui, maintenue par un ensemble de mesures gouvernementales («primes à la casse»), n'en reste pas moins à des niveaux de production très faibles.

#### Le marché du Secteur Pompes

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible à la baisse du prix du baril, notamment lorsqu'il passe sous le seuil des 60 \$. Sous ces niveaux, Il est généralement constaté un frein sur les installations de nouveaux puits et donc sur l'investissement. Ceci affecte plus particulièrement la nouvelle pompe Vulcain™ permettant l'extraction dans les schistes bitumineux d'une huile plus coûteuse à produire.

De par sa participation à hauteur de 45 % dans sa filiale KUDU dont l'activité est uniquement pétrolière (installation de puits), PCM est d'autant plus sensible aux fluctuations de ce marché. En effet, Kudu assure environ 20 % des ventes de PCM dans le secteur Pétrolier.

Les performances des autres pompes (secteur Alimentaire et secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique générale en France comme à l'étranger.

La politique de décentralisation des bureaux commerciaux (Moyen Orient, Asie, Afrique) plus proche des lieux d'extraction rend moins sensible PCM à un risque de baisse d'activité sur un seul pays mais n'a pas permis d'éviter les effets d'une crise mondiale.

### **Le marché du Secteur Mécanique**

Gurtner se trouve depuis quelques années en perte de vitesse sur son marché des carburateurs «Première Monte» du fait de la délocalisation des productions de «Deux Roues» vers la Chine. Son activité «Rechange» se trouve aussi confrontée à une concurrence sur les prix de la part de pays «Low Cost».

La pompe à additif, nouveau marché de Gurtner dans le secteur automobile, connaît elle aussi les mêmes baisses de volumes que celles rencontrées dans le Secteur Extrusion.

### **2. Risques Pays**

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une petite partie de son activité principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier. Cette exposition reste néanmoins non significative.

### **Risques Financiers**

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

#### **1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales**

##### **- Risques de change**

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de ses sites de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

De même, le Groupe n'a pas procédé à la mise en place de Couverture de Change pour ses actifs détenus en devises étrangères.

##### **- Risques de variation de prix**

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'Acier dans le Secteur Extrusion. Pour faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrés avec ses fournisseurs ou ses clients.

##### **- Risques de crédit**

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients.

Pour le Secteur Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentaient traditionnellement d'excellentes garanties financières.

Par ailleurs, le Secteur Extrusion est relativement protégé par ses produits, difficilement interchangeables, souvent objets de procédures d'homologation longues et complexes, qui le positionnent en Fournisseur incontournable sur de courtes périodes.

Depuis peu, le Secteur Extrusion s'est désengagé de marchés à l'international (USA notamment) et s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une plus faible exposition aux risques d'impayés.

Enfin, lorsque cela est possible, le Secteur recourt à l'Assurance Crédit.

L'activité du Secteur Pompes présente relativement plus de risque. Toutefois, hormis quelques grands clients Export du secteur Pétrolier, qui font d'ailleurs l'objet de suivis particuliers (limitation des livraisons en fonction des encours), les autres clients de PCM ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de procédures de recouvrement par des sociétés spécialisées.

Enfin, l'un des clients principaux de PCM sur le secteur Pétrolier est Kudu Inc., société canadienne dans laquelle PCM détient 45 % du Capital. L'émergence d'un risque sur ce client ne pourrait échapper à PCM.

#### **2. Risques liés aux opérations de financement**

Le Groupe fait appel au secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités industrielles et commerciales qui le nécessitent.

Des opérations de refinancement pour Gévelot Extrusion ont été mises en place et d'autres sont à l'étude, notamment par l'utilisation de fonds garantis dans le cadre de programmes nationaux de support à l'Industrie automobile, pour lui permettre de surmonter au mieux la baisse d'activité de ce secteur.

Les autres Sociétés du Groupe présentent un niveau d'endettement très faible voire nul.

##### **- Risques de variation de taux**

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif) le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie centralisé du Groupe analyse le portefeuille et propose les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

#### **3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisés à l'étranger**

##### **- Risques de change**

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets, principalement situés au Canada, aux USA et en Chine, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

## Dettes Fournisseurs

Conformément à l'Article 24-11 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 et au Décret 2008-1492 du 30 décembre 2008, les Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (exploitation et immobilisations) de Gévelot S.A. d'un montant de 202 K€ à fin 2009 se décomposent de la manière suivante :

Echu	<31 jours	31 à 60 jours	> 60 jours	Total
33 K€	46 K€	66 K€	57 K€	202 K€

## Affectation des résultats

### Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice	2 476 816,05 €
. Report à nouveau antérieur	<u>2 528 633,84 €</u>
. Total à répartir	5 005 449,89 €
. Réserve Légale	123 840,80 €
. Autres réserves	247 305,71 €
. Dividende	<u>1 723 577,40 €</u>
	- 2 094 723,91 €
. Report à nouveau après affectation	<u>2 910 725,98 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 1,80 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires d'un Crédit d'Impôt plafonné sera mis en distribution à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales en vigueur, qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions	
			servies	globales
2006	2,20	pm	957 543	957 543
2007	2,20	pm	957 543	957 543
2008	2,00	pm	957 543	957 543

## Bourse

Pendant l'année 2009, le cours de l'action, cotée sur Eurolist Compartiment C de NYSE Euronext Paris, a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2008	16,11
Cours le plus bas	12,00
Cours le plus haut	28,90
Cours à fin 2009	27,50
Nombre de titres échangés en 2009	133 379
	2008
	22 822

Au 31 mars 2010 le cours de l'action était de 23,36 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 20 994 titres.

## Actionnariat

Au 31 décembre 2009, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- La SOCIETE DE PORTEFEUILLE FAMILIAL (SOPOFAM), plus du tiers,
- Société ROSCLODAN, plus du vingtième.

Par ailleurs, le Fonds Commun de Placement STOCK PICKING FRANCE et la Société de gestion de portefeuille indépendante la FINANCIERE DE L'ECHIQUIER détiennent chacune plus du vingtième du capital social. Enfin, aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

## Projet de renouvellement de l'autorisation de programme de rachat de Gévelot S.A.

### Sixième Résolution

La Sixième Résolution à caractère ordinaire a pour objet de renouveler pour une période de 12 mois l'autorisation donnée au Conseil d'Administration à faire acheter par la Société ses propres actions dans la limite de 5 % du Capital résultant de la Neuvième Résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009.

Ces achats interviendraient dans le cadre :

- des Articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce qui permettent également d'autoriser le Conseil d'Administration à annuler tout ou partie des actions ainsi acquises dans la limite de 10 % du capital, par périodes de 24 mois,
- du Règlement européen n° 2273 du 22 décembre 2003.

Le nombre maximum d'actions pouvant être acquises dans le cadre de l'autorisation demandée reste de 5 % du capital de la Société à la date de la présente assemblée, ce qui correspond à 47 877 actions de 35 euros de valeur nominale.

Le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra pas dépasser 2 300 000 €.

L'autorisation de rachat demandée a pour objet de permettre à la Société de procéder si besoin à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément aux termes de la Onzième Résolution à caractère extraordinaire adoptée par l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires du 25 juin 2009.

Le Conseil d'Administration informera les Actionnaires réunis en Assemblée Ordinaire annuelle de toutes les opérations réalisées en application de la présente Résolution. Il est précisé que la Société n'a pas fait usage de la précédente autorisation.

## Cotation - Transfert

La Loi n° 2009-1255 du 19 octobre 2009 par ses Articles 11 à 13 ayant mis en place un mécanisme simplifié de transfert, le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale, le transfert de la cotation du titre Gévelot du Marché réglementé (Euronext Eurolist compartiment C) au Marché organisé (Alternext), l'objectif étant de limiter les contraintes et les coûts attachés à la cotation.

## Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2009 ne concernent que la seule entité Gévelot et se sont élevées à 30 977 € contre 30 199 € en 2008.

## **Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice**

### **Secteur Extrusion**

Le premier trimestre 2010 marque une nette amélioration d'activité sur 2009. La prudence s'impose néanmoins quant aux perspectives sur les mois à venir. Les actions de productivité seront poursuivies.

### **Secteur Pompes**

Les perspectives commerciales deviennent meilleures hors Europe dans le domaine de l'Oil & Gas. En Europe, la visibilité reste médiocre. Une rationalisation des implantations des Services tertiaires de PCM en France est mise à l'étude dès le premier semestre 2010.

### **Secteur Mécanique**

Le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, à ce stade, semble confirmer les prévisions. Les efforts d'adaptation devront être poursuivis pour assurer le retour à la rentabilité.

### **Le Conseil d'Administration**

# Attestation des Dirigeants sur le Rapport Financier 2009

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

**Hervé Siehr**  
Directeur Financier Groupe

**Philippe Barbelane**  
Directeur Général Délégué



---

--	--



# Comptes consolidés au 31 décembre 2009

# Bilan consolidé au 31 décembre 2009

## (Référentiel IFRS)

### ACTIF

( en milliers d'euros)		Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008
Ecart d'acquisition	Note 4	894	834
Immobilisations incorporelles	Note 4	5 186	6 742
Immobilisations corporelles	Note 4	91 714	93 767
Actifs financiers non courants *	Note 7	1 375	1 351
Participations dans des entreprises associées	Note 5	7 876	6 962
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT (I)</b>		<b>107 045</b>	<b>109 656</b>
Stocks et en-cours	Note 8	26 444	40 495
Créances clients et comptes rattachés	Note 9	30 480	38 596
Autres débiteurs	Note 10	5 842	8 068
Créance d'impôt exigible	Note 16	1 110	2 002
Actifs financiers courants	Note 7	114	381
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 11	23 574	20 311
<b>TOTAL ACTIF COURANT (II)</b>		<b>87 564</b>	<b>109 853</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>		<b>194 609</b>	<b>219 509</b>

### PASSIF

( en milliers d'euros)		Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008
Capitaux propres attribuables à la société consolidante		120 351	123 461
Intérêts minoritaires		33	32
<b>TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)</b>		<b>120 384</b>	<b>123 493</b>
Provisions non courantes *	Note 13	3 427	4 197
Passifs financiers non courants	Note 15	8 893	10 947
Passif d'impôt différé	Note 16	10 452	11 557
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT (II)</b>		<b>22 772</b>	<b>26 701</b>
Dettes fournisseurs d'exploitation		13 577	24 826
Dettes fournisseurs d'immobilisations		1 109	2 886
Provisions courantes	Note 13	1 907	3 171
Autres créditeurs	Note 12	17 110	18 455
Passif d'impôt exigible	Note 16	68	58
Passifs financiers courants	Note 15	17 682	19 919
<b>TOTAL PASSIF COURANT (III)</b>		<b>51 453</b>	<b>69 315</b>
<b>TOTAL DETTES (II+III)</b>		<b>74 225</b>	<b>96 016</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>194 609</b>	<b>219 509</b>

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

\* Le reclassement de fonds servant à la couverture d'indemnités de fin de carrière est expliqué en note 2D.

# Résultat consolidé 2009

## (Référentiel IFRS)

### COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)

		Exercice 2009	Exercice 2008
<b>Chiffre d'affaires</b>	Note 20	<b>160 620</b>	<b>201 271</b>
Autres produits de l'activité courante	Note 17	(3 085)	3 768
Produits de l'activité courante	Note 17	157 535	205 039
Charges opérationnelles courantes	Note 18	156 489	197 470
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	Note 20	<b>1 046</b>	<b>7 569</b>
Autres produits et charges opérationnels		(3 052)	(2 473)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	Note 20	<b>(2 006)</b>	<b>5 096</b>
Coût de l'endettement financier net		(710)	(925)
Résultat des autres produits et charges financiers		(96)	(26)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	Note 19	<b>(806)</b>	<b>(951)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES</b>	Note 20	<b>(2 812)</b>	<b>4 145</b>
(Charge) / produit d'impôt	Note 16	920	(1 035)
<b>RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES</b>		<b>(1 892)</b>	<b>3 110</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	Note 5	164	1 240
Résultat des activités abandonnées		-	-
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	Note 20	<b>(1 728)</b>	<b>4 350</b>
<b>PART REVENANT AUX INTERETS MINORITAIRES</b>		<b>1</b>	<b>3</b>
<b>RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE</b>		<b>(1 729)</b>	<b>4 347</b>
<b>RESULTAT PAR ACTION (= RESULTAT DILUE PAR ACTION)</b>		<b>(1,81 €)</b>	<b>4,54 €</b>

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 957 543 (cf. Note n° 3 - Capital social) pour les exercices 2008 et 2009.

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Résultat global et variation des capitaux propres

## Résultat global 2009

### Référentiel I.F.R.S.

(en milliers d'euros)

			Exercice 2009	Exercice 2008
<b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>			<b>(1 728)</b>	<b>4 350</b>
Autres éléments de résultat :				
	Montant brut	Impôt produit / (charge)		
Ecart de conversion	723	-	723	(1 587)
Variations de juste valeur sur les instruments financiers	(283)	97	(186)	115
<b>Autres éléments de résultat nets d'impôt</b>			<b>537</b>	<b>(1 472)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>			<b>(1 191)</b>	<b>2 878</b>

## Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf Note 3)	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
<b>SITUATION AU 31.12.2007</b>	<b>33 514</b>	<b>959</b>	<b>88 218</b>	<b>122 691</b>	<b>31</b>	<b>122 722</b>
Distributions (2,20 € par action de 35 €)	-	-	(2 107)	(2 107)	-	(2 107)
Résultat global 2008	-	(94)	2 971	2 877	1	2 878
<b>SITUATION AU 31.12.2008</b>	<b>33 514</b>	<b>865</b>	<b>89 082</b>	<b>123 461</b>	<b>32</b>	<b>123 493</b>
Distributions (2,00 € par action de 35 €)	-	-	(1 918)	(1 918)	-	(1 918)
Résultat global 2009	-	23	(1 215)	(1 192)	1	(1 191)
<b>SITUATION AU 31.12.2009</b>	<b>33 514</b>	<b>888</b>	<b>85 949</b>	<b>120 351</b>	<b>33</b>	<b>120 384</b>

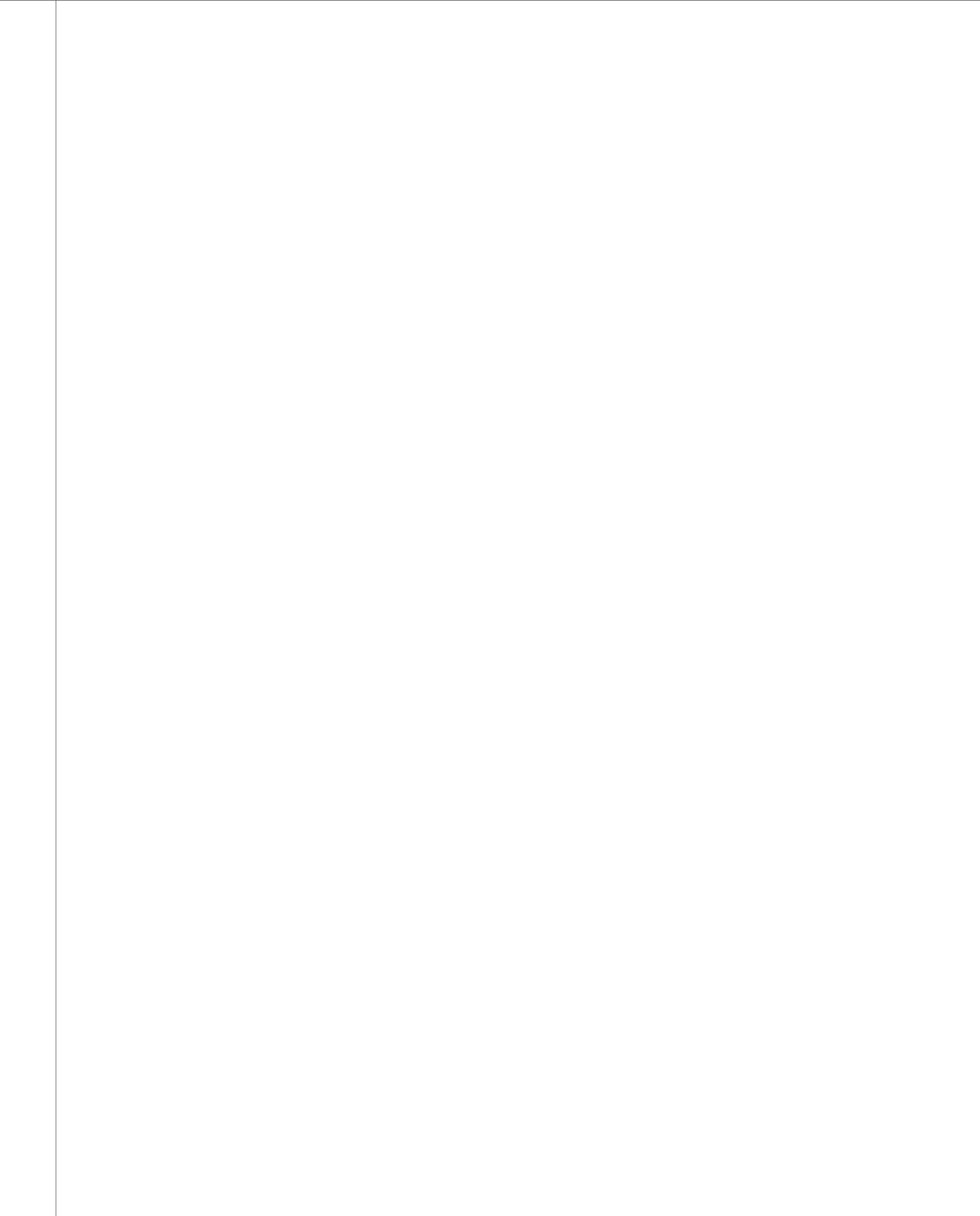
Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Tableaux de flux de trésorerie consolidés 2009

## FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	2009	2008
<b>OPERATIONS D'ACTIVITE</b>		
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>(1 892)</b>	<b>3 110</b>
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	10 000	12 337
- Actualisation des actifs et passifs financiers	3	(66)
- Variation des impôts différés	Note 16 (1 026)	209
- Moins-values de cession, nettes d'impôt	344	233
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>7 429</b>	<b>15 823</b>
<b>Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>204</b>
- Variation des stocks	14 029	(32)
- Variation des créances clients	8 025	7 550
- Variation des autres créances opérationnelles	3 113	(3 321)
- Variation des dettes fournisseurs	(11 173)	(3 766)
- Variation des autres dettes opérationnelles	(1 343)	(442)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>12 651</b>	<b>(11)</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>20 080</b>	<b>16 016</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 4 (9 164)	(14 303)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(119)	(33)
<b>Total</b>	<b>(9 283)</b>	<b>(14 336)</b>
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	357	934
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	147	73
<b>Total</b>	<b>504</b>	<b>1 007</b>
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(1 777)	(191)
<b>Incidence des variations de périmètre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(10 556)</b>	<b>(13 520)</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 918)	(2 107)
- Autres variations	(283)	174
<b>Total</b>	<b>(2 201)</b>	<b>(1 933)</b>
- Mise en place des emprunts et dettes financières	1 507	1 040
- Remboursements des emprunts et dettes financières	(5 063)	(8 175)
<b>Variation des emprunts et dettes financières</b>	Note 15 <b>(3 556)</b>	<b>(7 135)</b>
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	212	(166)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(5 545)</b>	<b>(9 234)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>	<b>3 979</b>	<b>(6 738)</b>
Trésorerie à l'ouverture	9 369	16 488
Trésorerie à la clôture	Note 11 13 367	9 369
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	(19)	381
	<b>3 979</b>	<b>(6 738)</b>

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.



# Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2009

Les Notes n° 1 à 28 ci-après font partie intégrante des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros. En date du 15 avril 2010, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des États financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2009. Ces états financiers peuvent être modifiés tant que l'Assemblée Générale Ordinaire ne les a pas approuvés.

## Note n° 1 : Informations relatives au périmètre de consolidation

### 1.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2009

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2009	au 31.12.2008	au 31.12.2009
<b>HOLDING</b>					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	562088542 56208854200369			
<b>EXTRUSION A FROID &amp; USAGE</b>					
Gévelot Extrusion S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	399198951 39919895100010	99,99	99,99	99,99
Dold Kaltfließpressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 78147 Vöhrenbach (Allemagne)		100,00	100,00	100,00
<b>POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES</b>					
PCM S.A.	17, rue Ernest Laval 92170 Vanves (France)	572180198 57218019800010	99,99	99,99	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	} société détenue à 100 % par PCM Flow Technology			
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northants NN17 5YF (Royaume-Uni)			99,99	99,99
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A01, Shanghai mart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Zhonglu Ecological park - Usine 12 & 13 Pingwang Town - Wungjiang city 215221 Jiangsu Province (Chine)		99,99	-	99,94
PCM Group Italia Srl	6, via Bergamo 20135 Milano (Italie)		99,99	99,99	99,94
<b>MECANIQUE / EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ</b>					
Gurtner S.A.	40, rue de la Libération 25300 Pontarlier (France)	542103635 54210363500026	100,00	100,00	99,95
Ont été consolidées par mise en équivalence :					
<b>POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES</b>					
Kudu Industries Inc.	9112 - 40 th street S.E. Calgary Alberta T2C 2P3 (Canada)		45,00	45,00	44,98
Moineau Texas Corporation	1112 S. Main Street Seminole Texas 79360 (Etats-Unis)	} sociétés détenues à 100 % par Kudu Industries Inc.			
Kudu Australia Pty Ltd.	L3, 349 Coronation Drive Milton, QLD, 4064 (Australie)				
Kudu Kazakhstan LLP	50, Yablonevyy Sad Street Baghashi Village, Karasai District Almaty Oblast, 040907 (Kazakhstan)				
Ensival Moret Asia Pte Ltd.	9, Tai Seng Drive #02-02 Hesche Building 535227 Singapore (Singapour)		25,71	25,71	25,69
Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	n° 1590, Li An Road Minhang District 201100 Shanghai (Chine)	} société détenue à 100 % par Ensival Moret Asia Pte Ltd.			

## 1.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- La société PCM (Suzhou) Co. Ltd. a été créée le 22 janvier 2009. Elle est détenue à 100% par la société PCM.
  - La société EPS PCM Group Venezuela C.A., créée le 14 mai 2008, a été dissoute au cours du second semestre 2009.
  - Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu en 2009
- Les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre sauf la filiale Kudu qui a clôturé le 25 décembre 2009.
- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A., sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

## 1.3. Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2009 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture	Taux moyens
1 dollar US	0,6942 €	0,7177 €
1 livre sterling	1,1260 €	1,1222 €
1 yuan renmibi chinois	0,1017 €	0,1051 €
1 bolivar fuerte	0,3230 €	0,3334 €
1 dollar canadien	0,6610 €	0,6308 €
1 dollar de Singapour	0,4952 €	0,4943 €

## Note n° 2 : Règles et méthodes comptables - Faits significatifs de l'exercice

### A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS<sup>(1)</sup> (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Hormis les changements mentionnés ci-après en note 2.D, les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Au 31 décembre 2009, les nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne et appliqués pour la première fois par le Groupe sont les suivants :

- IAS 23 révisée : Coûts d'emprunt
- IAS 1 révisée : Présentation des états financiers – résultat global
- IFRS 8 sur la présentation des secteurs opérationnels
- IFRIC 14 / IAS 19 : Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Amendement IFRS 7 : Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers. Cet amendement requiert plus d'information :
  - sur les échéances de flux de trésorerie contractuels relatives aux passifs financiers,
  - sur le caractère observable ou non des données sous-jacentes à l'évaluation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 n'ont pas eu d'incidence significative pour Gévelot à l'exception de la norme IAS 1 révisée.

#### Nouveaux textes non appliqués par anticipation et qui seront applicables au groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010

- IFRS 3 révisée - Regroupement d'entreprises
- IAS 27 révisée – Comptes individuels et comptes consolidés
- Amendement 2008 de la norme IAS 39 – Expositions éligibles à la comptabilité de couverture

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation.

#### Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

La Loi de finances pour 2010 votée en décembre 2009, introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la Taxe Professionnelle (TP). La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée.

Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat. En conséquence, la CET due à partir de 2010 sera classée en résultat opérationnel tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009.

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004, le Groupe s'est conformé aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption du référentiel IFRS » qui traite de la première adoption des normes internationales et des exceptions au principe d'application rétrospective de l'ensemble des normes IFRS.

A cette date, le Groupe Gévelot a retenu les options suivantes quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitements rétrospectifs,
- les écarts actuariels sur engagements de retraite ont été constatés en contrepartie des capitaux propres pour leur montant cumulé au 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le montant cumulé des écarts de conversion au 1<sup>er</sup> janvier 2004 est remis à zéro en contrepartie des réserves consolidées, le montant des capitaux propres d'ouverture restant inchangé. Il ne sera en conséquence pas tenu compte, dans les résultats de cession futurs d'entités consolidées ou associées, des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS,
- la juste valeur des actifs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 a été retenue comme coût présumé. La réévaluation en découlant a été portée en capitaux propres.

Présentation des comptes consolidés :

Le Bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

## 2.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

### 2.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée ou sont consolidées par Intégration Proportionnelle dans le cas de sociétés sous contrôle conjoint.

### 2.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,

(1) Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm))

- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,
- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

### 2.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 1.

## 2.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

### 2.2.1 Regroupement d'Entreprises

Les Regroupements d'Entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le Goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du Regroupement d'Entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la Juste Valeur nette des Actifs identifiables, Passifs, et Passifs éventuels acquis.

Les Goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de Test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe «Dépréciation des Actifs Immobilisés» dans la Note 2.2.4.

### 2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les Immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au Bilan à leur coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les Actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au Bilan à leur Juste Valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'Entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,

- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'Entreprise.

Les Immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

### Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe «Dépréciation des Actifs immobilisés» dans la Note 2.2.4.

### 2.2.3 Immobilisations corporelles

Les Immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles Pertes de Valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses Terrains et Constructions à vocation Administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif, avec amortissement des constructions sur la durée d'utilité et réévaluation périodique de la Valeur nette par rapport à une Valeur de Marché estimée par des Evaluateurs professionnels qualifiés. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Dans le Secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

### Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des Immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces Immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### Location-financement

Les Biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces Biens. En conséquence, les postes d'Immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un «emprunt» inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux Immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les Biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres Immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

### Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces Immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

### 2.2.4 Dépréciation des Actifs immobilisés

En application de la Norme IAS 36, le Groupe s'assure que la Valeur Nette Comptable de ses Actifs immobilisés n'excède pas leur Valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente.

En dehors des Goodwill qui font l'objet de Test de dépréciations annuels systématiques, la Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

La Valeur recouvrable d'un Actif est la Valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa Valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un Actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La Valeur d'utilité est la Valeur actualisée des Flux de Trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un Actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les Flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Les Tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les Actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société.
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante.
- Mécanique : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante

Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4)

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché «Actions», et de risques spécifiques liés à l'activité.

Une Perte de valeur est comptabilisée dès que la Valeur comptable de l'Actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa Valeur recouvrable.

### 2.2.5 Actifs financiers

Les Actifs financiers sont essentiellement constitués de prêts et de créances.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des Aides à la Construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les Actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste Valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

### Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les Créances Clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnelles courantes.

### 2.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 «Stocks», le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La Valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la Valeur nette de réalisation devient inférieure à la Valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un Client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

### 2.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de certificats de dépôt, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

### 2.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

### 2.2.9 Provisions

#### > Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des Législations et Pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents Régimes de retraite au bénéfice de certains Salariés.

Les Régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des Régimes à Prestations Définies (Régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste Valeur des Actifs du Régime y afférent qui leur sont dédiés ajustés des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés. Les cotisations versées au titre des Régimes qui sont analysés comme des Régimes à Cotisations Définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses Salariés en matière de retraite. La provision figurant dans les Comptes Consolidés est évaluée conformément à IAS 19 et prend en compte les charges sociales y afférentes.

En application des Règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses Salariés dans le cadre de Contrats conclus avec des Sociétés d'assurance.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des Actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels
- taux d'augmentation des salaires

- taux d'actualisation
- taux de mortalité
- taux de rendement des Actifs

Le montant de la variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement et la Valeur de marché des Actifs de couverture est comptabilisé en résultat en application du principe du corridor. Ces gains ou pertes sont reconnus sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des Membres du Personnel bénéficiant de ces Régimes.

#### > Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'Accord d'Entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les Salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

#### > Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente.

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique. Les Passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'Entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable.

Les Autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

### 2.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

#### > Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur Juste Valeur et toute variation de leur juste Valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de Juste Valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa Juste Valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de Juste Valeur est inscrite en résultat. La variation de la Juste Valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.
- en cas de couverture de Flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la Juste Valeur du dérivé est inscrite en Capitaux Propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des Flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenue de leur échéance à court terme.

### 2.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les Valeurs comptables des Actifs et des Passifs et leurs Valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Au 31 Décembre 2009, les Actifs d'impôt différés ont été maintenus dans les comptes, leur récupération ayant été jugée probable.

Les Actifs et Passifs d'impôts différés, quelque soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les Actifs et Passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

## 2.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

### 2.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires » les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS 18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont comptabilisés dans les « Autres produits de l'activité courante ».

### 2.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,
- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des Sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les « Autres Produits et Charges Opérationnels » qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

### 2.3.3 Charges financières

#### 2.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement).

#### 2.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

## 2.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Holding,
- Extrusion à froid & Usinage,
- Pompes / Technologies des Fluides,
- Mécanique / Equipement moteurs et Gaz.

## B. FAITS SIGNIFICATIFS

Néant

## C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

### Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

### a) Dépréciation estimée des Goodwill

Le Groupe soumet les Goodwill à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée dans la Note 2.2.4. Les flux futurs de Trésorerie tels qu'issus des budgets servent au calcul de la valeur recouvrable des Unités Génératrices de trésorerie. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Les impacts de variation des taux d'actualisation et de variation des flux futurs sont malgré tout non significatifs au regard des Goodwill estimés.

### b) Dépréciation des Actifs immobilisés de Production

La Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet Actif a pu perdre de sa valeur comme indiqué dans la Note 2.2.4. Les calculs permettant d'établir la valeur recouvrable ou la valeur d'utilité d'un Actif utilisent des prévisions basées sur des budgets établis sur 3 ans et des flux extrapolés par application de taux de croissance au-delà. Ces flux sont ensuite actualisés selon des taux spécifiques à chaque activité.

c) Les terrains et bâtiments à usage Administratif ou Commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

## D. MODIFICATIONS APPORTÉES

### AUX COMPTES ANTÉRIEUREMENT PUBLIÉS

L'analyse des règles de présentation des plans de retraite a conduit le Groupe à reclasser les fonds de Pension de la filiale allemande Dold en actifs financiers non courants. Les engagements de Fin de Carrière calculés par l'actuaire ne font donc plus l'objet d'une compensation pour le calcul de la Provision, portée pour sa valeur brute au passif du Bilan (note 14). Le Bilan de l'exercice se terminant le 31 décembre 2008 a été modifié en conséquence pour permettre la comparabilité des exercices. De ce fait, 780 K€ ont été reclassés des provisions non courantes en actifs financiers non courants.

Il n'y a pas eu d'autre modification dans la présentation des comptes.

## E. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DU BILAN

Les premiers mois de l'année 2010 confirment une reprise de l'activité, reprise qui pourrait s'atténuer durant le second semestre 2010, particulièrement pour les Secteurs Extrusion et Mécanique. Pour ces secteurs l'année 2010 s'annonce donc comme une année de transition nécessitant de poursuivre les efforts d'abaissement du point mort afin de rétablir la rentabilité opérationnelle.

## Note n° 3 : Capital social

(en euros)

	Ordinaires	Autodétenues	31.12.2008	Annulées	Modification nominal par incorporation réserves	31.12.2009
<b>Actions ordinaires</b>						
Nombre	957 543	-	957 543	-	-	957 543
Valeur nominale	35	-	35	-	-	35
<b>Total</b>	<b>33 514 005</b>	<b>-</b>	<b>33 514 005</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>33 514 005</b>

### Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2009, le capital social autorisé s'élève à 33 514 milliers d'euros. Il est composé de 957 543 actions ordinaires de 35 euros chacune de nominal, émises et entièrement libérées.

Le nombre et la valeur nominale des actions n'ont pas varié au cours de l'exercice.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

## Note n° 4 : Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

### 4.1. Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2009				
	Ecart d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Immobilisations incorporelles
<b>Valeur brute</b>					
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>834</b>	<b>5 039</b>	<b>6 547</b>	<b>970</b>	<b>12 556</b>
Acquisitions et augmentations	-	263	145	395	<b>803</b>
Sorties	-	(8)	(164)	(70)	<b>(242)</b>
Virement de poste à poste	-	483	322	(809)	<b>(4)</b>
Ecart de conversion	<b>60</b>	-	(1)	-	<b>(1)</b>
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>894</b>	<b>5 777</b>	<b>6 849</b>	<b>486</b>	<b>13 112</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>					
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>(1 719)</b>	<b>(4 095)</b>	<b>-</b>	<b>(5 814)</b>
Dotations	-	(899)	(422)	-	<b>(1 321)</b>
Dépréciations nettes	-	(47)	(905)	-	<b>(952)</b>
Sorties	-	4	157	-	<b>161</b>
Ecart de conversion	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>(2 661)</b>	<b>(5 265)</b>	<b>-</b>	<b>(7 926)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	<b>834</b>	3 320	2 452	970	<b>6 742</b>
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>894</b>	<b>3 116</b>	<b>1 584</b>	<b>486</b>	<b>5 186</b>

	31.12.2008				
	Ecart d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Immobilisations incorporelles
<b>Valeur brute</b>					
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>1 083</b>	<b>3 740</b>	<b>6 388</b>	<b>746</b>	<b>10 874</b>
Acquisitions et augmentations	-	497	117	1 198	<b>1 812</b>
Sorties	-	-	(57)	(69)	<b>(126)</b>
Virement de poste à poste	-	802	96	(905)	<b>(7)</b>
Ecart de conversion	<b>(249)</b>	-	3	-	<b>3</b>
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>834</b>	<b>5 039</b>	<b>6 547</b>	<b>970</b>	<b>12 556</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>					
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>(865)</b>	<b>(3 554)</b>	<b>-</b>	<b>(4 419)</b>
Dotations	-	(641)	(442)	-	<b>(1 083)</b>
Dépréciations nettes	-	(213)	(118)	-	<b>(331)</b>
Sorties	-	-	19	-	<b>19</b>
Ecart de conversion	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>(1 719)</b>	<b>(4 095)</b>	<b>-</b>	<b>(5 814)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	<b>1 083</b>	2 875	2 834	746	<b>6 455</b>
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>834</b>	<b>3 320</b>	<b>2 452</b>	<b>970</b>	<b>6 742</b>

#### 4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

	31.12.2009						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
<b>Valeur brute</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>9 348</b>	<b>26 882</b>	<b>172 984</b>	<b>10 999</b>	<b>5 225</b>	<b>312</b>	<b>225 750</b>
Acquisitions et augmentations	-	1 093	4 320	542	2 209	197	8 361
Sorties	-	-	(2 332)	(742)	(44)	(35)	(3 153)
Virement de poste à poste	-	3 580	3 259	260	(6 814)	(281)	4
Ecart de conversion	78	(45)	(77)	15	-	-	(29)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>9 426</b>	<b>31 510</b>	<b>178 154</b>	<b>11 074</b>	<b>576</b>	<b>193</b>	<b>230 933</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>(552)</b>	<b>(2 664)</b>	<b>(121 042)</b>	<b>(7 725)</b>	-	-	<b>(131 983)</b>
Dotations	(139)	(609)	(6 971)	(757)	-	-	(8 476)
Dépréciations nettes	-	(1 285)	-	-	-	-	(1 285)
Sorties	-	-	2 028	506	-	-	2 534
Ecart de conversion	(2)	2	4	(13)	-	-	(9)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>(693)</b>	<b>(4 556)</b>	<b>(125 981)</b>	<b>(7 989)</b>	-	-	<b>(139 219)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 796	24 218	51 942	3 274	5 225	312	93 767
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>8 733</b>	<b>26 954</b>	<b>52 173</b>	<b>3 085</b>	<b>576</b>	<b>193</b>	<b>91 714</b>

	31.12.2008						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
<b>Valeur brute</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>8 313</b>	<b>25 068</b>	<b>173 884</b>	<b>10 718</b>	<b>2 614</b>	<b>496</b>	<b>221 093</b>
Acquisitions et augmentations	1 232	441	2 322	668	7 218	610	12 491
Sorties	-	(48)	(6 411)	(545)	(546)	-	(7 550)
Virement de poste à poste	125	1 347	3 156	236	(4 063)	(794)	7
Ecart de conversion	(322)	74	33	(78)	2	-	(291)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>9 348</b>	<b>26 882</b>	<b>172 984</b>	<b>10 999</b>	<b>5 225</b>	<b>312</b>	<b>225 750</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>(415)</b>	<b>(2 137)</b>	<b>(118 988)</b>	<b>(7 390)</b>	-	-	<b>(128 930)</b>
Dotations	(141)	(536)	(6 955)	(817)	-	-	(8 449)
Dépréciations nettes	-	-	(1 093)	(78)	-	-	(1 171)
Sorties	-	10	5 985	495	-	-	6 490
Ecart de conversion	4	(1)	9	65	-	-	77
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>(552)</b>	<b>(2 664)</b>	<b>(121 042)</b>	<b>(7 725)</b>	-	-	<b>(131 983)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	7 898	22 931	54 896	3 328	2 614	496	92 163
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>8 796</b>	<b>24 218</b>	<b>51 942</b>	<b>3 274</b>	<b>5 225</b>	<b>312</b>	<b>93 767</b>

Le total des investissements incorporels et corporels s'est donc élevé à 9 164 K€.

Les acquisitions de l'exercice concernent principalement des investissements industriels de capacité et de production.

## 4.2. Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	31.12.2009			31.12.2008		
	Matériels et outillages industriels	Autres	Total	Matériels et outillages industriels	Autres	Total
<b>Valeur brute</b>						
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>12 468</b>	<b>523</b>	<b>12 991</b>	<b>11 935</b>	<b>413</b>	<b>12 348</b>
Acquisitions et augmentations	506	284	790	533	110	643
Sorties	(52)	(205)	(257)	-	-	-
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>12 922</b>	<b>602</b>	<b>13 524</b>	<b>12 468</b>	<b>523</b>	<b>12 991</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>						
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>(2 292)</b>	<b>(303)</b>	<b>(2 595)</b>	<b>(1 458)</b>	<b>(146)</b>	<b>(1 604)</b>
Dotations	(864)	(169)	(1 033)	(834)	(157)	(991)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	52	204	256	-	-	-
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>(3 104)</b>	<b>(268)</b>	<b>(3 372)</b>	<b>(2 292)</b>	<b>(303)</b>	<b>(2 595)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	10 176	220	10 396	10 477	267	10 744
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>9 818</b>	<b>334</b>	<b>10 152</b>	<b>10 176</b>	<b>220</b>	<b>10 396</b>

## 4.3. Méthodologie de valorisation

### Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 2.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2009, pour les UGT présentant un ou plusieurs indices de perte de valeur ainsi que pour l'UGT intégrant un écart d'acquisition (filiale britannique de l'activité Pompes), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 2 % pour le Secteur Extrusion, 2 % pour le Secteur Pompes et 2 % pour le Secteur Mécanique.

Les taux d'actualisation appliqués sont de 8 % pour Gévelot Extrusion, 7,5 % pour Dold en Allemagne, 11 % pour le Secteur Pompes et de 11 % pour le Secteur Mécanique (respectivement 8 %, 7,5 %, 12 % et 11 % pour les tests réalisés fin 2008) et correspondent au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Les tests réalisés ont conduit à constater en 2009 une dépréciation de 1,3 M€ sur les actifs immobilisés de la filiale Gurtner (activité Mécanique) consécutive à la diminution de chiffre d'affaires subie récemment. Cette perte de valeur a été affectée aux Terrains et Bâtiments.

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après :

	Écart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
Variation		+0,5 %	-0,5 %	-10 %
<b>Secteur Pompes</b>				
PCM UK	+0,2 M€	-0,1 M€	-0,1 M€	-0,3 M€
<b>Secteur Mécanique</b>				
Gurtner	0	-0,3 M€	-0,3 M€	-0,7 M€
<b>Secteur Extrusion</b>				
Gévelot Extrusion	+17,4 M€	-5,7 M€	-4,8 M€	-6,8 M€
Dold	+13,6 M€	-3,2 M€	-2,8 M€	-4,0 M€
<b>Total Secteur Extrusion</b>	<b>+31,0 M€</b>	<b>-8,9 M€</b>	<b>-7,6 M€</b>	<b>-10,8 M€</b>

En l'absence d'indice de perte de valeur sur le Secteur Pompes, aucun test de valeur n'a été réalisé sur ce secteur excepté pour le test du Goodwill de PCM UK.

Une baisse du flux normatif terminal (hypothèse clé) de 25 % sur Gévelot Extrusion et de 40 % sur Dold conduirait à une absence de marge entre les valeurs d'utilité et les valeurs des actifs testés.

Concernant le Secteur Extrusion, l'augmentation des valeurs d'utilité par rapport à celles déterminées l'année dernière provient principalement d'une révision des flux normatifs retenus au-delà de la période explicite des prévisions à 3 ans. Cette révision fait suite notamment aux restructurations opérées en 2009 sur l'outil industriel.

## Note n° 5 : Participations dans des entreprises associées

Les participations mises en équivalence concernent :

(en milliers d'euros)		31.12.2008	Résultats de l'exercice	Ecart de conversion	31.12.2009
Kudu Industries Inc.	KEUR	6 001	73	754	6 828
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd. <sup>(1)</sup>	KEUR	961	91	(4)	1 048
<b>Total</b>		<b>6 962</b>	<b>164</b>	<b>750</b>	<b>7 876</b>

(1) y compris l'écart d'acquisition pour 474 K€ au 31 décembre 2009.

Les principales données financières relatives aux Sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en milliers de devises)		Total Bilan		Chiffres d'affaires		Capitaux propres		Résultat de l'exercice	
		31.12.2009	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2008
Kudu Industries Inc.	KCAD	37 958	44 740	75 587	84 214	23 204	22 948	256	4 245
	<b>En K€</b>	<b>25 090</b>	<b>26 321</b>	<b>47 680</b>	<b>54 008</b>	<b>15 338</b>	<b>13 500</b>	<b>161</b>	<b>2 722</b>
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	KSGD	15 143	17 737	18 252	15 580	5 205	3 975	715	115
	<b>En K€</b>	<b>7 499</b>	<b>8 851</b>	<b>9 022</b>	<b>7 504</b>	<b>2 578</b>	<b>1 984</b>	<b>353</b>	<b>55</b>

Des contrats de distribution lient la Société PCM à sa filiale Kudu Industries Inc. concernant la fourniture de pompes.

Le chiffre d'affaires de Kudu Industries Inc. est constitué pour plus du quart de produits en provenance de PCM.

Ensival Moret Shanghai (E.M.S.), filiale de Ensival Moret Asia (E.M.A.), est liée à PCM par un accord commercial régissant :

- la production de pièces par E.M.S. pour PCM,
- l'importation par E.M.S. de produits PCM pour revente et/ou intégration pour des clients PCM.

## Note n° 6 : Titres de participation non consolidés

Sociétés porteuses	Participations	Valeur des Titres détenus	Dépréciation
Gévelot S.A.	Techniques de Fixation (en cours de liquidation)	% Participation	22,72 %
		Capitaux propres	NC
		Résultat 2009	NC

## Note n° 7 : Actifs financiers

	2009	2008
<b>Non courants</b>		
Autres titres immobilisés	3	2
Prêts	476	431
Autres	896	918
<b>Total actifs financiers non courants</b>	<b>1 375</b>	<b>1 351</b>
<b>Courants</b>		
Prêts	114	169
Instruments dérivés	-	212
<b>Total actifs financiers courants</b>	<b>114</b>	<b>381</b>
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>1 489</b>	<b>1 732</b>

## Note n° 8 : Stocks et en-cours

	2009	2008
. Matières premières et autres approvisionnements	13 115	17 067
. En-cours de production	5 964	8 519
. Produits intermédiaires et finis	8 761	15 287
. Marchandises	2 006	2 706
<b>Montant brut</b>	<b>29 846</b>	<b>43 579</b>
. Matières premières et autres approvisionnements	(1 985)	(1 638)
. En-cours de production	(419)	(448)
. Produits intermédiaires et finis	(947)	(946)
. Marchandises	(51)	(52)
<b>Dépréciations</b>	<b>(3 402)</b>	<b>(3 084)</b>
<b>Total</b>	<b>26 444</b>	<b>40 495</b>

## Note n° 9 : Créances clients et comptes rattachés

	2009	2008
Montant brut	31 778	40 165
Dépréciations	(1 298)	(1 569)
<b>Total</b>	<b>30 480</b>	<b>38 596</b>

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport du Président aux Actionnaires et le Rapport de Gestion.

Du fait de la domination par un faible nombre d'acteurs des marchés sur lesquels le groupe opère (dans le secteur de l'Automobile principalement), le Groupe réalise une part significative de son chiffre d'affaires consolidé avec des clients importants représentant individuellement plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé. La part du chiffre d'affaires sectoriel réalisé avec ces clients importants représente 51,5 % pour le Secteur Extrusion.

## Note n° 10 : Autres débiteurs

	2009	2008
Avances et acomptes versés sur commandes	376	902
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	3 808	4 785
Personnel	153	358
Fournisseurs débiteurs	228	466
Débiteurs divers	205	278
Charges constatées d'avance	1 072	1 279
<b>Total</b>	<b>5 842</b>	<b>8 068</b>

## Note n° 11 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2009	2008
Liquidités	11 237	7 627
Certificats de dépôt et Comptes à terme	-	8 003
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	12 337	4 681
<b>Trésorerie et équivalents de Trésorerie</b>	<b>23 574</b>	<b>20 311</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2009	2008
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	23 574	20 311
Découverts bancaires (Note 15)	(10 207)	(10 942)
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	<b>13 367</b>	<b>9 369</b>

Les découverts bancaires correspondent pour l'essentiel à la mobilisation de créances commerciales à court terme.

## Note n° 12 : Autres créditeurs

	2009	2008
Avances et acomptes reçus sur commandes	501	970
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	13 800	14 556
Créditeurs divers	1 853	1 256
Produits constatés d'avance	956	1 673
<b>Total</b>	<b>17 110</b>	<b>18 455</b>

## Note n° 13 : Provisions

	01.01.2009	Dotations	Reprises		31.12.2009		
			provision utilisée	provision non utilisée	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
<b>Provisions pour risques</b>							
. Provisions pour litiges sociaux	771	115	(538)	(41)	307	12	295
. Autres provisions pour risques	5	-	-	-	5	5	-
<b>Total</b>	<b>776</b>	<b>115</b>	<b>(538)</b>	<b>(41)</b>	<b>312</b>	<b>17</b>	<b>295</b>
<b>Provisions pour charges</b>							
. Autres provisions pour charges	1 417	240	(334)	-	1 323*	1 160	163
. Provisions pour restructuration	1 900	527	(1 697)	-	730	730	-
. Provisions pour retraites	3 007	384	(32)	(638)	2 721	-	2 721
. Provisions pour médailles du Travail	268	2	(22)	-	248	-	248
<b>Total</b>	<b>6 592</b>	<b>1 153</b>	<b>(2 085)</b>	<b>(638)</b>	<b>5 022</b>	<b>1 890</b>	<b>3 132</b>
<b>Total provisions</b>	<b>7 368</b>	<b>1 268</b>	<b>(2 623)</b>	<b>(679)</b>	<b>5 334</b>	<b>1 907</b>	<b>3 427</b>

\* Les autres provisions pour charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	516
- provisions pour charges de nature sociale	640
- provisions pour charges de nature commerciale	167
	<u>1 323</u>

Les provisions pour retraites sont détaillées en Note n° 14 «Avantages au Personnel».

Les provisions pour Restructuration correspondent à des indemnités pour cessation du contrat de Travail qui seront versées aux Salariés dans le cadre d'un plan détaillé et formalisé en 2009.

La reprise de provision pour retraites sans utilisation constatée en 2009 est liée pour l'essentiel (580 milliers d'euros - Note n° 14) aux réductions d'effectifs intervenues au cours de l'exercice et son effet en résultat est présenté en déduction de la charge de restructuration engendrée par ces décisions.

## Note n° 14 : Avantages au Personnel

### Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2009	2008
<b>Provision au bilan</b>				
Valeur actualisée des obligations couvertes	3 574	1 872	5 446	5 658
Juste valeur des actifs du régime	(3 803)	-	(3 803)	(3 909)
<b>Sous-total</b>	<b>(229)</b>	<b>1 872</b>	<b>1 643</b>	<b>1 749</b>
Gains/(Pertes) actuariels non comptabilisés	1 078	-	1 078	1 258
<b>Provision comptabilisée au bilan</b>	<b>849</b>	<b>1 872</b>	<b>2 721</b>	<b>3 007</b>
<b>Valeur actualisée des obligations couvertes</b>				
A l'ouverture de l'exercice	3 882	1 776	5 658	5 623
Coût des services rendus	196	117	313	323
Coût financier	210	11	221	229
Prestations payées	(256)	(32)	(288)	(334)
Réduction / liquidation du régime (*)	(442)	-	(442)	-
Ecart actuariel de la période	(16)	-	(16)	(183)
<b>Valeur actualisée des obligations couvertes</b>	<b>3 574</b>	<b>1 872</b>	<b>5 446</b>	<b>5 658</b>
<b>Juste valeur des actifs du régime</b>				
A l'ouverture de l'exercice	3 909	780	4 689	4 803
Rendement effectif	150	(41)	109	171
Cotisations	-	21	21	49
Prestations payées	(256)	(32)	(288)	(334)
<b>Juste valeur des actifs du régime</b>	<b>3 803</b>	<b>728</b>	<b>4 531</b>	<b>4 689</b>
<b>Variation des provisions</b>				
A l'ouverture de l'exercice	1 231	1 776	3 007	2 746
Charges / (produits) de l'exercice	(382)	96	(286)	291
Décaissements	-	-	-	(30)
<b>Variation des provisions</b>	<b>849</b>	<b>1 872</b>	<b>2 721</b>	<b>3 007</b>
<b>Charge totale comptabilisée en résultat</b>				
Coût des services rendus	196	117	313	323
Coût financier	210	11	221	229
Prestations payées	-	(32)	(32)	(43)
Rendement effectif	(150)	-	(150)	(160)
Réduction / liquidation du régime (*)	(580)	-	(580)	-
Ecart actuariel comptabilisé (corridor)	(58)	-	(58)	(58)
<b>Charge / (produit) comptabilisé(e) en résultat</b>	<b>(382)</b>	<b>96</b>	<b>(286)</b>	<b>291</b>

#### Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	4,75 %	4,50 %
- Taux d'augmentation des salaires	2 %	0 %
- Age de départ à la retraite	61 ans (non cadres), 64 ans (cadres)	65 ans
- Taux de rendement attendu des actifs	4,00 %	4,50 %

Evolution de l'écart actuariel non comptabilisé	PBO (***) projetée au 31/12/2009	PBO (***) réelle au 31/12/2009	Ecart actuariel 2009	Ecart actuariel 2008
<b>Ecart actuariel de la période</b>				
<b>Analyse des variations de l'écart actuariel non comptabilisé</b>	3 590	3 574	16	183
Stock des écarts actuariels en début de période			1 258K€	1 133K€
Réduction / liquidation du régime			-138K€	-
Amortissement de l'année			-58K€	-58K€
Ecart de l'année			16K€	183K€
Stock des écarts actuariels en fin de période			1 078K€	1 258K€

(\*) : La réduction/liquidation du régime est la conséquence des restructurations.

(\*\*) : Projected Benefit Obligation. Elle correspond à la valeur actuelle probable de l'engagement, avec projection des salaires relatifs aux droits acquis à la date du calcul.

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 13).

En application d'IAS 19.104A, les actifs de Dold ont été comptabilisés en actifs distincts.

## Note n° 15 : Passifs financiers

### 15.1. Passifs financiers

	2009	2008
<b>Non courants</b>		
Emprunts bancaires	7 866	10 494
Emprunts et dettes financières divers	1 027	453
<b>Total passifs financiers non courants</b>	<b>8 893</b>	<b>10 947</b>
<b>Courants</b>		
Emprunts bancaires	7 326	8 887
Emprunts et dettes financières divers	61	61
Instruments dérivés	88	29
Découverts bancaires	10 207	10 942
<b>Total passifs financiers courants</b>	<b>17 682</b>	<b>19 919</b>
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>26 575</b>	<b>30 866</b>

Les découverts bancaires correspondent à la mobilisation de créances commerciales à court terme pour 7 497 K€ et au recours à des lignes de crédit à court terme pour 2 710 K€.

### 15.2. Variations des passifs financiers

	01.01.2009	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	19 410	(4 995)	865	15 280
Emprunts et dettes financières divers	514	(68)	642	1 088
<b>Passifs financiers (hors découverts)</b>	<b>19 924</b>	<b>(5 063)</b>	<b>1 507</b>	<b>16 368</b>
Découverts bancaires	10 942	(10 942)	10 207	10 207
<b>Total</b>	<b>30 866</b>	<b>(16 005)</b>	<b>11 714</b>	<b>26 575</b>

### 15.3. Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		A 1 an au plus		A plus d'1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	15 280	19 410	7 414	8 916	7 585	10 466	281	28
Emprunts et dettes financières divers	1 088	514	61	61	927	230	100	223
Découverts bancaires	10 207	10 942	10 207	10 942	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>26 575</b>	<b>30 866</b>	<b>17 682</b>	<b>19 919</b>	<b>8 512</b>	<b>10 696</b>	<b>381</b>	<b>251</b>

Les emprunts auprès des établissements de crédit et les emprunts divers sont couverts par des sûretés réelles à hauteur de 1,4 M€ (voir note n° 26).

En application de conditions contractuelles, 1,9 M€ de dettes à moyen et long terme ont été classées en dettes à moins d'un an.

#### 15.4. Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Dettes et Crédits Bailleurs	8 042	9 063	2 039	2 077	5 722	6 958	281	28
<b>Total</b>	<b>8 042</b>	<b>9 063</b>	<b>2 039</b>	<b>2 077</b>	<b>5 722</b>	<b>6 958</b>	<b>281</b>	<b>28</b>

#### 15.5. Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Livres sterling	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	15 280	19 410	15 280	19 410	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	1 088	514	1 088	514	-	-	-	-
Découverts bancaires	10 207	10 942	10 191	10 938	16	4	-	-
<b>Total</b>	<b>26 575</b>	<b>30 866</b>	<b>26 559</b>	<b>30 862</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### 15.6. Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2009	2008
Taux variables couverts	2 050	2 897
Taux variables non couverts (*)	400	678
Taux fixes	5 855	7 286
Intérêts	21	-
Découverts	10 207	10 942
Location-financement	8 042	9 063
<b>Total</b>	<b>26 575</b>	<b>30 866</b>

(\*) les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2010 et 2011.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sont Euribor 3M + 0,40 pour les emprunts à taux variables couverts et Euribor 3M + 0,60 pour les emprunts à taux variables non couverts.

Pour les emprunts à taux fixes, les taux d'intérêt se situent entre 4 % et 5 %.

## Note n° 16 : Impôts

### 16.1. Impôts exigibles

	01.01.2009	Paielements	Acomptes	Charge exercice	31.12.2009
Actif	(2 002)	2 002	(1 110)	-	(1 110)
Passif	58	(41)	(55)	106	68
<b>Total</b>				<b>106</b>	

### 16.2. Impôts différés

	01.01.2009	Mouvements			31.12.2009
		Résultat	Capitaux Propres	Divers (dont écart de conversion)	
Impôts différés actifs	(1 817)	(701)	(97)	-	(2 615)
Impôts différés passifs	13 374	(325)	-	18	13 067
<b>Total</b>	<b>11 557</b>	<b>(1 026)</b>	<b>(97)</b>	<b>18</b>	<b>10 452</b>

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des déficits fiscaux reportables, des provisions pour retraites et engagements assimilés et des décalages temporaires fiscaux.

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés, des retraitements des contrats de location-financement et des provisions réglementées.

### 16.3. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2009	2008
Impôts exigibles	106	826
Impôts différés *	(1 026)	209
<b>Total</b>	<b>(920)</b>	<b>1 035</b>

\* La charge / Le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits sur dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(234)	(222)
- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(769)	(518)
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	445	677
- Autres produits et charges divers	182	150
- Déficit reportables	(707)	23
- Autres différences temporaires	57	99
<b>Total charge / (produit) d'impôt différé</b>	<b>(1 026)</b>	<b>209</b>

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2009
<b>Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées</b>	<b>(2 812)</b>
Charge / produit d'impôt théorique en France	451
Charge / produit d'impôt théorique en Allemagne	342
Charge / produit d'impôt théorique en Angleterre	(105)
Charge / produit d'impôt théorique en Italie	22
Charge / produit d'impôt théorique en Amérique	149
Charge / produit d'impôt théorique en Chine	31
Charge / produit d'impôt théorique au Venezuela	9
<b>Total charge / produit d'impôt théorique</b>	<b>899</b>
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	21
Charge / produit d'impôt effectif(ve) sur les activités courantes	920
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>(1 892)</b>

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents.

### Taux d'impôt sur les Sociétés (Exercice 2009 et ultérieurs)

France	34,43 %	Italie	31,40 %
Allemagne	28,25 %	Amérique et Venezuela	34,00 %
Angleterre	28,00 %	Chine	25,00 %

## Note n° 17 : Produits de l'activité courante

	France	Etranger	2009	2008
Ventes de marchandises	1 957	5 575	7 532	8 427
Production vendue :				
. de biens	67 735	83 578	151 313	191 250
. de services	1 002	773	1 775	1 594
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>70 694</b>	<b>89 926</b>	<b>160 620</b>	<b>201 271</b>
Subventions d'exploitation			62	169
Autres produits			1 623	2 565
<b>Autres produits de l'activité</b>			<b>1 685</b>	<b>2 734</b>
Production stockée			(5 251)	(76)
Production immobilisée			481	1 110
<b>Total autres produits de l'activité courante</b>			<b>(3 085)</b>	<b>3 768</b>
<b>Total des produits de l'activité courante</b>			<b>157 535</b>	<b>205 039</b>

Les «autres produits» comprennent les crédits d'impôt recherche et divers autres produits opérationnels courants.

## Note n° 18 : Charges opérationnelles courantes

	2009	2008
Achats de marchandises	2 878	6 257
Variations de stocks marchandises	1 316	(640)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	42 364	70 392
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements	7 417	321
Autres achats et charges externes	26 350	36 961
Charges de personnel	58 100	66 145
Impôts, taxes et versements assimilés	4 146	4 853
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements (1)	9 797	9 532
. Sur actif non courant - dotations / reprises sur provisions liées aux pertes de valeur (1)	2 237	1 502
. Sur actif courant - dotations aux provisions	1 193	1 765
. Pour risques et charges - dotations aux provisions	291	(58)
Autres charges	400	440
<b>Total des charges opérationnelles courantes</b>	<b>156 489</b>	<b>197 470</b>

(1) Voir Note 4

## Note n° 19 : Résultat financier

	2009	2008
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	154	356
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	55	334
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>209</b>	<b>690</b>
Charges d'intérêts sur opérations de financement	919	1 615
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>919</b>	<b>1 615</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(710)</b>	<b>(925)</b>
Produits sur instruments financiers	17	-
Produits financiers d'actualisation	13	78
Variation positive de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	42	147
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres produits financiers	412	275
Autres produits financiers	167	210
<b>Total des autres produits financiers</b>	<b>651</b>	<b>710</b>
Pertes sur instruments financiers	6	38
Charges financières d'actualisation	226	217
Variation négative de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	4	42
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres charges financières	468	392
Autres charges financières	43	47
<b>Total des autres charges financières</b>	<b>747</b>	<b>736</b>
<b>Résultat des autres produits et charges financiers</b>	<b>(96)</b>	<b>(26)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(806)</b>	<b>(951)</b>

## Note n° 20 : Informations sectorielles

### 20.1. Ventilation des immobilisations par secteurs d'activité

	Au 31.12.2009					Au 31.12.2008				
	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total
<b>Ecart d'acquisition (1)</b>	-	-	894	-	894	-	-	834	-	834
<b>Sous-total incorporelles</b>	<b>40</b>	<b>5 539</b>	<b>6 231</b>	<b>1 302</b>	<b>13 112</b>	<b>45</b>	<b>5 151</b>	<b>6 013</b>	<b>1 347</b>	<b>12 556</b>
Terrains et constructions	20 013	7 904	8 125	4 894	40 936	20 013	6 705	4 622	4 890	36 230
Matériels industriels et divers	163	157 115	24 255	7 695	189 228	166	154 992	21 422	7 403	183 983
Immob.corporelles en cours	-	382	194	-	576	-	1 200	3 980	45	5 225
Avances et acomptes	-	193	-	-	193	-	277	-	35	312
<b>Sous-total corporelles</b>	<b>20 176</b>	<b>165 594</b>	<b>32 574</b>	<b>12 589</b>	<b>230 933</b>	<b>20 179</b>	<b>163 174</b>	<b>30 024</b>	<b>12 373</b>	<b>225 750</b>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>20 216</b>	<b>171 133</b>	<b>39 699</b>	<b>13 891</b>	<b>244 939</b>	<b>20 224</b>	<b>168 325</b>	<b>36 871</b>	<b>13 720</b>	<b>239 140</b>
Amortissements / Dépréciations cumulés	1 304	119 225	16 514	10 102	147 145	927	114 247	14 073	8 550	137 797
<b>Valeurs nettes</b>	<b>18 912</b>	<b>51 908</b>	<b>23 185</b>	<b>3 789</b>	<b>97 794</b>	<b>19 297</b>	<b>54 078</b>	<b>22 798</b>	<b>5 170</b>	<b>101 343</b>
Dotations de l'exercice	385	6 955	3 094	1 600	12 034	380	6 828	1 791	2 035	11 034
<b>Total bilan par secteurs d'activité</b>	<b>73 246</b>	<b>87 135</b>	<b>68 767</b>	<b>10 001</b>		<b>70 408</b>	<b>98 708</b>	<b>75 548</b>	<b>13 336</b>	

Les terrains et constructions sont répartis dans le tableau ci-dessus en respectant la notion de propriété juridique des biens.

D'un point de vue opérationnel, des terrains et constructions de Gévelot S.A. sont mis à la disposition du Secteur Extrusion pour 12,3 M€ et du Secteur Pompes pour 3,8 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2009 à :

Holding :	- K€
Extrusion à froid & Usinage :	4 993 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	3 912 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	259 K€
	9 164 K€

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2008 à :

Holding :	1 425 K€
Extrusion à froid & Usinage :	6 692 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	5 602 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	584 K€
	14 303 K€

### 20.2. Variation des passifs financiers par secteurs d'activité

	01.01.2009	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2009
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)</b>				
Extrusion à froid & Usinage	19 327	(4 924)	814	15 217
Pompes / Technologie des Fluides	83	(71)	51	63
<b>Sous-total</b>	<b>19 410</b>	<b>(4 995)</b>	<b>865</b>	<b>15 280</b>
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>	<b>514</b>	<b>(68)</b>	<b>642</b>	<b>1 088</b>
<b>Découverts bancaires</b>				
Holding	1	(1)	1	1
Extrusion à froid & Usinage	8 887	(8 887)	7 331	7 331
Pompes / Technologie des Fluides	15	(15)	2 045	2 045
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	2 039	(2 039)	830	830
<b>Sous-total</b>	<b>10 942</b>	<b>(10 942)</b>	<b>10 207</b>	<b>10 207</b>
<b>Total</b>	<b>30 866</b>	<b>(16 005)</b>	<b>11 714</b>	<b>26 575</b>

### 20.3. Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité

	31.12.2009			31.12.2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	138	3 529	3 667	77	3 526	3 603
Extrusion à froid & Usinage	81 974	460	82 434	107 427	607	108 034
Pompes / Technologie des fluides	67 109	3 984	71 093	78 633	4 244	82 877
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	11 399	-	11 399	15 134	-	15 134
Eliminations et réconciliations	-	(7 973)	(7 973)	-	(8 377)	(8 377)
<b>Total</b>	<b>160 620</b>	<b>-</b>	<b>160 620</b>	<b>201 271</b>	<b>-</b>	<b>201 271</b>

## 20.4. Résultats par secteurs d'activité

### Résultat opérationnel courant

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 328)	3 551	1 223	(2 652)	3 583	931
Extrusion à froid & Usinage	(1 241)	(2 743)	(3 984)	4 722	(2 803)	1 919
Pompes / Technologie des fluides	5 759	(743)	5 016	7 548	(710)	6 838
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 144)	(65)	(1 209)	(2 049)	(70)	(2 119)
<b>Total</b>	<b>1 046</b>	<b>-</b>	<b>1 046</b>	<b>7 569</b>	<b>-</b>	<b>7 569</b>

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total 2009	Total 2008
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>1 223</b>	<b>(3 984)</b>	<b>5 016</b>	<b>(1 209)</b>	<b>1 046</b>	<b>7 569</b>
Litiges sociaux	-	(144)	-	(29)	(173)	(73)
Charges de restructuration	-	(1 452)	(993)	(178)	(2 623)	(2 131)
Divers	1	(92)	(165)	-	(256)	(269)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 224</b>	<b>(5 672)</b>	<b>3 858</b>	<b>(1 416)</b>	<b>(2 006)</b>	<b>5 096</b>

Les charges de restructuration sont la résultante des plans d'adaptation mis en place dans le Secteur Extrusion (France et Allemagne) pour faire face à la très forte dégradation de l'activité. Pour le Secteur Pompes, il s'agit essentiellement du redéploiement des activités du site de Rambouillet vers les autres sites de PCM.

### Résultat opérationnel

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 327)	3 551	1 224	(2 660)	3 583	923
Extrusion à froid & Usinage	(2 929)	(2 743)	(5 672)	2 249	(2 803)	(554)
Pompes / Technologie des fluides	4 601	(743)	3 858	7 551	(710)	6 841
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 351)	(65)	(1 416)	(2 044)	(70)	(2 114)
<b>Total</b>	<b>(2 006)</b>	<b>-</b>	<b>(2 006)</b>	<b>5 096</b>	<b>-</b>	<b>5 096</b>

### Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 162)	3 665	1 503	(2 116)	3 672	1 556
Extrusion à froid & Usinage	(3 819)	(2 857)	(6 676)	804	(2 892)	(2 088)
Pompes / Technologie des fluides	4 564	(743)	3 821	7 649	(710)	6 939
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 395)	(65)	(1 460)	(2 192)	(70)	(2 262)
<b>Total</b>	<b>(2 812)</b>	<b>-</b>	<b>(2 812)</b>	<b>4 145</b>	<b>-</b>	<b>4 145</b>

### Résultat net de l'ensemble consolidé

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	927	2 403	3 330	344	2 408	2 752
Extrusion à froid & Usinage	(4 785)	(1 873)	(6 658)	(685)	(1 896)	(2 581)
Pompes / Technologie des fluides	3 190	(487)	2 703	6 422	(466)	5 956
<i>dont Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</i>	<i>164</i>	<i>164</i>	<i>1 240</i>	<i>1 240</i>	<i>1 240</i>	<i>1 240</i>
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 060)	(43)	(1 103)	(1 731)	(46)	(1 777)
<b>Total</b>	<b>(1 728)</b>	<b>-</b>	<b>(1 728)</b>	<b>4 350</b>	<b>-</b>	<b>4 350</b>

## 20.5. Ventilation des immobilisations par zones géographiques

	Au 31.12.2009				Au 31.12.2008			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
<b>Ecart d'acquisition (1)</b>	-	-	894	894	-	-	834	834
<b>Sous-total incorporelles</b>	<b>11 042</b>	<b>2 038</b>	<b>32</b>	<b>13 112</b>	<b>10 710</b>	<b>1 817</b>	<b>29</b>	<b>12 556</b>
Terrains et constructions	30 586	7 904	2 446	40 936	27 112	6 705	2 413	36 230
Matériels industriels et divers	141 339	44 936	2 953	189 228	138 705	43 627	1 651	183 983
Immob.corporelles en cours	510	66	-	576	4 638	548	39	5 225
Avances et acomptes	52	141	-	193	112	200	-	312
<b>Sous-total corporelles</b>	<b>172 487</b>	<b>53 047</b>	<b>5 399</b>	<b>230 933</b>	<b>170 567</b>	<b>51 080</b>	<b>4 103</b>	<b>225 750</b>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>183 529</b>	<b>55 085</b>	<b>6 325</b>	<b>244 939</b>	<b>181 277</b>	<b>52 897</b>	<b>4 966</b>	<b>239 140</b>
Amortissements / Dépréciations cumulés	113 649	32 773	723	147 145	106 531	30 743	523	137 797
<b>Valeurs nettes</b>	<b>69 880</b>	<b>22 312</b>	<b>5 602</b>	<b>97 794</b>	<b>74 746</b>	<b>22 154</b>	<b>4 443</b>	<b>101 343</b>
Dotations de l'exercice	9 407	2 367	260	12 034	8 567	2 273	194	11 034

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

## 20.6. Chiffres d'affaires consolidés par zones géographiques

	31.12.2009		31.12.2008	
France	70 694	44,0 %	85 551	42,5 %
. Pays de l'Union Européenne	51 277		68 383	
. Autres pays d'Europe	2 015		5 010	
. Amérique	13 141		21 988	
. Autres zones géographiques	23 493		20 339	
Etranger	89 926	56,0 %	115 720	57,5 %
<b>Total</b>	<b>160 620</b>	<b>100,0 %</b>	<b>201 271</b>	<b>100,0 %</b>

## Note n° 21 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 1 815 K€. Sur ces dépenses, 460 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

## Note n° 22 : Instruments financiers

	Valeur Brute	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux actualisation	Ecart d'actual. n-1	(Perte) / reprise exercice	Ecart d'actual. 31/12/09	Dep.	Valeur au bilan
<b>Actifs financiers</b>										
- Aides à la construction à plus d'un an	616		280	336	3,5 %	(143)	3	(140)	-	476
- Aides à la construction à moins d'un an	151	151							(37)	114
- Instruments dérivés	-	-								-
- Titres évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat	-	-								-
<b>Passifs financiers</b>										
- Instruments dérivés	88	88								88

Les **Aides à la construction** représentent des prêts aux salariés avec des durées de remboursement de 20 ans. Ces prêts à taux nuls sont actualisés pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

Les **Instruments dérivés** s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de taux ou de change. Il s'agit essentiellement de Swap de taux d'intérêt sur les emprunts à taux variables. Leur juste valeur est calculée par un expert indépendant. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

### GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies.

Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Le rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

## Note n° 23 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements futurs	Valeur actualisée	Valeur brute des sous-jacents	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
Location simple - Exploitation	608	579		Euro	2,5 ans	261	347	-		n/a
Location simple - Hors Exploitation	839	802		Euro	2 ans	390	449	-		n/a
Location-financement	8 538	8 069	13 524	Euro	4 ans	2 262	5 710	566	3,70 %	3,50 %

Les contrats de location simples sont des contrats de location de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engin de manutention.

Le Hors exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production de Gévelot Extrusion (presses, matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 0,9 Million d'Euros sur l'exercice 2009 au titre des contrats de location simple.

## Note n° 24 : Rémunération des dirigeants

	2009	2008
Avantages à court terme (hors charges sociales)	551	556
Charges sociales	156	162
<b>Total</b>	<b>707</b>	<b>718</b>

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit.

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

## Note n° 25 : Effectif moyen

	2009	2008
Dirigeants et Cadres	214	222
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	1 037	1 211
<b>Total</b>	<b>1 251</b>	<b>1 433</b>
Personnel intérimaire	16	27

## Note n° 26 : Engagements hors bilan

### Engagements donnés

	2009	2008
Avals, cautions et garanties	1 396	3 472
Effets escomptés et non échus	-	-
Dettes pour lesquelles les entreprises consolidées ont accordé une garantie	1 877	1 717
dont emprunts auprès des établissements de crédit	1 377	1 717
Autres engagements donnés	-	37
<b>Total</b>	<b>3 273</b>	<b>5 226</b>

### Engagements reçus

	2009	2008
Avals, cautions et garanties	123	212
Divers	-	-
<b>Total</b>	<b>123</b>	<b>212</b>

## Note n° 27 : Entreprises liées

(en milliers d'euros)	2009		2008	
	Montant des transactions	Montant des soldes	Montant des transactions	Montant des soldes
Immobilisations	-	-	-	-
Créances	-	1 546	-	1 453
Dettes	-	52	-	324
Charges	2 038	-	2 611	-
Produits	8 653	-	10 262	-

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessus concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

## Note n° 28 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des Membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS				C.R.E.A.				JEAN MARIE	
	2009		2008		2009		2008		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Audit</b>										
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	98 306	100 %	50 000	33 %	123 194	100 %	125 135	100 %	40 000	100 %
<i>Emetteur</i>	69 806	71 %	35 000	23 %	73 490	60 %	70 000	56 %	40 000	100 %
<i>Filiales intégrées globalement</i>	28 500	29 %	15 000	10 %	49 704	40 %	55 135	44 %	-	-
Prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>98 306</b>	<b>100 %</b>	<b>50 000</b>	<b>33 %</b>	<b>123 194</b>	<b>100 %</b>	<b>125 135</b>	<b>100 %</b>	<b>40 000</b>	<b>100 %</b>
<b>Autres prestations</b>										
Juridique, fiscal, social	-	-	100 865	67 %	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>100 865</b>	<b>67 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>98 306</b>	<b>100 %</b>	<b>150 865</b>	<b>100 %</b>	<b>123 194</b>	<b>100 %</b>	<b>125 135</b>	<b>100 %</b>	<b>40 000</b>	<b>100 %</b>

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés Exercice clos le 31 décembre 2009

## Aux Actionnaires

Gévelot SA  
6, boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Gévelot SA tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2A de l'annexe qui mentionne les nouvelles normes d'application obligatoire et notamment IAS 1 révisée ;
- la note 2D qui mentionne la modification apportée au bilan comparatif au 31 décembre 2008 relative au reclassement des fonds de pension de la filiale allemande en actifs financiers non courants.

### II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de crise économique et financière pesant encore fortement sur les secteurs d'activité du groupe et créant également une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 2.2.4 de l'annexe, la valeur recouvrable des actifs immobilisés amortissables regroupés par unité génératrice de trésorerie est comparée à la valeur nette comptable lorsqu'apparaissent des indices de perte de valeur. En 2009, les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire des actifs affectés aux activités « Mécanique » (note 4.3 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche retenue avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 avril 2010  
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Pierre RIOU

C R E A  
Christophe BONTE



# Comptes Sociaux au 31 décembre 2009

# Bilan au 31 décembre 2009

## ACTIF

(en milliers d'euros)

	Montant brut au 31.12.2009	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008
<b>ACTIF IMMOBILISE (I)</b>				
<b>Immobilisations incorporelles (A)</b>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	40	25	15	18
<b>Total A</b>	<b>40</b>	<b>25</b>	<b>15</b>	<b>18</b>
<b>Immobilisations corporelles (B)</b>				
Terrains	3 047	139	2 908	2 911
Constructions	15 516	9 196	6 320	6 543
Autres	163	80	83	96
Immobilisation corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Total B</b>	<b>18 726</b>	<b>9 415</b>	<b>9 311</b>	<b>9 550</b>
<b>Immobilisations financières (C) (1)</b>				
Participations	44 021	-	44 021	35 771
Créances rattachées à des participations	185	-	185	3 574
Prêts	52	-	52	61
Autres	10	-	10	10
<b>Total C</b>	<b>44 268</b>	<b>-</b>	<b>44 268</b>	<b>39 416</b>
<b>Total (I) Actif immobilisé (A + B + C)</b>	<b>63 034</b>	<b>9 440</b>	<b>53 594</b>	<b>48 984</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
<b>Créances (2)</b>				
Créances clients et comptes rattachés	116	-	116	176
Autres	1 643	-	1 643	2 065
Valeurs mobilières de placement	5 414	-	5 414	10 472
Disponibilités	4 506	-	4 506	552
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance (2)	23	-	23	31
<b>Total (II) Actif circulant</b>	<b>11 702</b>	<b>-</b>	<b>11 702</b>	<b>13 296</b>
<b>Ecart de conversion actif (III)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total général (I + II + III)</b>	<b>74 736</b>	<b>9 440</b>	<b>65 296</b>	<b>62 280</b>

(1) Dont à moins d'un an

185 9

(2) Dont à plus d'un an

77 84

**PASSIF**

(en milliers d'euros)

	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008	Montant net au 31.12.2009 (a)	Montant net au 31.12.2008 (b)
<b>CAPITAUX PROPRES (I)</b>				
Capital	33 514	33 514	33 514	33 514
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	2 966	2 851	3 090	2 966
. Autres	12 753	12 753	13 000	12 753
Report à nouveau	2 528	2 268	2 910	2 528
Résultat de l'exercice	2 477	2 290	-	-
<b>Sous-total : situation nette</b>	<b>54 238</b>	<b>53 676</b>	<b>52 514</b>	<b>51 761</b>
Subvention d'investissement	9	10	9	10
Provisions réglementées	1 751	1 432	1 751	1 432
<b>Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)</b>	<b>55 998</b>	<b>55 118</b>	<b>54 274</b>	<b>53 203</b>
<b>PROVISIONS (II)</b>				
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	7 307	5 280	7 307	5 280
<b>Total Provisions (II)</b>	<b>7 307</b>	<b>5 280</b>	<b>7 307</b>	<b>5 280</b>
<b>DETTES (III) (1)</b>				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1	1	1	1
Emprunts et dettes financières divers	713	711	713	711
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	167	95	167	95
Dettes fiscales et sociales	405	388	405	388
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	35	36	35	36
Autres dettes	670	651	2 394	2 566
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>Total Dettes (III)</b>	<b>1 991</b>	<b>1 882</b>	<b>3 715</b>	<b>3 797</b>
<b>Ecart de conversion passif (IV)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total général (I + II + III + IV)</b>	<b>65 296</b>	<b>62 280</b>	<b>65 296</b>	<b>62 280</b>
(1) dont à plus d'un an	712	789	712	789
dont à moins d'un an	1 279	1 093	3 003	3 008
(2) dont concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banques	1	1	1	1

a) Après répartition soumise à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010.

b) Après répartition décidée à l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009.

# Résultat 2009

## COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	2009	2008
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Prestations de services	3 667	3 603
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>3 667</b>	<b>3 603</b>
Autres produits	143	130
<b>Total des produits d'exploitation (I) (1)</b>	<b>3 810</b>	<b>3 733</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	762	859
Impôts, taxes et versements assimilés	438	436
Salaires et traitements	674	718
Charges sociales	286	304
Dotations aux amortissements sur immobilisations	241	238
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-
Autres charges	68	64
<b>Total des charges d'exploitation (II) (2)</b>	<b>2 469</b>	<b>2 619</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>1 341</b>	<b>1 114</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations (3)	1 602	1 417
Autres intérêts et produits assimilés (3)	280	634
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>1 882</b>	<b>2 051</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées (4)	-	-
Différences négatives de change	-	-
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>1 882</b>	<b>2 051</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (III - IV)</b>	<b>3 223</b>	<b>3 165</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	75	15
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1	23
Reprises sur provisions et transferts de charges	12	12
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>88</b>	<b>50</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	45	78
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	30
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	2 359	2 084
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>2 404</b>	<b>2 192</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>(2 316)</b>	<b>(2 142)</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VII)</b>	<b>(1 570)</b>	<b>(1 267)</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>5 780</b>	<b>5 834</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII)</b>	<b>3 303</b>	<b>3 544</b>
<b>5 - BENEFICE</b>	<b>2 477</b>	<b>2 290</b>

(1) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs	(21)	(17)
(2) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs	(30)	(21)
(3) Dont produits concernant les entreprises liées	1 716	1 506
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées	-	-

# Tableaux de flux de trésorerie 2009

RAPPORT ANNUEL 2009 - COMPTES SOCIAUX

## FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	2009	2008
<b>OPERATIONS D'ACTIVITE</b>		
<b>Résultat net</b>	<b>2 477</b>	<b>2 290</b>
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	241	238
- Provisions	2 347	2 072
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(1)	4
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>5 064</b>	<b>4 604</b>
- Variation des stocks et en-cours	-	-
- Variation des clients	60	(75)
- Variation des fournisseurs	72	(22)
- Autres variations	466	(1 206)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>598</b>	<b>(1 303)</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>5 662</b>	<b>3 301</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	(1 425)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(4 861)	(2 849)
<b>Sous-Total</b>	<b>(4 861)</b>	<b>(4 274)</b>
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	-	24
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	9	-
<b>Sous-Total</b>	<b>9</b>	<b>24</b>
<b>Investissements nets de la période</b>	<b>(4 852)</b>	<b>(4 250)</b>
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(1)	(24)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(4 853)</b>	<b>(4 274)</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
- Augmentations/(réduction) de capital	-	-
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(1 915)	(2 106)
- Autres distributions	-	-
<b>Total</b>	<b>(1 915)</b>	<b>(2 106)</b>
- Variations des emprunts et dettes financières	2	27
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(1 913)</b>	<b>(2 079)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>	<b>(1 104)</b>	<b>(3 052)</b>
Trésorerie à l'ouverture	11 023	14 075
Trésorerie à la clôture	9 919	11 023
	<b>(1 104)</b>	<b>(3 052)</b>



# Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2009

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2009, dont le total est de 65 295 908,28 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 5 780 839,80 euros et qui dégage un bénéfice de 2 476 816,05 euros.

Les Notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des Comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Ces Comptes annuels ont été arrêtés le 15 avril 2010 par le Conseil d'Administration.

## Note N° 1 : Principes Comptables et Règles d'établissement des Comptes Sociaux

Les comptes annuels de la Société Gévelot S.A. ont été établis conformément aux prescriptions du plan comptable général 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, et de l'ensemble des Règlements du C.R.C. postérieurs à cette date.

### a) Principales méthodes utilisées

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 01 janvier 2005, l'actif a fait l'objet d'un changement de méthode lié à la première application obligatoire des dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot S.A., par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le prévoyaient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans,
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans,
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions

Structure : linéaire 40 et 50 ans,

Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans,

Ravalement : linéaire 10 ans,

Étanchéité : linéaire 20 ans.

### Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation. Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

### Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée. Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

### Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

### Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2009, constituées de SICAV et FCP monétaires, s'élève à 5,4 M€.

### Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi. Elles sont rapportées au résultat et constituent un produit exceptionnel.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

### Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

### Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

### b) Intégration fiscale

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, la Société Gévelot S.A a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration, chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot S.A. «tête de Groupe» et des filiales françaises suivantes : Gévelot Extrusion, PCM et Gurtner.

Le produit net d'impôt de 1 570 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot S.A.	- 483 K€
- le produit d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale	2 053 K€

Par ailleurs, un complément de provision intra-groupe de 2 027 K€ a été constaté au 31 décembre 2009 pour restitution probable d'économie d'impôt aux filiales dans le cadre de ce régime.

#### **c) Retraites**

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

#### **d) Droit individuel à la Formation (DIF)**

Dans le cadre de l'Avis n° 2004 - F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du C.N.C, relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, la Société Gévelot n'a pas constaté de dettes au 31 décembre 2009. Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre est de 352 heures. Ce nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande, aucune provision n'a été constituée à la fin de l'exercice 2009.

#### **e) Informations complémentaires**

Concernant les frais de remise en état du site industriel de Meudon, une provision a été constituée pour couvrir les obligations auxquelles est soumise Gévelot S.A. en application de la Loi n° 2003-699 du 31 juillet 2003.

Début 2007, la Préfecture des Hauts de Seine a informé Gévelot S.A. qu'aucune réhabilitation complémentaire ne lui serait imposée en sa qualité de dernier exploitant du site.

Dans ces conditions, la provision de 262 K€ figurant au passif de la société au 31 décembre 2005 demeure inchangée.

## Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Amortissements et dépréciations				
	Valeur brute au début de l'exercice 2009	Augmentations	Transferts	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice 2009	Cumulés au début de l'exercice 2009	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice 2009
<b>Immobilisations incorporelles</b>									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	45	-	-	(5)	40	27	3	(5)	25
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5)</b>	<b>40</b>	<b>27</b>	<b>3</b>	<b>(5)</b>	<b>25</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>									
Terrains	3 047	-	-	-	3 047	136	3	-	139
Constructions	15 516	-	-	-	15 516	8 973	223	-	9 196
Autres immobilisations corporelles	166	-	-	(3)	163	70	13	(3)	80
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>18 729</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>18 726</b>	<b>9 179</b>	<b>239</b>	<b>(3)</b>	<b>9 415</b>
<b>Immobilisations financières</b>									
Participations	35 771	8 250	-	-	44 021	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	3 574	4 861	-	(8 250)	185	-	-	-	-
Prêts	61	-	-	(9)	52	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	10	-	-	-	10	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>39 416</b>	<b>13 111</b>	<b>-</b>	<b>(8 259)</b>	<b>44 268</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Les créances rattachées à des participations correspondent au compte courant avec Gévelot Extrusion. Le montant est essentiellement constitué des loyers des différents sites et des intérêts correspondants.

Au 31 décembre 2009, Gévelot S.A. a racheté 50 % de Dold auprès de Gévelot Extrusion pour 8 250 K€ par compensation partielle du compte courant. Gévelot S.A. détient ainsi 70 % du capital de Dold.

## Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Augmentations		Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2009
	Montant au début de l'exercice 2009		Montant utilisé au cours de l'exercice 2009	Montant non utilisé au cours de l'exercice 2009	
<b>Provisions réglementées</b>					
Amortissements dérogatoires	1 432	331	12	-	1 751
<b>Total</b>	<b>1 432</b>	<b>331</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>1 751</b>
<b>Provisions pour risques</b>					
Provisions pour litiges	-	-	-	-	-
Provision pour pertes de change	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Provisions pour charges</b>					
Provision pour impôts	-	-	-	-	-
Provision remise en état du site industriel de Meudon	262	-	-	-	262
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	5 018	2 027	-	-	7 045
<b>Total</b>	<b>5 280</b>	<b>2 027</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 307</b>
<b>Dépréciations</b>					
Dépréciations sur immobilisations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Note n° 4 : Etat des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2009	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus d'1 an
<b>Créances</b>			
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations	185	185	-
Prêts (1)	52	-	52
Autres	10	-	10
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Créances clients et comptes rattachés (2)	116	116	-
Autres	1 643	1 568	75
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	23	21	2
<b>Total</b>	<b>2 029</b>	<b>1 890</b>	<b>139</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (3) (4)	1	1	-
Emprunts et dettes financières divers (3) (5)	713	73	640
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (6)	167	165	2
Dettes fiscales et sociales	405	335	70
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (6)	35	35	-
Autres dettes (7)	670	670	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 991</b>	<b>1 279</b>	<b>712</b>

(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-
Prêts récupérés en cours d'exercice	9
(2) Dont effets de commerce	-
(3) Emprunts et dettes financières soucrits en cours d'exercice	3
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice	1
(4) dont :	
- à deux ans au maximum à l'origine	1
- à plus de deux ans à l'origine	-
(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	622
(6) Dont effets de commerce	-
(7) Dont envers les associés	666

## Note n° 5 : Eléments concernant les Entreprises liées et les Participations

Postes	Montant au 31.12.2009 concernant les Entreprises (1)	
	liées (2)	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-
Participations	44 021	-
Créances rattachées à des participations	185	-
Prêts	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-	-
Créances clients et comptes rattachés	115	-
Autres créances	478	-
Capital souscrit appelé, non versé	-	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	678	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	666	-
Produits de participation	1 602	-
Autres produits financiers	114	-
Charges financières	-	-

(1) En montants nets

(2) Entreprises liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale

## Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2009				Pour mémoire écarts incorporés au capital
	Montant au début de l'exercice 2009	Diminutions dues aux cessions	Autres variations	Montant en fin d'exercice 2009	
Terrains	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecarts de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

## Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2009
Créances rattachées à des participations	33
Créances clients et comptes rattachés	34
Autres créances	4
Valeurs mobilières de placement	1
<b>Total</b>	<b>72</b>

## Note n° 8 : Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2009
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59
Dettes fiscales et sociales	121
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	35
Autres dettes	4
<b>Total</b>	<b>220</b>

## Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2009	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	23	-
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>-</b>

## Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2009	957 543	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice	-	-
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2009	957 543	35,00

Soit un capital social de 33 514 005 euros.

## Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2008 avant résultat	52 828
Affectation du résultat 2008 à la situation nette par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009	375
. Résultat 2008	2 290
. Dividendes distribués	(1 915)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2009	53 203
Variations de l'exercice :	318
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	318
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2009 avant résultat	53 521

## Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

### a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2009	Montant 2008
Prestations de services	3 667	3 603
<b>Total</b>	<b>3 667</b>	<b>3 603</b>

### b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2009	Montant 2008
France	3 659	3 594
Allemagne	8	9
<b>Total</b>	<b>3 667</b>	<b>3 603</b>

## Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2009	Montant 2008
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	(2 027)	(1 745)
Amortissements dérogatoires	(319)	(327)
Divers nets	30	(70)
<b>Total</b>	<b>(2 316)</b>	<b>(2 142)</b>

## Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2009	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2009	Résultat net au 31.12.2009
Résultat courant	3 223	579	2 644
Résultat exceptionnel	(2 316)	(96)	(2 220)
Incidence intégration fiscale	-	(2 053)	2 053
<b>Total</b>	<b>907</b>	<b>(1 570)</b>	<b>2 477</b>

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 %.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires est de 106 K€ (produit).

### Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera allégée de 2 K€ en raison des provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation pour 6 K€ et accrue de 584 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires pour 1 751 K€.

## Note n° 15 : Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant au 31.12.2009
Avals et cautions délivrés au profit des filiales	-
<b>Autres engagements donnés :</b>	
Dettes pour lesquelles l'entreprise a accordé une garantie	
- au titre de ses propres emprunts	-
- au titre de dettes contractées par des filiales	500
Engagements de crédit-bail T.T.C.	-
Engagements en matière de retraites	17
<b>Total</b>	<b>517</b>

Engagements reçus	Montant au 31.12.2009
Avals et cautions reçus	-
Divers	-
<b>Total</b>	<b>-</b>

### Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode dite «des unités de crédit projetées», conformément à la Recommandation 03-R.1 du 1<sup>er</sup> avril 2003 du C.N.C..

Le chiffre retenu, soit 17 K€, est égal au montant du passif social IFC (99 K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2009 (82 K€) détenu par Generali Patrimoine (Groupe Generali) dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

## Note n° 16 : Rémunération des Dirigeants

La rémunération globale des Organes de Direction et d'Administration s'est élevée à 467 738 euros pour l'exercice 2009.

## Note n° 17 : Effectif moyen 2009

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	6	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	1	-
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>-</b>

## Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

## Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2009

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % (1)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
<b>A - FILIALES</b>										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
<b>Filiales françaises</b>										
<b>Gévelot Extrusion S.A.</b> 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	18 120	7 946	99,99	25 397	25 397	185	-	50 997	(3 979)	-
<b>PCM S.A.</b> 17, rue Ernest Laval 92170 Vanves	10 155	30 370	99,94	6 509	6 509	-	-	60 714	2 706	1 502
<b>Gurtner S.A.</b> 40, rue de la Libération 25300 Pontarlier	3 090	2 719	99,95	1 225	1 225	-	-	11 399	(414)	-
<b>Filiales étrangères</b>										
(en milliers d'euros)										
<b>Dold Kaltfließpressteile GmbH</b> Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	1 623	70,00	10 890	10 890	-	-	31 437	(792)	100
<b>B - PARTICIPATIONS</b>										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
<b>Participations étrangères</b>										
(en milliers d'euros)										
<b>Techniques de Fixation</b> Belgique (en liquidation)	110	NC	22,72	-	-	-	-	NC	NC	-

(1) Dont prêts de consommation



# Résultat et Capitaux propres

## Résultat de l'exercice et tableau des variations des Capitaux propres

### Résultat de l'exercice

Total en milliers d'euros et en euros par action	Rappel 2008	2009
Nombre d'actions au 31 décembre	957 543	957 543
<b>Résultat comptable</b>	<b>K€ 2 290</b>	<b>2 477</b>
	€ 2,39	2,59
Variation des capitaux propres hors opérations de structure	<b>K€ 325</b>	<b>318</b>
	€ 0,34	0,33
<b>Dividende proposé</b>	<b>K€ 1 915</b>	<b>1 724</b>
	€ 2,00	1,80

### Tableau des variations des capitaux propres

(en milliers d'euros)	2009
<b>Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2008 avant résultat</b>	<b>52 828</b>
Affectation du résultat 2008 à la situation nette par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009	375
. Résultat 2008	2 290
. Dividendes distribués	(1 915)
<b>Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2009</b>	<b>53 203</b>
<b>Variations de l'exercice :</b>	<b>318</b>
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	318
<b>Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2009 avant résultat</b>	<b>53 521</b>
Affectation du résultat 2009 à la situation nette proposée à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010	753
. Résultat 2009	2 477
. Dividendes proposés	(1 724)
<b>Capitaux propres après affectation proposée</b>	<b>54 274</b>

# Valeurs Mobilières

## Valeurs mobilières de Participation au 31 décembre 2009

Montant	Sociétés	Nominal	Capital divisé en	Pourcentage de participation	Valeur d'inventaire en euros
Sociétés françaises					
1 509 991 actions	<b>Gévelot Extrusion</b>	12	1 510 000	99,99	25 397 216,78
75 108 actions	<b>PCM</b>	135	75 222	99,85	6 509 266,75
25 707 actions	<b>Gurtner</b>	120	25 750	99,83	1 225 347,52
Participations à l'Étranger					
8 parts	<b>Dold Kaltfliesspressteile GmbH</b>	capital	13 000 000 €	70,00	10 889 599,76
1 000 actions	<b>Techniques de Fixation</b> (Société en liquidation)	25	4 400	22,72	-
<b>Total</b>					<b>44 021 430,81</b>

## Valeurs mobilières de placement et créances assimilées au 31 décembre 2009

169 actions	<b>SICAV SGAM Invest Moneplus (S.G.)</b>				3 901 275,43
6 parts	<b>FCP B.N.P. Paribas Euribor 3 Mois (B.N.P. Paribas)</b>				1 334 508,84
80 parts	<b>FCP Groupama Entreprises (S.G.)</b>				177 270,40
<b>Total</b>					<b>5 413 054,67</b>

# Résultats financiers

## Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices

(Articles 133, 135 et 148 du Décret sur les Sociétés Commerciales)

(en euros)					
Nature des indications	2009	2008	2007	2006	2005
<b>I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
				(*)	
a) capital social	33 514 005,00	33 514 005,00	33 514 005,00	33 514 005,00	30 487 880,00
b) nombre d'actions ordinaires existantes	957 543	957 543	957 543	957 543	983 480
c) nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
d.1 par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
d.2 par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
<b>II - OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 666 903,58	3 603 156,29	3 533 102,88	3 451 132,93	3 641 600,73
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	3 494 500,23	3 331 548,62	3 720 750,51	3 084 009,93	4 121 180,54
c) Impôt sur les bénéfices	(1 570 229,00)	(1 267 156,00)	(732 010,00)	(706 918,00)	(1 052 315,00)
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	2 476 816,05	2 290 422,02	2 793 407,88	2 171 310,10	3 378 393,57
f) Résultat distribué	1 723 577,40	1 915 086,00	2 106 594,60	2 106 594,60	2 106 594,60
<b>III - RESULTAT PAR ACTION</b>					
a) Résultat après impôts, participation des salariés mais avant amortissements et provisions	5,29	4,80	4,65	3,96	5,26
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	2,59	2,39	2,92	2,27	3,44
c) Dividende attribué à chaque action	1,80	2,00	2,20	2,20	2,20
<b>IV - PERSONNEL</b>					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	7	8	8	9	7
b) Montant de la masse salariale	674 327,85	717 906,42	706 241,36	724 402,39	688 365,60
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	285 793,98	303 565,05	298 857,61	306 285,94	288 091,48

(\*) Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2006, réduction de capital pour 804 047 € par voie d'annulation des 25 937 actions propres détenues par Gévelot S.A. et augmentation de capital pour 3 830 172 € par voie d'incorporation de réserves aux fins d'élévation du nominal des 957 543 actions subsistantes de 31 € à 35 €.

Le capital social se compose donc de 957 543 actions de nominal 35 € chacune, soit 33 514 005 €.

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels

## Exercice clos le 31 décembre 2009

### Aux Actionnaires

Gévelot SA  
6, boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gévelot SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en note 1a de l'annexe et constate, le cas échéant, des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application de l'article L.225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données servant à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 avril 2010  
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Pierre RIOU

C R E A  
Christophe BONTE

# Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements Réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2009

## Aux Actionnaires

Gévelot SA  
6, boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Rachat d'une quote-part de participation représentant 50 % des titres Dold Kaltfliesspressteile GmbH détenue antérieurement par la société filiale Gévelot Extrusion**

Administrateurs concernés : Paolo MARTIGNONI, Mario MARTIGNONI, Claudine BIENAIME, Roselyne MARTIGNONI, Charles BIENAIME, Philippe DESTOURS

Date d'autorisation du Conseil d'administration : le 9 avril 2009

Date de conclusion de la convention : le 29 mai 2009

Nature, objet et modalités de l'opération :

Rachat auprès de la société Gévelot Extrusion de 50 % des parts de la société allemande DOLD Kaltfliesspressteile GmbH, sur la base d'une étude réalisée par un évaluateur externe valorisant l'intégralité des parts de cette société à K€ 16 500.

Cette acquisition de titres portant sur la moitié des parts de la société DOLD Kaltfliesspressteile GmbH a pris effet le 31 décembre 2009. Le prix d'acquisition de K€ 8 250 a été réglé pour partie en espèces (K€ 2 000) et pour partie par compensation avec le compte-courant débiteur de Gévelot Extrusion inscrit dans les livres de Gévelot SA (K€ 6 250).

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre RIOU

C R E A

Christophe BONTE

# Résolutions

## soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010

### Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes, approuve ces Rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les Comptes Sociaux annuels 2009 qui font ressortir un résultat net bénéficiaire de 2 476 816,05 €.

### Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, connaissance prise des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les Comptes Consolidés annuels tels qu'ils sont présentés et faisant ressortir pour l'exercice 2009 un résultat net déficitaire de l'ensemble consolidé, part du Groupe, de 1,7 M€.

### Troisième Résolution

L'Assemblée Générale prend acte du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements réglementés visés par l'Article L.225-38 du Code de Commerce.

### Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de  
2 476 816,05 €  
majoré du report à nouveau antérieur de  
2 528 633,84 €  
constituant le bénéfice distribuable de  
5 005 449,89 €  
comme suit :

• Affectation à la réserve légale (5 % du résultat 2009)	123 840,80 €
• Affectation aux autres réserves	247 305,71 €
• Versement d'un dividende de (1,80 € x 957 543 actions)	<u>1 723 577,40 €</u> - 2 094 723,91 €
Solde en report à nouveau	<u>2 910 725,98 €</u>

Le dividende de 1,80 € par action (en retrait de 10 %), éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires d'un Crédit d'Impôt plafonné sera mis en distribution à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

L'Assemblée Générale rappelle que, conformément aux dispositions légales en vigueur, il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions servies	globales
2006	2,20	pm	957 543	957 543
2007	2,20	pm	957 543	957 543
2008	2,00	pm	957 543	957 543

### Cinquième Résolution

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Roberto BARABINO étant venu à son expiration, l'Assemblée Générale renouvelle son Mandat pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

### Sixième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Cette autorisation est donnée pour permettre l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément aux termes de la Onzième Résolution à caractère extraordinaire adoptée par l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires du 25 juin 2009.

Les opérations d'acquisition, de cession ou de transfert ci-dessus décrites pourront être effectuées par tout moyen compatible avec la Loi et la réglementation en vigueur, y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par acquisition ou cession de blocs.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les actions de la Société, sous réserve que cette offre soit réglée intégralement en numéraire et sous réserve des périodes d'abstention prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale fixe le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente résolution à 5 % du capital de la Société à la date de la présente assemblée, ce qui correspond à 47 877 actions de 35 euros de valeur nominale, étant précisé que dans le cadre de l'utilisation de la présente autorisation, le nombre d'actions auto détenues devra être pris en considération afin que la Société reste en permanence dans la limite d'un nombre d'actions auto détenues au maximum égal à 10 % du Capital Social.

L'Assemblée Générale décide que le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra pas dépasser 2 300 000 euros.

L'Assemblée Générale confère au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider la mise en œuvre de la présente autorisation,
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation boursière en vigueur,
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'Administration informera les actionnaires réunis en assemblée ordinaire annuelle de toutes les opérations réalisées en application de la présente résolution.

La présente autorisation est consentie pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente assemblée. Elle annule et remplace l'autorisation résultant de la Neuvième Résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009.

### **Septième Résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif au projet de transfert de la cotation des actions Gévelot S.A. d'Euronext vers Alternext, approuve le projet de transfert et autorise le Conseil d'Administration à demander l'admission desdites actions aux négociations sur Alternext et leur radiation des négociations sur Euronext-Nyse et à prendre toutes mesures nécessaires pour la réalisation et la publicité de ce transfert.

### **Huitième Résolution**

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice 2009.

### **Neuvième Résolution**

Pour faire toutes publications et dépôts prescrits par la Loi et généralement pour accomplir toutes formalités légales, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits des présentes.



# Rapport du Président aux Actionnaires

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce

## Sommaire

### **Rapport du Président concernant :**

La composition, les conditions de préparation et d'organisation des travaux  
du Conseil d'Administration,

La limitation des pouvoirs du Directeur Général,

L'Actionnariat,

Les procédures de Contrôle Interne.

### **Rapport des Commissaires aux Comptes**

Rapport établi en application de l'Article L. 225-235 du Code de Commerce, sur le Rapport  
du Président du Conseil d'Administration de la Société Gévelot pour ce qui concerne les  
procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information  
comptable et financière.

**Exercice 2009**

# Rapport du Président aux Actionnaires

## Prévu par l'Article L. 225-37 du Code de Commerce modifié par la Loi n° 2008-649 du 3 juillet 2008

### Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'Article L. 225 37, Alinéa 6, du Code de Commerce, j'ai, en ma qualité de Président Directeur Général de Gévelot S.A., fonctions auxquelles j'ai été désigné par le Conseil d'Administration du 15 février 2005, à vous rendre compte dans ce Rapport que je sou mets à votre approbation :

- de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration,
- des éventuelles limitations apportées aux Pouvoirs du Directeur Général,
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et notamment celles relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière des Comptes Sociaux et Consolidés.

Ce rapport précise également les modalités particulières relatives à la participation des Actionnaires à l'Assemblée Générale.

Ce rapport présente en outre, les principes et les règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux et il mentionne la publication des informations prévues par l'article L.225-100-3.

### Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

Conformément aux dispositions de l'Article 13 des Statuts, qui prévoient un nombre maximum d'Administrateurs fixé à quinze, le Conseil d'Administration est composé à ce jour de huit membres. La composition du Conseil d'Administration de Gévelot S.A est indiquée dans le Rapport de Gestion. Les nominations, remplacements ou renouvellements d'Administrateurs faits par le Conseil d'Administration sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration de Gévelot S.A compte actuellement deux Administrateurs indépendants. Ce nombre pourrait être porté à trois pour marquer la volonté du Groupe de se mettre en total accord avec le Code de Gouvernance Afep-Medef qui prévoit au moins un tiers d'Administrateurs indépendants pour les sociétés dont le Capital n'est pas dispersé.

La durée du mandat des Administrateurs est de trois ans (le Code de Gouvernance Afep-Medef, prévoit une durée maximale de 4 ans pour les mandats d'Administrateurs).

Chaque Administrateur doit actuellement détenir au moins 100 Actions nominatives de Gévelot S.A.

Le Groupe respecte le Code Afep-Medef pour le non-cumul des mandats d'Administrateur et de salarié de l'Entreprise.

Il n'y a pas eu de mandats sociaux confiés à des Dirigeants salariés postérieurement au 15 octobre 2008, date d'approbation par le

Conseil d'Administration de Gévelot S.A du Code de Gouvernance Afep-Medef du 6 octobre 2008.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt social l'exige et au minimum deux fois par an.

En 2009, il s'est réuni 4 fois, le 9 avril 2009, le 25 juin 2009, le 30 juillet 2009 et le 15 octobre 2009. Le taux moyen de présence des Administrateurs s'est élevé à 87,5 %.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président. Les dates de réunion sont fixées en début d'année.

En début de chaque séance, un Registre de Présence est dûment émargé par les Administrateurs présents ou par les Représentants autorisés ayant reçu pouvoir à cet effet.

Chaque réunion du Conseil d'Administration donne lieu à l'établissement d'un Procès Verbal qui est transmis aux Administrateurs pour examen et proposé à leur approbation lors du Conseil suivant.

Le Comité d'Audit, dont la création a été décidée par le Conseil d'Administration du 8 avril 2004, avait tenu sa réunion constitutive le 21 juin 2004.

Le Comité d'Audit s'est réuni 4 fois en 2009 : le 24 février 2009, le 3 avril 2009, le 28 juillet 2009 et le 18 novembre 2009.

Le Règlement intérieur, propre au Conseil d'Administration a été soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du 11 avril 2008.

### Limitation des pouvoirs du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général que j'exerce en ma qualité de Président du Conseil d'Administration m'ont été confirmées par le Conseil d'Administration du 15 février 2005, ma nomination intervenant à effet du 1<sup>er</sup> mars 2005.

Aucune limitation, autre que celles fixées par la Loi, n'a été apportée aux pouvoirs qui m'ont été conférés.

### Actionnariat

Il n'existe pas de clause particulière de participation des Actionnaires de Gévelot S.A aux Assemblées Générales ni de restrictions d'aucune sorte au Droit de vote.

A notre connaissance, il n'existe pas d'accords entre les Actionnaires qui pourraient entraîner des restrictions aux transferts d'Actions ou à l'exercice du droit de vote et par ailleurs, le capital du Groupe étant très peu dispersé, aucune mesure spécifique anti-OPA ne trouve de justification.

## Procédures de Contrôle interne

### 1. Gestion des Risques

Les procédures d'identification et de gestion des Risques sont décrites et explicitées dans le Rapport de Gestion.

## 2. Les procédures de contrôle interne en vigueur chez Gévelot S.A. ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des Personnes s'inscrivent dans le cadre défini par les Organes Sociaux pour orienter les activités du Groupe, par les Lois et Règlements applicables et par les valeurs, Normes et règles internes à chaque Filiale ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux Organes Sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société et de ses Filiales.

### Objectifs du Contrôle interne

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement maîtrisés ou éliminés.

### Rappel des travaux menés en 2009

Durant l'exercice 2009 le Groupe a principalement porté son attention sur les processus de contrôle et de suivi de certains secteurs sensibles (Trésorerie, Banque,...). Dans ce cadre, et avec l'approbation du Comité d'Audit, le Groupe a revu les habilitations bancaires de ses filiales et a redéfini de nouvelles procédures plus restrictives en matière de signatures.

Par ailleurs et en parallèle avec le point précédent, un processus de remontée des prévisions de Trésorerie a été mis en place. Ce point sera poursuivi sur l'exercice 2010.

Le Groupe a aussi évalué les risques, notamment de change, existant dans ses Filiales et a communiqué ses instructions en matière de couverture de change.

Par ailleurs, le Groupe a déployé auprès de ses Filiales la structure d'un Reporting «Groupe» standardisé dont l'objectif est d'améliorer les capacités d'analyse des résultats transmis et leur comparabilité aux budgets et plans stratégiques ainsi qu'aux Comptes semestriels et annuels. Les comptes communiqués au format IFRS permettent d'identifier, évaluer et contrôler de manière plus rapide les risques significatifs ou engagements hors-bilan.

Enfin, le Groupe mène des missions de revue des processus d'élaboration des budgets et plans stratégiques. Dans ce cadre, il revoit avec les différents Présidents de Filiales, les principales hypothèses retenues et leurs traductions effectives dans les différents tableaux de Résultats ou de Trésorerie.

Il s'assure de leur cohérence avec les Résultats passés, avec les perspectives annoncées au niveau national ou international. Les budgets et plans stratégiques sont utilisés notamment pour la détermination des Cash Flow futurs servant à la détermination des valeurs d'utilité dans le cadre de l'élaboration des Comptes Consolidés au format IFRS.

### Indissociabilité du contrôle interne et des opérations

Chacune des fonctions dans les différents métiers du Groupe Gévelot a la charge de définir sous la responsabilité du Président de la Filiale, son dispositif de contrôle pour réaliser et optimiser les opérations dont elle a la responsabilité, pour protéger les actifs mis en oeuvre et pour gérer les risques auxquels elle peut être confrontée et ceci dans le respect des procédures et niveaux de risques définis au niveau Groupe.

Les Présidents des Filiales s'appuient sur les Procédures et le Contrôle Interne Groupe pour s'assurer de l'efficacité des dispositifs de Contrôle

mis en place dans leurs entités. Ils suivent les remarques issues des Rapports du Contrôle Interne et proposent les solutions adaptées à leurs entités afin de permettre d'identifier et contrôler les opérations qui pourraient avoir un impact significatif sur les résultats actuels ou futurs du Groupe :

- Investissements majeurs,
- Prises de participations,
- Mesures de restructuration,
- Limitations des pouvoirs,
- Nouveaux marchés et marges,
- Environnement,
- Situation sociale.

### Le principe de délégation et de séparation des fonctions

Les délégations visent à responsabiliser chaque acteur dans son domaine propre d'activité sur le respect des décisions des Directions Générales et sur la conformité aux Lois et aux Règlements en vigueur en France ou dans les pays d'implantation des Filiales.

Le principe de la séparation des fonctions s'exerce surtout dans le domaine des fonctions opérationnelles et financières. Ces dernières, présentes dans toutes les Filiales, assurent la remontée et la fiabilité des informations vers les Dirigeants grâce à un système de reporting mensuel.

Le Service de Consolidation rassemble et contrôle les données financières et comptables et s'assure de leur homogénéité.

### Participant notamment à l'exercice du Contrôle interne du Groupe :

#### • Les Conseils d'Administration des Filiales

Dans chaque Filiale, particulièrement dans celles détenues à 100% par Gévelot S.A., le Conseil d'Administration, qui comprend toujours des Représentants de Gévelot S.A., fixe les orientations de l'activité de la Société et veille à leur bonne mise en oeuvre. Il suit la marche de la Société et procède aux contrôles et vérifications qu'il estime nécessaires.

#### • Le Comité d'Audit de Gévelot S.A.

Ce Comité est composé de trois Membres, Administrateurs du Groupe ou de Filiales du Groupe. Il a pour mission d'assurer un suivi de l'information financière, du contrôle interne et de la gestion des risques ainsi que du contrôle légal des comptes et de l'indépendance des Commissaires aux Comptes. Il rend compte régulièrement au Conseil d'Administration de ses travaux.

#### • Le Contrôle Financier Central

Le Contrôleur Financier Groupe :

- suit l'évolution de la trésorerie des Filiales,
- contrôle la nature des placements effectués dans le cadre de la gestion de la trésorerie,
- suit les reportings mensuels de chiffre d'affaires et de résultats et s'assure de leur pertinence, notamment par rapport aux budgets,
- suit la réalisation des investissements en fonction des budgets autorisés,
- participe à la mise en place auprès des Banquiers du Groupe des emprunts autorisés par les Conseils d'Administration en liaison avec les Directeurs Financiers des Filiales,

- s'assure de la bonne couverture des risques de toutes natures industriels, environnementaux, commerciaux, liés à l'activité de chaque Entreprise,
- contrôle la protection des Actifs du Groupe dans le cadre de polices d'assurances globales périodiquement actualisées,
- contrôle l'application des procédures Groupe.

### 3. Environnement du contrôle interne dans le cadre de l'information comptable et financière

#### La procédure budgétaire

La procédure budgétaire, qui permet de responsabiliser les Présidents-Directeurs Généraux des Filiales sur les objectifs, est un outil essentiel.

Chaque Filiale établit annuellement un budget de fonctionnement et d'investissement qui est présenté pour approbation au Comité de Direction, auquel participent le Président et le Directeur Général Délégué de Gévelot S.A., puis soumis au Conseil d'Administration de la Filiale.

#### Le reporting d'activité

Il est analysé et discuté par les Comités de Direction de chacune des Filiales, réunis mensuellement.

De plus, des réunions mensuelles pour chaque Filiale sont tenues au Siège de la Société Gévelot S.A., auxquelles assistent, outre les Présidents-Directeurs Généraux et Responsables concernés des Filiales, le Président et le Directeur Général Délégué de Gévelot S.A..

Le reporting mensuel permet de mesurer la performance des Filiales centres de profits, d'identifier et de traiter les problèmes éventuels en cours d'année.

#### La consolidation

Selon des procédures établies de façon à ce qu'après retraitement les états financiers produits par les Filiales soient homogènes, le Service de Consolidation de Gévelot S.A. procède, après contrôle, à leur consolidation au 30 juin et au 31 décembre de chaque année, sous référentiel international IFRS depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Par anticipation de futures mesures sur les délais et fréquences de publication, le Groupe a entamé une analyse et restructuration de son processus de consolidation des informations comptables et financières. Ceci s'est fait en parallèle de l'adoption des Normes IFRS par les sociétés cotées sur NYSE Euronext.

#### Information et Autorisation

Indépendamment du dispositif de reporting mensuel, qui permet la remontée de la mesure des performances opérationnelles, le suivi des positions de trésorerie est assuré de façon régulière. Ce suivi est assuré de façon hebdomadaire pour les secteurs où la situation financière est la plus difficile. D'une façon générale, ce suivi est réalisé dans une présentation simplifiée chaque mois et dans un format détaillé chaque trimestre.

Aucun investissement (hors budget approuvé), emprunt, engagement financier de quelque nature que ce soit, ne peut être réalisé sans autorisation préalable des Conseils d'Administration des Filiales concernées.

#### Plan d'action

En complément du reporting Comptable et financier, il est prévu d'élaborer un cadre homogène de présentation des informations commerciales, industrielles ou sociales pour les entités du Groupe.

Ces informations seront jointes en complément des reportings financiers et revues et analysées lors des comités mensuels de pilotage.

### 4. Modalités de détermination des rémunérations et avantages accordés aux mandataires Sociaux

Le mode et le montant de la rémunération des Dirigeants sont fixés par le Conseil d'Administration.

La rémunération des Dirigeants comprend une partie fixe et une partie variable dont les modalités de détermination sont arrêtées chaque année par le Conseil d'Administration. La part variable est fondée sur la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs propres à la Société.

Ils ne bénéficient d'aucun avantage spécifique lié aux retraites.

Concernant les autres mandataires Sociaux, le Conseil d'Administration détermine les règles de répartition entre ses membres des Jetons de présence alloués par l'Assemblée générale. Les règles de répartition pour 2009 sont identiques à celles de 2008 (en 2008, les Jetons de présence ont été répartis en divisant le montant total alloué annuellement par le nombre d'Administrateurs et attribués prorata temporis en cas de nomination en cours d'exercice). Le montant global des Jetons de présence des Administrateurs a été fixé à 64 000 euros pour 2009.

Les membres du Comité d'Audit se sont répartis des Jetons de présence pour un total de 4000 Euros pour l'exercice 2009. Les règles de répartition sont les mêmes qu'en 2008 (et la répartition suit la même règle que pour les Membres du Conseil d'Administration).

Les Jetons de présence sont attribués et répartis de la même manière dans les Filiales du Groupe.

**Paolo MARTIGNONI**

Président-Directeur Général

# Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le Rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Gévelot SA

Exercice clos le 31 décembre 2009

## Aux Actionnaires

Gévelot SA  
6, boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Gévelot SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

## Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

## Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre RIOU

C R E A

Christophe BONTE



# Rapport sur les Informations Sociales et Environnementales

## Sommaire

<b>Préambule</b>	page 87
<b>Informations sociales</b>	
1. Informations liées à l'effectif des Sites Français	page 88
2. Organisation du temps de travail	page 90
3. Rémunérations	page 90
4. Relations professionnelles	page 91
5. Conditions d'hygiène et de sécurité	page 91
6. Formation	page 92
7. Emploi et insertion des Travailleurs handicapés	page 93
8. Œuvres sociales	page 93
9. Sous-traitance	page 93
<b>Informations environnementales</b>	
1. Consommation des ressources	page 94
2. Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées	page 99
3. Démarches d'évaluation et de certification	page 99
4. Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité aux dispositions législatives et réglementaires	page 100
5. Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité du Groupe sur l'environnement	page 100
6. Moyens consacrés à la gestion de l'environnement, à la formation et l'information des salariés	page 101
7. Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	page 101
8. Indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement	page 102
9. Objectifs assignés aux filiales étrangères en matière d'environnement	page 102



# Informations sociales et environnementales

## Préambule

Depuis la Loi dite NRE (Article 116 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux Nouvelles Régulations Economiques), les Sociétés françaises sont tenues de préciser dans leur Rapport de Gestion la manière dont elles prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité.

Ces dispositions ont pris effet à partir de la publication du Rapport Annuel portant sur l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La liste des informations à fournir par les Sociétés a été fixée par le Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 pris en application de l'Article L. 225-102-1 du Code de Commerce et modifiant le Décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les Sociétés Commerciales et créant les Articles 148-2 et 148-3.

L'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dans le cadre de ses Recommandations, a souligné que : «Les risques et charges environnementaux pouvant avoir des conséquences importantes sur la situation financière des Sociétés Cotées, elle avait donc déjà été amenée à attirer l'attention de ces Entreprises sur l'importance de l'information à fournir en matière de politique environnementale et de ses impacts financiers».

Comme pour les précédentes éditions, la Société Gévelot S.A., holding financier du Groupe Gévelot a choisi de produire ce Rapport au titre des activités industrielles de ses principales filiales françaises ventilées par secteur de la manière suivante :

## Extrusion à froid/Usinage

**Gévelot Extrusion** : regroupant l'ensemble de l'activité Extrusion du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, elle est actuellement l'un des leaders européens de la fabrication de pièces forgées à froid et à mi-chaud pour l'industrie automobile,

## Pompes/Technologie des fluides

**PCM** : créée en 1932 par Robert Bienaimé et René Moineau inventeur du principe de la pompe à rotor excentré qui porte son nom, elle figure parmi les premiers fabricants mondiaux de pompes volumétriques pour le transfert et le dosage des fluides,

## Mécanique/Equipements moteurs et gaz

**Gurtner** : fondée en 1907, elle conçoit et fabrique des produits destinés à la circulation des fluides, notamment dans le domaine des équipements moteurs (carburateurs pour deux-roues) et des équipements gaz.

### Périmètre du Rapport

Les données publiées dans ce Rapport concernent l'ensemble des sites de production français du Groupe Gévelot.

# Informations sociales

## 1. Informations liées à l'effectif des Sites Français

### 1.1 Effectif total hors intérim au 31 décembre 2009

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	Total au 31.12.2009	Rappel 2008			
					Cadres	Etam	Ouvriers	Total
Extrusion à froid / Usinage	39	82	345	466	43	97	407	547
Pompes / Technologie des Fluides	129	55	105	289	143	62	116	321
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	6	39	53	98	9	48	70	127
<b>TOTAL</b>	<b>174</b>	<b>176</b>	<b>503</b>	<b>853</b>	<b>195</b>	<b>207</b>	<b>593</b>	<b>995</b>

L'effectif global au 31 décembre 2009 est en baisse de 14 % par rapport celui de l'année 2008. Ceci s'explique principalement par les effets de la crise mondiale qui ont contraint les filiales du Groupe à mettre en place des mesures de restructuration, notamment en ce qui concerne les effectifs, afin de s'adapter aux nouvelles conditions économiques.

Dans le Secteur Extrusion, l'effectif a baissé de 15 % du fait des restructurations (Plans de Sauvegarde de l'Emploi) menées sur l'ensemble des Sites en février et septembre 2009.

Dans le Secteur Pompes, l'effectif est en baisse de 10 %, principalement du fait de la fermeture du Site de Rambouillet (Yvelines) qui a entraîné le licenciement de 15 personnes mais aussi du moins grand nombre de recrutements ouvriers en contrats à durée déterminée.

Dans le Secteur Mécanique, les difficultés structurelles persistantes, aggravées par la crise ont nécessité des réductions d'effectifs (- 23 %), notamment dans le personnel de structure.

Dans tous les cas, les départs naturels ou non, n'ont pas été remplacés et les embauches réduites au strict nécessaire.

### 1.2 Embauches

Secteurs	Cadres		Etam		Ouvriers		Total au 31.12.2009		Rappel 2008	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Extrusion à froid / Usinage	5	0	1	0	0	0	6	0	14	2
Pompes / Technologie des Fluides	5	2	1	2	0	5	6	9	25	16
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0	0	0	0	0	0	0	0	6	2
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>9</b>	<b>45</b>	<b>20</b>

Pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus, liées à l'aggravation brutale de la situation économique, les embauches du Groupe ont baissé de 67,7 % par rapport à 2008.

Dans le Secteur Extrusion et le Secteur Pompes les recrutements ont principalement consisté en 2009 à remplacer les départs naturels ou les promotions sur des postes clef. En ce qui concerne le Secteur Mécanique, du fait des difficultés structurelles et économiques, aucune embauche n'a été réalisée en 2009.

### 1.3 Licenciements et leurs motifs

Secteurs	Cadres		Etam		Ouvriers		Total 2009	Rappel 2008
	écono- mique	indivi- duel	écono- mique	indivi- duel	écono- mique	indivi- duel		
Extrusion à froid / Usinage	2	3	11	0	49	7	72	18
Pompes / Technologie des Fluides	10	1	5	0	0	0	16	3
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	2	0	5	0	9	1	17	2
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>58</b>	<b>8</b>	<b>105</b>	<b>23</b>

En 2009, les licenciements ont été multipliés par 3,5 du fait des plans sociaux liés aux mesures de restructuration rendues nécessaires par la crise économique mondiale.

Dans le Secteur Extrusion, la moitié des départs pour motif économique s'est faite sur la base du volontariat, 15 personnes étant encore en préavis ou en congé de reclassement au 31 décembre 2009.

Dans le Secteur Pompes, les licenciements correspondent à la fermeture du Site de Rambouillet (Yvelines) et du plan social qui en a découlé.

Dans le Secteur Mécanique, les mauvais résultats passés et les perspectives difficiles, aggravées par la crise économique, ont nécessité la mise en œuvre de deux plans de licenciements économiques de 9 et 7 personnes en mars et septembre 2009.

## 1.4 Heures supplémentaires

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	Total 2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	0	953	5 106	6 059	10 147
Pompes / Technologie des Fluides	0	0	0	0	191
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0	0	0	0	495
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>953</b>	<b>5 106</b>	<b>6 059</b>	<b>10 833</b>

Dans le Secteur Extrusion, du fait de la très faible activité en début d'année, le principe de la modulation a été suspendu pour l'année 2009 afin de recourir au chômage partiel (une semaine par mois en moyenne au premier semestre). Cependant, en fin d'année, un ajustement a dû être fait en recourant aux heures supplémentaires pour faire face à une reprise d'activité résultant de l'augmentation des ventes de véhicules liée à la prime à la casse.

Dans un contexte de baisse d'activité, plus sensible au second semestre, le Secteur Pompes a également mis en place des mesures de chômage partiel de septembre à novembre 2009 et, de ce fait, n'a pas eu recours aux heures supplémentaires.

Dans le Secteur Mécanique, il n'a pas été nécessaire d'effectuer d'heures supplémentaires en raison de la baisse d'activité et des difficultés économiques.

## 1.5 Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	Total 2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	0,00	0,00	1,93	1,93	27,60
Pompes / Technologie des Fluides	0,00	0,33	0,00	0,33	13,15
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0,00	0,00	0,00	0,00	9,25
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,33</b>	<b>1,93</b>	<b>2,26</b>	<b>50</b>

Déjà considérablement réduit depuis plusieurs années, le recours aux travailleurs temporaires a considérablement diminué dans le Groupe et a été totalement supprimé dans le Secteur Mécanique en 2009. En ce qui concerne le Secteur Extrusion, quelques intérimaires ont été employés en fin d'année sur le Site d'Offranville (Seine Maritime) pour remplacer des salariés absents. Dans le Secteur Pompes, contrairement aux années précédentes, il n'y a pas eu de remplacement des salariés absents pendant la période des vacances d'été.

## 1.6 Plan de sauvegarde de l'emploi

Deux Plans de Sauvegarde de l'Emploi ont été mis en place en 2009 dans le Secteur Extrusion. Le premier en février 2009 a concerné 46 postes (Laval 15, Offranville 13, Toucy 14, Centre Technique et de Développement 3, Levallois 1), le second, en juin 2009 a concerné 40 postes (Laval 21, Offranville 17, Centre Technique et de Développement 2).

Un Plan de sauvegarde de l'emploi a été réalisé dans le Secteur Pompes sur le Site de Rambouillet (Yvelines) en 2009. Il a concerné 31 personnes (15 licenciements et 16 transferts) et a été réalisé à la suite de la fermeture et du redéploiement de ce Site sur ceux de Vanves (Hauts de Seine) et de Champocé-sur-Loire (Maine et Loire).

Dans le Secteur Mécanique, deux plans de licenciements économiques ont été mis en oeuvre en mars et septembre 2009.

## 2. Organisation du temps de travail

### 2.1 Durée hebdomadaire du temps de travail

Secteurs	Salariés à temps plein	Salariés à temps partiel
Extrusion à froid / Usinage	35 heures	28 / 18,5 heures
Pompes / Technologie des Fluides	35 heures	17,5 / 28 heures
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	35 heures	24 heures

Comme indiqué au point 1.4, l'accord de modulation en vigueur dans le Secteur Extrusion a été suspendu pour l'année 2009 en raison de la faible activité constatée au 1<sup>er</sup> semestre qui ne permettait pas un équilibre en fin d'année.

### 2.2 Absentéisme

L'absentéisme est exprimé par le ratio du nombre d'heures d'absence sur le nombre d'heures possibles de travail (les taux ci-dessous ne tiennent pas compte des absences maladie de longue durée).

Secteurs	2009			Rappel 2008		
	Cadres	Etam	Ouvriers	Cadres	Etam	Ouvriers
Extrusion à froid / Usinage	0,50 %	1,67 %	2,85 %	0,56 %	2,36 %	3,88 %
Pompes / Technologie des Fluides	1,98 %	2,06 %	4,32 %	2,30 %	3,30 %	4,80 %
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0,00 %	3,26 %	4,68 %	0,00 %	2,79 %	4,04 %

Globalement, l'absentéisme est en baisse par rapport à 2008. Dans le Secteur Extrusion, la baisse, qui a concerné l'ensemble des Sites, est liée à l'évolution des pratiques managériales et au contexte social.

Les mesures mises en places dans les années passées dans le Secteur Pompes continuent de produire leurs effets et ont permis une nouvelle baisse des taux dans toutes les catégories en 2009.

Dans le Secteur Mécanique, seul concerné par une hausse de l'absentéisme dans une seule catégorie socio-professionnelle, les périodes d'incertitude économique et d'inquiétude sociale ont été propices à un regain d'absentéisme, aggravé par quelques cas de longues maladies.

## 3. Rémunérations

### 3.1 Evolution de la masse salariale

Secteurs	DADS 2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	13 731 428 €	15 435 475 €
Pompes / Technologie des Fluides	11 585 953 €	11 578 308 €
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	3 152 259 €	3 694 165 €
<b>TOTAL</b>	<b>28 469 640 €</b>	<b>30 707 948 €</b>

Dans le Secteur Extrusion, la baisse de 11 % constatée par rapport à 2008 correspond aux diminutions d'effectifs mais aussi aux effets d'une politique salariale rigoureuse.

La masse salariale du Secteur Pompes est restée relativement stable en 2009 par rapport à 2008, les baisses dues aux départs ayant été compensées par les indemnités de licenciement correspondantes.

Dans le Secteur Mécanique, la masse salariale a fortement diminué (- 14,7 %) du fait des départs intervenus en 2009.

### 3.2 Participation et Intéressement des Salariés

Les salariés du Secteur Pompes ont perçu en 2009 un montant global de 264 K€ au titre de la participation aux Résultats de l'Entreprise (contre 350 K€ en 2008) et de 196 K€ au titre de l'Accord d'intéressement en vigueur (contre 198 K€ en 2008).

Dans les autres Secteurs, la situation économique n'a pas permis de distribuer de participation ni d'intéressement pour les filiales disposant de tels accords.

### 3.3 Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Toutes les filiales du Groupe Gévelot respectent les obligations inscrites dans le cadre de la Loi du 13 juillet 1983 ainsi que celles contenues dans les nouveaux articles L 1142-6 et R 3221-2 du Code du Travail édictant le principe de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans l'évolution de leur carrière, tant en ce qui concerne leur formation que leur rémunération et leur position hiérarchique dans l'Entreprise.

## 4. Relations professionnelles

Les différents Organes représentatifs du Personnel présents dans le Groupe Gévelot sont :

Comité de Groupe	CG
Comités centraux d'entreprise	CCE
Comités d'entreprise	CE
Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	CHSCT
Délégués du personnel	DP
Délégués syndicaux	DS

### 4.1 Représentation du Personnel par Secteur d'activité

Secteurs	DP	CE	CHSCT	DS	Organisations syndicales				
					CGC	CGT	CFDT	CFTC	FO
Extrusion à froid / Usinage	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Pompes / Technologie des Fluides	x	x	x	x	x	x	x		
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz		x	x						

### 4.2 Accords collectifs

Secteurs	ARTT	Intéressement	Participation	Accord syndical
Extrusion à froid / Usinage	x		x	x
Pompes / Technologie des Fluides	x	x	x	x
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	x	x	x	

Dans tous les Secteurs du Groupe, selon le cas, des accords ou plans d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés ont été mis en place fin 2009.

## 5. Conditions d'hygiène et de sécurité

Les Filiales du Groupe Gévelot s'efforcent d'améliorer constamment la sécurité et les conditions de travail de leurs salariés.

Le suivi et l'analyse de deux ratios permettent de vérifier l'efficacité de ces mesures : le taux de fréquence (nombre d'accidents de travail avec arrêt par million d'heures travaillées) et le taux de gravité (nombre de journées perdues par millier d'heures travaillées)

Secteurs	Cadres		Etam		Ouvriers	
	fréquence	gravité	fréquence	gravité	fréquence	gravité
Extrusion à froid / Usinage	-	-	-	-	14,3	0,4
Pompes / Technologie des Fluides	-	-	24,5	0,5	57,7	2,3
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	ns	ns	ns	ns	-	-

ns = non significatif

Dans le Secteur Extrusion, les efforts engagés en 2008 et maintenus en 2009 ont permis d'améliorer de façon significative les performances en matière d'accident du travail sur l'ensemble des Sites. Les actions de communication auprès du personnel par le biais d'affichage, la sensibilisation au moyen d'audits hebdomadaires de sécurité, les campagnes d'affichage des règles de base des gestes et comportements, les actions de rangement des postes de travail ont été des vecteurs de prise de conscience pour l'ensemble du personnel et d'amélioration des performances dans le domaine de la Sécurité. Enfin, des actions de prévention, réalisées à la suite d'accidents ou presque accidents entre les différents équipements et/ou les différentes usines, ont contribué à réduire considérablement les risques d'accidents.

Dans le Secteur Pompes, deux accidents de trajets dans la catégorie socio-professionnelle des Etam ont pénalisé le taux 2009, à zéro en 2008. Les taux des autres catégories sont en amélioration sensible sur ceux de l'année précédente.

Après la dégradation constatée en 2008, le renforcement des mesures préventives a permis d'obtenir une nette amélioration des taux du Secteur Mécanique où aucun accident n'a été à déplorer en 2009.

## 6. Formation

### 6.1 Pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation des Salariés

Secteurs	2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	2,70 %	2,00 %
Pompes / Technologie des Fluides	1,35 %	1,96 %
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	1,02 %	1,48 %

En dépit de la situation économique difficile, le Secteur Extrusion a augmenté en 2009 son effort de formation, notamment en période de faible activité pendant le 1er semestre 2009 et sur l'ensemble de ses Sites.

Dans le Secteur Pompes, la baisse des actions de formation est directement liée à la mauvaise conjoncture économique, les formations ayant été limitées à celles en lien avec des projets stratégiques et à celles relatives à la sécurité et/ou obligatoires (permis de caristes par exemple).

Les montants consacrés à la formation dans le Secteur Mécanique sont en baisse par rapport à 2008, les actions de formation ayant principalement bénéficié aux salariés licenciés en congés de reclassement mais dont les salaires n'ont pu être imputés au budget de formation continue.

### 6.2 Nombre d'heures de formation

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	1 052	2 685	5 473	9 250	6 119
Pompes / Technologie des Fluides	1 435	348	1 141	2 924	3 915
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	112	417	96	625	728
<b>TOTAL</b>	<b>2 639</b>	<b>3 450</b>	<b>6 710</b>	<b>12 799</b>	<b>10 762</b>

Le nombre global d'heures de formation est en augmentation notable en 2009 dans le Secteur Extrusion (+ 51,2 %), principalement du fait de l'option retenue de renforcer les formations pendant les périodes de faible activité. Ces formations ont essentiellement concerné le «Lean Manufacturing» et profité à toutes les catégories socio-professionnelles.

Dans les autres Secteurs du Groupe, Pompes et Mécanique, la baisse du nombre d'heures de formation est en relation directe avec la baisse des montants qui ont pu y être consacrés en 2009.

### 6.3 Nombre de Salariés ayant suivi une ou plusieurs formations en 2009

Le nombre de stagiaires indiqué ci-dessus peut être inférieur au nombre total de formations, chaque Salarié n'étant pris en compte qu'une seule fois, qu'il ait suivi une ou plusieurs formations au cours de l'année.

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	33	64	304	401	246
Pompes / Technologie des Fluides	72	28	45	145	183
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	2	13	4	19	28
<b>TOTAL</b>	<b>107</b>	<b>105</b>	<b>353</b>	<b>565</b>	<b>457</b>

Dans le Secteur Extrusion, le choix de renforcer les formations pendant les périodes de faible activité s'est traduit à la fois par un plus grand nombre d'heures de formation et un plus grand nombre de stagiaires en 2009 (+ 63 %).

En revanche, dans les autres Secteurs, les baisses du nombre de formations se sont aussi traduites par une baisse du nombre de stagiaires, et ce, malgré l'élargissement, dans le Secteur Mécanique, de l'accès à la formation en période de faible activité, notamment par l'usage du DIF (Droit Individuel à la Formation).

## 7. Emploi et insertion des Travailleurs handicapés

Nombre de travailleurs handicapés employés dans le Groupe au 31.12.2009

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	0	1	10	11	13
Pompes / Technologie des Fluides	0	1	3	4	2
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0	0	1	1	3
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>18</b>

## 8. Œuvres sociales

Sommes versées au titre des œuvres sociales

Secteurs	2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	359 442 €	366 504 €
Pompes / Technologie des Fluides	163 657 €	156 269 €
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	52 671 €	53 642 €
<b>TOTAL</b>	<b>575 770 €</b>	<b>576 415 €</b>

Dans le Secteur Extrusion, la baisse des sommes versées au titre des œuvres sociales est la conséquence logique de la baisse des effectifs survenues en 2009. Dans ce Secteur, une partie de ces fonds est consacrée au financement de la mutuelle obligatoire sur le Site de Laval (Mayenne).

L'augmentation du montant constaté pour le Secteur Pompes provient essentiellement de la poursuite de la réévaluation du pourcentage des œuvres sociales attribué au Comité d'Entreprise du Site de Vanves (Hauts de Seine) afin, par mesure d'égalité, de l'aligner sur le pourcentage de celles attribuées au Comité d'Entreprise du Site de Champtocé (Maine-et-Loire)

Dans le Secteur Mécanique, la baisse des sommes consacrées aux œuvres sociales est due à la diminution de la masse salariale ainsi qu'au moindre nombre de primes de présence ayant pu être attribuées en 2009 et entrant dans ce montant.

## 9. Sous-traitance

Coût des achats de sous-traitance industrielle

Secteurs	2009	Rappel 2008
Extrusion à froid / Usinage	394 797 €	627 034 €
Pompes / Technologie des Fluides	1 797 508 €	2 908 020 €
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	169 229 €	242 155 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 361 534 €</b>	<b>3 777 209 €</b>

Dans les trois Secteurs d'activité du Groupe, la baisse des montants consacrés à la sous-traitance (- 37,5 %) est très directement liée à celle de l'activité en 2009, avec, pour le Secteur Pompes, une réintégration en interne d'activités précédemment sous-traitées.

# Informations environnementales

## 1. Consommation des ressources

Soucieux de réduire chaque année davantage son impact sur l'environnement, et conscient du caractère limité et non renouvelable de certaines ressources, le Groupe Gévelot a poursuivi en 2009 ses efforts pour limiter les consommations d'énergie et de matières premières liées à ses activités industrielles.

L'acier reste la matière première la plus utilisée et l'électricité la source d'énergie principale, le gaz n'étant plus utilisé que dans le Secteur Extrusion.

En ce qui concerne la consommation d'eau qui reste une préoccupation majeure pour toutes les filiales industrielles du Groupe, la dégradation due à des fuites accidentelles constatées en 2008 a fait l'objet de mesures correctives dans le Secteur Extrusion. De ce fait, en 2009, la consommation d'eau a de nouveau baissé, de façon significative pour revenir à un niveau inférieur à celui de 2007.

### 1. 1. Ressources utilisées

Ressources	Secteurs	Consommations		
		2009	2008	
<b>Matières premières (en tonnes)</b>	<b>(acier<sup>(*)</sup>, zamak, élastomères, divers...)</b>	Extrusion à froid / Usinage	13 906	20 451
		Pompes / Technologie des Fluides	796	1 201
		Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz	87	114
		<b>TOTAL</b>	<b>14 789</b>	<b>21 766</b>
<b>Energies</b>	<b>électricité (en MWh)</b>	Extrusion à froid / Usinage	20 931	27 587
		Pompes / Technologie des Fluides	4 436	4 895
		Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz	823	984
		<b>TOTAL</b>	<b>26 190</b>	<b>33 466</b>
	<b>gaz (en MWh et tonnes)</b>	Extrusion à froid / Usinage (MWh)	22 325	27 409
		Pompes / Technologie des Fluides (Tonnes)	0	10
		Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz (Tonnes)	0	0
		<b>TOTAL</b>	<b>22 325</b>	<b>27 419</b>
	<b>fuel (en tonnes)</b>	Extrusion à froid / Usinage	0	0
		Pompes / Technologie des Fluides	50	50
		Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz	0	0
		<b>TOTAL</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
	<b>Eau (en milliers de m³)</b>	Extrusion à froid / Usinage	74	103
Pompes / Technologie des Fluides		3	4	
Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz		2	2	
<b>TOTAL</b>		<b>79</b>	<b>109</b>	

(\*) l'acier représente pour le Secteur Extrusion plus de 80 % des matières premières consommées

La baisse globale des consommations constatée sur tous les sites par rapport à 2008 est également due en 2009 pour une part importante à la baisse d'activité liée à la crise économique mondiale actuelle. En effet, les baisses d'activité ont entraîné une baisse de consommation des ressources : moins d'heures productives, moindre consommation de matières premières, etc...

Les résultats de 2009 traduisent néanmoins aussi la persistance de l'engagement du Groupe Gévelot à maîtriser sa consommation d'énergie et de matières premières avec un mix énergétique relativement stable laissant un rôle très marginal au fuel.

## Actions mises en œuvre

Depuis plusieurs années, les efforts des Filiales du Groupe portent plus particulièrement sur la mise en place de dispositifs ou de processus permettant, à production égale, la réduction de la consommation d'énergie.

C'est dans ce but notamment, que des sources d'énergies moins polluantes telles que l'électricité et le gaz naturel ont désormais remplacé le fuel qui n'est plus utilisé que dans le Secteur Pompes à des fins de chauffage et dans des proportions non significatives.

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Mise en place d'un groupe «énergie» sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime) Réduction des températures des process (traitement thermique et de surface) sur le Site de Laval (Mayenne) afin de diminuer la consommation d'énergie
Pompes / Technologie des Fluides	Respect des démarches environnementales pour la construction du nouveau bâtiment avec récupération des eaux de pluie, chauffe-eau solaires et système de régulation climatique géothermique (puits canadien). Collecte et analyse des données issues de la Gestion Technique Centralisée afin d'optimiser les consommations d'électricité Mise en place d'une pompe à chaleur pour le chauffage de l'atelier (couplé avec la chaufferie fuel) Installation de cellules de détection de présence pour l'éclairage
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Reconduction des analyses mensuelles de l'eau de la tour aéroréfrigérante Etude de faisabilité de réduction des puissances souscrites auprès d'EdF

## Objectifs

- Modifier la formulation des bains afin d'optimiser le rendement des opérations de traitement de surface et espacer la fréquence des vidanges (Secteur Extrusion).
- Centraliser les moyens de production dans un seul atelier pour réduire les coûts de chauffage sur le Site de Toucy (Secteur Extrusion).
- Effectuer une surveillance hebdomadaire des réseaux d'eau (Secteur Extrusion)
- Optimiser le fonctionnement de la pompe à chaleur (Secteur Pompes)
- Analyser les consommations d'eau par secteur avec mise en place de nouveaux compteurs afin de localiser plus rapidement et traiter les éventuelles anomalies au moyen de la Gestion Technique Centralisée

## 1.2 Rejets dans l'air

### Nature des émissions atmosphériques

Les principaux rejets susceptibles d'être émis dans l'atmosphère par les filiales industrielles du Groupe Gévelot sont des composés organiques volatils (COV) provenant de solvants ou des gaz à effet de serre (CO2) dégagés par les fours et certaines presses (presses à zamak).

Les autres rejets sont composés de poussières (ébavurage, polissage), de brouillards huileux (aérosols), de vapeurs d'eau (moulage, usinage, tours aéroréfrigérantes) et de particules de combustion (oxydes métalliques) ou de phosphatation (activité de traitement de surface).

Depuis plusieurs années, des mesures ont été mises en œuvre afin de réduire à leur source par l'utilisation de dispositifs ou de produits adaptés ou à l'émission par des systèmes de filtration, les substances susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives.

## Actions mises en œuvre

### Secteurs

### Actions

Extrusion à froid / Usinage	Amélioration des dispositifs d'aspiration en sortie de presses sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime)  Mise en place de sècheurs d'air dans le réseau d'air comprimé sur le Site de Laval (Mayenne) dans le cadre de la campagne d'amélioration et de réduction des rejets atmosphériques  Installation d'extracteurs d'air sur les deux tunnels de lavage du Site de Toucy (Yonne)
Pompes / Technologie des Fluides	Nettoyage des climatisations et du système d'aspiration du laboratoire  Mise en place d'une nouvelle installation de peinture n'utilisant pas de solvants  Maîtrise des produits dangereux intégrés à la production, chaque fiche de données de sécurité étant soumise à acceptation par le service « Progrès » avant utilisation
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Recensement des points sensibles suite à la mise en place d'une filtration des brouillards d'huile sur une machine transfert d'usinage

### Objectifs

- Couvrir les bains de traitement de surface du Site d'Offranville le week-end afin de limiter les déperditions calorifiques et réduire les consommations de chauffage des bains (Secteur Extrusion)
- Installer des compteurs sectoriels en sortie des transformateurs pour affiner le suivi de la consommation électrique du Site d'Offranville (Secteur Extrusion)
- Réduire de 10 % la consommation électrique du Site de Laval (Secteur Extrusion)
- Analyser et mettre en œuvre le bilan carbone dans les deux prochaines années tant en ce qui concerne la sensibilisation du personnel dans ses modes de transport que sur la maîtrise de ses rejets durant son activité (Secteur Pompes)
- Mettre en place une aspiration sur la cabine de nettoyage des moules ainsi que sur la tête de soudure orbitale pour récupérer et analyser les poussières et effluents avant leur rejet dans l'atmosphère (Secteur Pompes)
- Réaliser une nouvelle campagne de mesures des rejets atmosphériques sur l'ensemble du Site de Champtocé-sur-Loire (Secteur Pompes)
- Réactualiser le dossier d'autorisation d'exploiter suite à l'intégration de l'activité du Site de Rambouillet dans le Site de Champtocé-sur-Loire (Secteur Pompes)
- Effectuer un contrôle de la qualité de l'air dans l'unité fonderie-usinage pour vérifier les améliorations obtenues (Secteur Mécanique)

## 1.3 Les rejets dans l'eau et le sol

### Nature des rejets

Les rejets aqueux des sites industriels sont de deux ordres : eau de ville et eau industrielle. Ils proviennent essentiellement des process industriels (lavage, rinçage, condensats, rejets des stations de détoxification), des eaux de ruissellement ou d'éventuelles fuites sur les machines ou les canalisations.

D'une façon générale, les filiales industrielles du Groupe Gévelot maîtrisent leurs rejets dans l'eau et le sol. Néanmoins certains points peuvent encore être améliorés, notamment sur les zones de stockage de déchets où les effets négatifs des ruissellements d'eaux de pluie restent à éliminer sur certains sites.

## Actions mises en œuvre

### Secteurs

Extrusion à froid / Usinage	Sécurisation des caniveaux de rejets des eaux de traitement de surface par l'ajout d'une « double peau » sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime)  Réduction de 39 % de la consommation d'eau de ville et de 22 % de la consommation d'eau industrielle sur le Site de Laval (Mayenne). Ces résultats ont été obtenus grâce à un suivi de l'état des réseaux et à une gestion rigoureuse des by-pass eau de ville/eau industrielle ainsi qu'à la réduction des débits du four ATI et à la fermeture des énergies des installations hors production.  Collecte et traitement exhaustif des condensats d'air comprimé sur le site de Toucy (Yonne)
Pompes / Technologie des Fluides	Modification de l'installation de traitement de surface afin que les eaux de rinçage soient déversées dans le dégraisseur.  Analyse des rejets dans l'eau
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Poursuite de l'analyse bimestrielle des rejets conformément à la Convention passée avec la ville de Pontarlier et la Communauté de Communes en 2007

## Objectifs

- Réduire les risques de légionellose dans les tours aéroréfrigérantes du Site d'Offranville par l'installation d'adoucisseurs d'eau permettant de supprimer le tartre et donc de limiter la propagation des bactéries et remplacer les produits de traitement par des solutions à base d'enzymes, plus respectueux de l'environnement (Secteur Extrusion)
- Remplacer les produits de traitement des adoucisseurs d'eau de tous les sites par des solutions à base d'enzymes, plus respectueux de l'environnement (Secteur Extrusion)
- Etudier la mise en place d'un nouveau déshuileur-débourbeur sur le Site de Toucy en sortie finale des eaux (Secteur Extrusion)
- Installer des obturateurs d'égouts pour supprimer tous risques de pollution du réseau d'eaux pluviales (Secteur Pompes)
- Mettre en place une étanchéité sur le réseau interne des eaux pluviales et usées afin de maîtriser tous risques de pollution (Secteur Pompes)
- Mettre en place des procédures d'urgence pour obtenir une meilleure réactivité du Personnel en cas de rejet accidentel (Secteur Mécanique)

## 1.4 Nuisances sonores, olfactives et diverses

Les process industriels des filiales du Groupe Gévelot ne sont pas, à priori, de nature à générer des nuisances olfactives. Néanmoins, le cas échéant, celles-ci seraient traitées par les dispositifs d'aspiration mis en place pour le traitement des rejets dans l'air.

En revanche, les risques de nuisances sonores résultant de l'activité industrielle font l'objet de mesures de contrôle régulières et un certain nombre de sites industriels disposent désormais de cartographies de bruit en limite de propriété.

### Actions mises en œuvre

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Cartérisation de la station de déchargement de la ligne de traitement de surface sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime) afin de réduire les nuisances sonores Campagne de mesure de bruit en interne sur le Site de Laval (Mayenne) pour vérifier le respect des exigences légales suite à l'installation de compresseurs d'air comprimé Remise en état des bols vibrants d'usinage et automatisation de la porte de déchargement du Service Expédition à Toucy pour en réduire l'impact sonore en fonctionnement
Pompes / Technologie des Fluides	Contrôle des émanations de fumées de soudure effectué en collaboration avec la CRAM et la médecine du travail Nouvelle campagne de mesures sonores externes suite à l'extension des bâtiments
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Validation et extension du nombre de personnes portant des protection auditives personnalisées, adaptées à l'environnement de la fonderie Mise en place d'une aspiration sur le poste de dépose de colle cyanoacrylate

## Objectifs

- Engager un programme de contrôle réglementaire de mesures de bruit en limite de propriété sur l'ensemble des Sites industriels (Secteur Extrusion)
- Concentrer les activités de production du Site de Toucy au centre de l'atelier afin d'éviter les nuisances sonores dans la zone d'expédition adjacente (Secteur Extrusion)
- Mettre en œuvre une nouvelle campagne de mesures sonores en interne (Secteur Pompes)
- Développer l'utilisation de protections auditives personnalisées (tous secteurs d'activité)

## 1.5 La gestion des déchets

### Nature des déchets

Déchets de production		Ventilation par secteurs	Quantités produites (tonnes)	
			2009	2008
Déchets industriels banals (DIB)	(rebut de fabrication, tournures, emballages divers)	Extrusion	2 693	3 591
		Pompes	546	680
		Mécanique	9	17
		<b>Total</b>	<b>3 248</b>	<b>4 288</b>
Déchets industriels spéciaux (DIS)	(boues hydroxydes, huiles hydrauliques, huiles solubles, etc.)	Extrusion	829	1 179
		Pompes	47	37
		Mécanique	7	11
		<b>Total</b>	<b>883</b>	<b>1 227</b>

Dans le cadre de la mise en œuvre du système de management environnemental ISO 14001, l'ensemble des Sites industriels ont mis en œuvre le tri sélectif des déchets. De ce fait, des gestions documentaires internes ont été établies et les agréments des filières de collecte et de traitement des déchets sont scrupuleusement suivis et audités.

Les efforts constants du Secteur Extrusion ont permis en 2009, pour la deuxième année consécutive, de réduire le volume de déchets spéciaux de plus de 29 %

L'augmentation du volume de déchets spéciaux (+27 %) constatée dans le Secteur Pompes s'explique d'une part par le décalage d'une partie des enlèvements de 2008 sur 2009, et, d'autre part, par la récupération accidentelle d'eaux de pluie dans les huiles usées.

Dans le Secteur Mécanique, les déchets métalliques sont valorisés en totalité et n'entrent donc plus dans la comptabilisation des DIB dont le volume a été réduit de plus de 30 % en 2009 par rapport à 2008.

### Mode de destruction des déchets

- documents internes :	Gestion documentaire interne de suivi des déchets Suivi des enlèvements DIB Evacuation des déchets chimiques
- documents externes :	Déclaration trimestrielle des déchets Bordereau de suivi de déchets industriels Agréments des prestataires de collecte et d'élimination

### Actions mises en œuvre

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Optimisation du fonctionnement des filtres presses des boues d'hydroxydes métalliques sur le Site de Laval (Mayenne) afin d'en réduire le poids et donc le coût de traitement  Centralisation de la gestion des absorbants pour en éviter les usages abusifs dans les ateliers du Site de Laval (Mayenne) et recyclage en interne des huiles d'usinage (centrifugeuses)  Revalorisation en interne des huiles de frappe (centrifugeuse) sur le Site de Toucy (Yonne)
Pompes / Technologie des Fluides	Optimisation du remplissage des bennes pour le bois pour en limiter le nombre et les frais de transports liés  Poursuite des actions de sensibilisation du personnel au tri des déchets  Mise en place d'une nouvelle signalétique plus claire et plus compréhensible des zones DIB et DIS
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Valorisation des tournures et chutes de zinc par une entreprise de recyclage plus proche pour limiter l'impact des coûts de transport

### Objectifs

- Réduire les quantités de boues d'hydroxydes métalliques des stations de détoxification sur le Site d'Offranville par l'optimisation des filtres de presse (Secteur Extrusion)
- Faire appel à une filière de collecte pour revaloriser les cartons usagés du Site d'Offranville (Secteur Extrusion)
- Rechercher une nouvelle filière pour le retraitement des déchets du Site de Laval avec revalorisation des boues d'hydroxydes métalliques en cimenterie (Secteur Extrusion)
- Traiter en interne les condensats d'huiles des compresseurs du Site de Toucy (Secteur Extrusion)
- Mettre en place une zone pour les déchets spécifiques afin que le personnel apporte volontairement les piles usagées, les cartouches d'encre vides, etc... (Secteur Pompes)
- Couvrir la zone de récupération des huiles afin de la protéger des eaux de pluie (Secteur Pompes)
- Rechercher des solutions pour la valorisation des copeaux et le recyclage des huiles usées (Secteur Pompes)
- Optimiser de la gestion des DIS par l'utilisation de cuves permettant un enlèvement par pompage (Secteur Mécanique)

## 2. Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées

Les activités du Groupe Gévelot n'ont pas, à priori, d'impact significatif direct sur les espèces animales et végétales ni sur le milieu naturel. Toutefois ses filiales industrielles effectuent des mesures et des contrôles systématiques de leurs installations de filtration, de détoxification ainsi que des déshuileurs-débourbeurs ainsi que, pour certaines d'entre elles, des simulations de déversements accidentels avec kits de première urgence, obturateurs gonflables des réseaux d'eau, etc...

### Actions mises en œuvre

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Rédaction d'un bilan carbone pour quantifier les gaz à effet de serre sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime) Evolution du process de traitement de surface par l'usage de produits de phosphatation sans nitrite sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime) Campagne sur le Site de Laval pour la réduction des rejets en nitrites dans le milieu naturel par l'évolution du process de traitement de surface (phosphatation sans nitrites)
Pompes / Technologie des Fluides	Maîtrise des produits utilisés pour la production par une validation avant utilisation par le Service «Progrès» des feuilles de données de sécurité qui accompagnent les produits chimiques et permettent d'identifier les risques encourus en termes de sécurité et d'environnement lors de leur utilisation.
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Utilisation de produits de traitement de la tour aéroréfrigérante mieux adaptés

### Objectifs

- Préparer l'application de la prochaine loi cadre sur l'eau (2015) et identifier les moyens à mettre en œuvre pour suivre en auto surveillance les futurs paramètres à contrôler (Secteur Extrusion)
- Engager une réflexion sur le décapage mécanique avec grenaille et acier en remplacement du décapage chimique avec utilisation d'acide (Secteur Extrusion)
- Préparer, pour le site de Toucy, la rédaction d'un bilan carbone (Secteur Extrusion)
- Réactualiser le dossier d'autorisation d'exploiter suite à l'intégration de l'activité Système food sur le Site de Champtocé après la fermeture et le transfert du site de Rambouillet. Mettre à jour la liste des contrôles des impacts de cette activité sur l'environnement et effectuer ces contrôles et les éventuelles actions correctives nécessaires (Secteur Pompes)
- Effectuer la refonte et la gestion informatique de certains documents utilisés pour l'enregistrement des contrôles et suivi périodiques des produits utilisés (tous secteurs d'activité)

## 3. Démarches d'évaluation et de certification

Conformément à la politique du Groupe Gévelot et pour répondre aux souhaits de son Actionnariat soucieux du respect de l'Environnement, toutes les filiales industrielles du Groupe Gévelot sont engagées dans un système de management environnemental conforme au référentiel normatif ISO 14001.

Dans ce contexte, des audits externes de certification et de suivi sont régulièrement menés pour valider ces systèmes de managements environnementaux dans toutes les filiales industrielles du Groupe.

### Evaluation/Certification : les démarches entreprises

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Audit des exigences réglementaires et normatives (ISO 14001) des établissements de production français ainsi que du Centre Technique et Développement
Pompes / Technologie des Fluides	Continuation de la mise en place du management OHSAS 18001 pour la SBU OIL and GAS pour tous les sites. Cette démarche spontanée a pour objectif de limiter les risques pouvant incomber aux salariés dans l'exercice de leur activité.
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Reconduction des certifications ISO 14001 et TS 16949

## 4. Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité aux dispositions législatives et réglementaires

### Démarches de mise en conformité

Toutes les filiales industrielles sont soumises à la réglementation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) au statut d'Autorisation avec Arrêté préfectoral et procèdent, à ce titre, à des audits réglementaires réguliers ainsi qu'à des veilles réglementaires en interne et en externe.

Le Secteur Pompes notamment, dispose d'un plan d'audit sur la veille réglementaire effectué par un Organisme extérieur spécialisé.

Parallèlement, les filiales du Groupe poursuivent ou initient, selon les Secteurs, l'implication progressive de leurs fournisseurs au Règlement REACH (enRegistrement, Evaluation et Autorisation des substances CHimiques) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2007 afin de s'assurer du respect de ce règlement par l'ensemble de leurs fournisseurs.

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Veille réglementaire pour identifier les exigences actuelles des Sites industriels et se préparer aux exigences environnementales de demain
Pompes / Technologie des Fluides	Veille réglementaire conformément à la directive REACH afin de rechercher la présence de substances candidates à autorisation dans les produits utilisés Veille réglementaire pour les rubriques ICPE pour lesquelles PCM est soumise à autorisation ou déclaration ou pourrait l'être Veille réglementaire pour les décrets/lois instituant les contrôles réglementaires
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Mise en œuvre de la directive REACH Veille environnementale dans le cadre des réunions interentreprises de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs

### Objectifs

- Respecter l'exhaustivité des exigences des Arrêtés Préfectoraux et les échéanciers administratifs (Secteur Extrusion)
- Rédiger en 2010 le bilan de fonctionnement de l'établissement d'Offranville obligatoire tous les dix ans dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral pour vérifier si l'autorisation d'exploiter est toujours en adéquation avec l'activité (Secteur Extrusion)
- Réaliser un nouveau dossier de demande d'autorisation auprès de la Préfecture suite à l'intégration des activités du Site de Rambouillet sur le Site de Champtocé (Secteur Pompes)
- Former le technicien Sécurité Environnement sur les nouveaux règlements à intégrer (Secteur Mécanique)
- Effectuer un contrôle périodique des ICPE soumises à déclaration avant juin 2010 (Secteur Mécanique)
- Mettre en place une veille croisée avec les entreprises environnantes (Secteur Mécanique)

## 5. Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité du Groupe sur l'environnement

En 2009, les filiales du Groupe ont engagé 868 490 euros de dépenses pour prévenir les conséquences de leur activité sur l'Environnement contre 882 360 Euros en 2008.

Après deux années consécutives de baisse, le montant de ces dépenses est sensiblement identique à celui de l'année précédente, ce qui semble confirmer que désormais, l'essentiel des dépenses correspondra davantage à des actions d'entretien et de contrôle, aux charges salariales des personnels dédiés qu'aux investissements d'équipement.

### Objectifs

- Continuer de s'assurer du respect des exigences réglementaires et de la conformité des installations en intégrant systématiquement toutes les nouvelles obligations grâce aux veilles réglementaires
- Poursuivre le développement d'une culture de progrès basée sur l'anticipation et l'évaluation des risques et sur la sensibilisation du Personnel
- Poursuivre la politique de prévention engagée avec les certifications ISO 16949 et 14001

## 6. Moyens consacrés à la gestion de l'environnement, à la formation et à l'information des salariés

Toutes les filiales industrielles du Groupe disposent depuis plusieurs années désormais, des structures et des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs de gestion de l'Environnement.

Dans le Secteur Extrusion, une réflexion a été engagée en 2009 pour faire évoluer l'organisation actuelle dédiée à la protection de l'environnement vers une démarche de développement durable plus globale.

Dans le Secteur Pompes, depuis 2009, le plan d'audit des postes permet de faire un point Qualité Sécurité et Environnement avec le personnel de l'atelier.

Dans le Secteur Mécanique, une personne est désormais dédiée à temps plein au traitement des problèmes opérationnels liés à la Sécurité et à l'Environnement.

### Nature des formations et actions

- Formation à la gestion des énergies en milieu industriel (Secteur Extrusion)
- Diffusion au Personnel d'une note environnementale interne trimestrielle «Flash Environnement» (Secteur Extrusion)
- Formation à l'ISO 14001 (Secteur Mécanique)
- Actions de sensibilisation du Personnel au tri collectif (tous secteurs d'activité)

### Objectifs

- Effectuer des campagnes de sensibilisation du Personnel, au tri sélectif, aux kits de 1<sup>ère</sup> urgence, au management ISO 14001, à la maîtrise des énergies (Secteur Extrusion)
- Sensibiliser le Personnel aux risques chimiques liés à la manipulation et au stockage (Secteur Extrusion)
- Mettre en place au second trimestre 2010 un plan de campagne d'information «Sécurité et Environnement» pour sensibiliser le Personnel et intégrant notamment la diffusion d'outils tels que les fiches de non-conformité environnementale (Secteur Pompes)
- Poursuivre la politique de prévention par l'analyse des risques sur la Sécurité et l'Environnement (Secteur Mécanique)
- Continuer les actions de sensibilisation du Personnel au respect de l'environnement (tous secteurs d'activité)

## 7. Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

### 7.1 Garanties souscrites

Le Groupe a souscrit depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2010 un contrat d'Assurance Responsabilité Civile Environnement auprès de la Compagnie ACE EUROPE en remplacement du contrat souscrit auprès de la Compagnie ZURICH en 1998.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que le Groupe pourrait encourir en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers et résultant :

- de l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance liquide ou gazeuse diffusée dans l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- de la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations et rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,

ainsi que le paiement des frais engagés pour :

- procéder aux opérations visant à neutraliser, isoler, éliminer toute menace réelle et imminente des dommages objets de la garantie,
- éviter l'aggravation réelle et imminente des dommages objets de la garantie,

En 2010, le montant des garanties souscrites, tous dommages confondus, s'élève à 6 millions d'euros (5 millions en 2009) pour une prime annuelle de 27 300 Euros (36 600 euros en 2009) et couvrira toutes les filiales du Groupe à travers le monde.

## 7.2 Provisions constituées

### Gévelot Groupe - Holding

Après une étude simplifiée (Avril 2003), puis une étude détaillée (Avril 2004) sur l'évaluation des risques pour les ressources en eau concernant le site industriel Gaupillat à Meudon (dont l'activité a cessé en décembre 1997), Gévelot SA a dû de nouveau faire réaliser en 2005, à la demande de la Préfecture des Hauts de Seine, une étude complémentaire sur les ressources en eaux dans les environs de ce site.

Début 2007, Gévelot SA a été informée par l'Administration que cette étude et ses conclusions avaient été acceptées par la Préfecture des Hauts de Seine. Début 2008, et pour faire suite aux conclusions de l'étude réalisée par les propriétaires du site, la Préfecture des Hauts de Seine a informé Gévelot SA qu'aucune réhabilitation complémentaire (à celle précédemment définie) ne lui serait prescrite en sa qualité de dernier exploitant.

En 2008, Gévelot SA a confirmé à la Préfecture des Hauts de Seine, à la demande de celle-ci, qu'elle s'engageait à prendre à sa charge les coûts de remise en état du site pour un usage industriel (enlèvement et mise en décharge des citernes enterrées et des parties polluées de la dalle béton).

Dans ces conditions, et dans l'attente du devenir du site (projet d'aménagement urbain par la ville de Meudon), la provision constituée au 31 décembre 2002 par Gévelot SA pour couvrir les frais de remise en état pour un usage industriel du site de Meudon a été maintenue à l'identique.

## 8. Indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement

Le Groupe Gévelot n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucune décision judiciaire en matière d'environnement.

## 9. Objectifs assignés aux filiales étrangères en matière d'environnement

Les filiales étrangères du Groupe Gévelot sont soumises aux mêmes objectifs environnementaux que les filiales françaises du Groupe. Toutefois, la Législation en la matière variant encore notablement d'un pays à l'autre, même à l'intérieur de la Communauté Européenne, chaque filiale a dû concilier les exigences du Groupe avec les exigences nationales.

De ce fait, les données émanant des filiales étrangères consolidées par intégration globale n'ont pu être consolidées dans le présent Rapport.

# Notes

# Notes



Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros  
Siège social, Direction et Administration :  
6, boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret  
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369

[www.gevelot-sa.fr](http://www.gevelot-sa.fr)